

CHRONIQUE FEMINISTE

périodique bimestriel - 200 f avril-mai-juin 87 - double n° 21-22

DECUMUL ET SPLITTING

DOSSIER:

FILIATION

Université des Femmes

UNIVERSITE DES FEMMES

Place Quételet 1a, 1030 Bruxelles, tél: 021219.61.07.

Equipe

Françoise Hecq	Louise Thirion
Martine La Haye	Laurence Broze
Hedwige Peemans-Poullet	Anne Van Seymourtier
Geneviève Simon	Louisa Soriano
Edith Rubinstein	Colette Ingels
Nadine Plateau	Alla Denesiok
Fanny Filosof	Linda De Reys
Genevière Braun	Christine Seghuin

• Cours, Conférences, Séminaires

Participation aux frais
Pour toutes les activités
de l'année: 1.500 fr.
Par séance: 100 fr.

• Centre de Documentation

Consultation de livres, revues, documents bibliographies.
Information et assistance pour travaux de mémoires.
Ouvert du lundi au vendredi
de 10 h à 17 h; le mardi de 10 h à 19 h et sur rendez-vous.

Publication bimestrielle

CHRONIQUE FEMINISTE

Au numéro
Sur demande à l'Université des femmes (contre versement au
compte ci-dessous) ou dans les librairies

Abonnement à 6 numéros:
Belgique 500 fr.b.
Etranger 700 fr.b.

A verser au compte n° 001-1118659-34 de «Université des Femmes -
Chronique» (bien préciser le nom et l'adresse de l'abonné)

«TROPISMES»
Galerie des Princes 11, 1000 Bruxelles
Tél. 021512.88.52
«LA NOUVELLE ETINCELLE»
chée de Wayre 86, 1050 Bruxelles
Tél. 021512.01.43
«LIBRARIE CANDIDE»
place Brugmann 2, 1060 Bruxelles
Tél. 021344.81.94
«ARTENYS»
chée d'Ixelles 249, 1050 Bruxelles
TBI. 021647.95.17
Réservé aux femmes
«SORGELOOS»
chée de Waterloo 365, 1060 Bruxelles
«LA MAISON DU NOUVEL AGE»
chée de Charleroi 71, 1060 Bruxelles
«FNAC - CITY 2»
1000 Bruxelles
Tél: 02/217.47.20
«VRINDTS»
rue de la Croix de Fer 53
1000 Bruxelles
Tél: 021512.84.15

Impression
I.D.I.
rue du Méridien 15
1030 Bruxelles

Mise en page
Alla Denesiok et Linda De Reys.

Les activités d'éducation permanente de l'Université des Femmes
sont réalisées avec l'appui du Ministre de la Communauté Française,
du Ministre de l'Emploi et du Travail et de la Commission Française
de la Culture.

Chronique est éditée avec l'aide de la CGER.

SOMMAIRE

Pré-texte

L'égalité comme prétexte 3

Programme de l'Université des Femmes

Calendrier 4

Analyse

Le splitting contre le décumul 5-6

Interview

Une majorité de femmes d'un parti au Parlement, c'est
pas un scoop! 7-8

Dossier: Filiation

9

La réforme du droit de la filiation
Conférence par Marie-France Lampe 10-18

Discussions autour des filiations
par Fanny Filosof 19-23

Une filiation sans discussions
par Hedwige Peemans-Poullet 24-25

Entretien

Complètement ringard l'ONEM? 26-27

Nouvelles Procréations 1986 28-32

L'Histoire des Larmes (Lecture) 33-35

Sauvettes d'Edith... 36-38

Histoire en Escalier 39

Une ronde dans l'aquarium de nos «folies»
(Lecture) 40-42

Attentives

Sida et mutilations sexuelles 43

Femmes: L'âge de la retraite 44

Epargne-pension: discrimination 44

... et divers 45

Humour et sport féminin 46

Lectures

Pierre Leroux et l'égalité des sexes 47

Les conséquences économiques du divorce 48

Enfants et divorce 49

Pauvreté: les femmes d'abord 49

«Die Familie» 50

Aux origines de Vie Féminine 51

Rosa Luxembourg 52

Suzanne Voilquin 52

Bibliothèque 53-54

Incomplètes 55

L'égalité comme prétexte

Jamais nous n'avons autant entendu vanter les vertus de l'égalité. Comme si c'était la préoccupation première de nos responsables politiques...

Quelle égalité?

L'adoption de la loi sur la filiation n'est-elle pas présentée comme un progrès de l'égalité entre les enfants? En fait, comme nous le développons dans les pages qui suivent, il s'agit d'une égalité qui fait plus référence à une norme biologique qu'à une norme sociale...

Quelle égalité?

Quand le Secrétaire d'Etat aux pensions a imaginé de réduire la masse globale des pensions de retraite des femmes tout en améliorant les montants des pensions des hommes qui anticipent celles-ci, il a emballé cette proposition dans un prétexte: son souci de réaliser d'urgence l'égalité entre hommes et femmes quant à l'âge de la retraite...

Quelle égalité?

Quand le Ministre des Finances envisage d'accorder une énorme réduction fiscale aux hommes mariés qui réussissent à se garder leur femme au foyer, il se met à l'abri d'un prétexte: il faut mettre sur pied d'égalité les couples de travailleurs qu'ils soient mariés ou non, mais aussi les couples mariés qu'ils disposent d'un ou de deux revenus professionnels. Le **décumul** complet a toujours été une revendication des féministes parce qu'il introduit la justice redistributive jusqu'au sein du couple au lieu de s'arrêter au seuil du ménage. Selon elles, ce **décumul** complet peut être compensé par une progressivité plus forte de l'impôt.

Malheureusement, le cadeau que M. Eyskens s'apprête à faire par le biais du **splitting** aux époux des femmes au foyer est beaucoup plus important que la justice qui sera rendue aux couples de travailleurs... De plus, dans le cas du **splitting**, l'**inégalité** entre les couples mariés et les couples non mariés est maintenue. Il en va de même pour les couples mariés à un revenu et les familles monoparentales.

Ainsi, sous prétexte d'égalité, n'arrive-t-il pas de plus en plus souvent que l'on aille à l'encontre de la justice sociale et de l'équité telle que nous la concevons?

LE SAVOIR ET LE FAIRE

PROGRAMME: AVRIL - MAI - JUIN 1987

Toutes les activités ont lieu le jeudi à 20 h 30 soit à la Place Quetelet 3, 1030 Bruxelles, soit à la Place Quetelet 1a, soit dans les deux lieux chaque fois que les séminaires se tiennent ensemble. Pour tous renseignements téléphonez entre 10 et 17 h: 02/219.61.07.

JEUDI 23 AVRIL A 20 H 30

Conférence:

«DEFINIR LE POUVOIR POLITIQUE»

«LE POIDS DE LA NON-DECISION: L'AVORTEMENT EN BELGIQUE»,

par Bérengère Marques-Pereira, docteur en sciences politiques, enseignante à l'ULB.

Habituellement, le contenu du pouvoir politique est défini par la décision. Si l'on cherche à saisir les relations entre l'Etat et la condition des femmes, il faut mettre en perspective la décision avec la non-décision.

JEUDI 30 AVRIL A 20 H 30

Conférence:

«LA REVOLUTION CULTURELLE SOUTERRAINE»

II - «LES SUFFRAGETTES»,

par Edith Rubinstein

JEUDI 7 MAI A 20 H 30 (à confirmer)

Conférence:

«GEORGE SAND AUJOURD'HUI»,

par Uta Wagner, comédienne

Suite au spectacle «George Sand aujourd'hui» voir annonce page 45.

JEUDI 11 JUIN A 20 H 30

Conférence:

«DEFINIR LE POUVOIR POLITIQUE»

«LE PATRIARCAT: DIMENSION DU POUVOIR POLITIQUE»,

par Bérengère Marques-Pereira, docteur en sciences politiques, enseignante à l'ULB.

Le concept de patriarcat commence à être utilisé par des politologues. Cela signifie-t-il que le féminisme pénètre les sciences politiques? Jusqu'à quel point ce concept est-il défini pour devenir utile dans l'étude de cas concrets?

JEUDI 18 JUIN A 20 H 30

Conférence:

«LA REVOLUTION CULTURELLE SOUTERRAINE»

III - «ET AUJOURD'HUI??»,

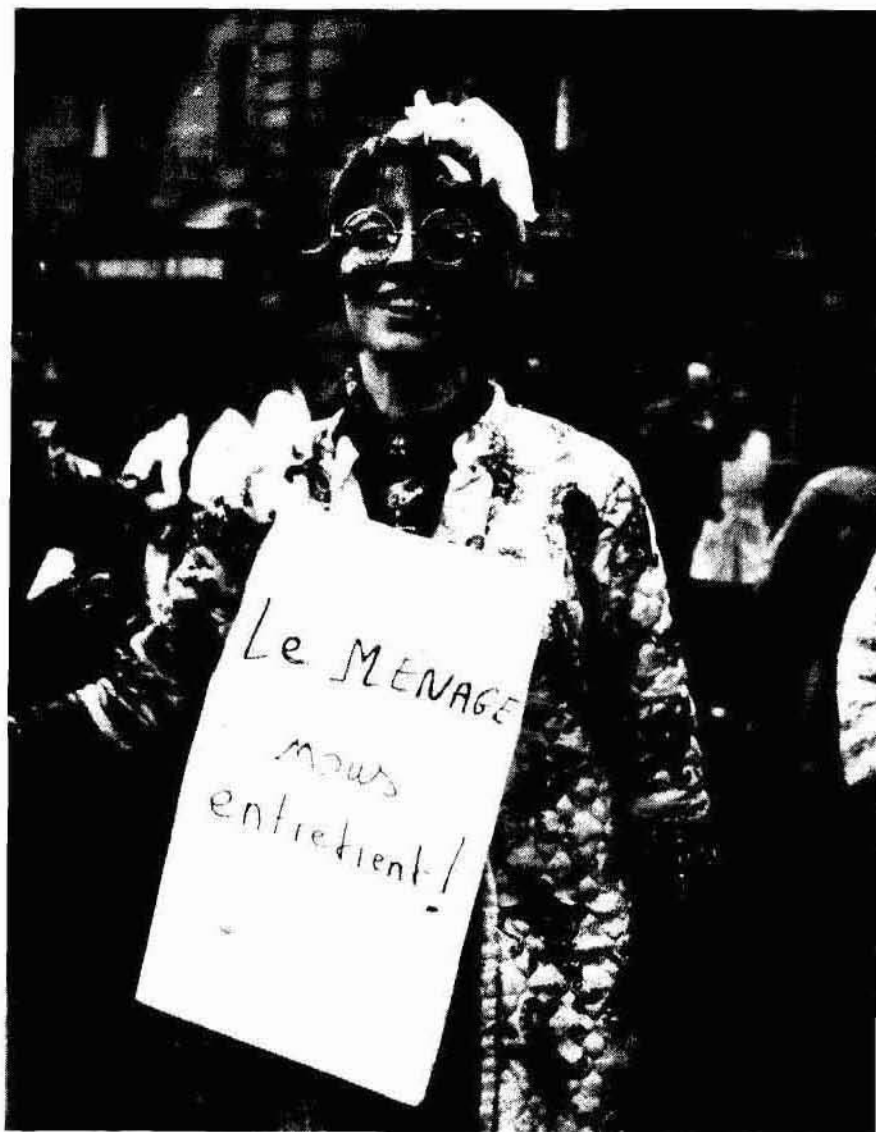
par Edith Rubinstein.

Les séminaires d'Histoire et de Sociologie continuent leur travail en groupe fermé.



Une proposition qui ne divise pas les femmes

Le splitting contre le décumul



On dit que nous payons trop d'impôts. Tout le monde en convient, paraît-il. Payer trop d'impôts freinerait l'incitation au travail et à l'épargne. Des études le prouveraient. Jusqu'à présent nous n'avons pas pu constater que les contribuables aisés aient rechigné à l'accumulation d'épargne ou que des cadres aient décidé de céder leur emploi à des chômeurs pour avoir moins d'impôts à payer... Toutefois, après avoir commandé une étude sur la réforme de la fiscalité, le Ministre des Finances se propose d'y remédier en inaugurant une importante réforme de la fiscalité d'ici 1989. Comme nous sommes en période pré-électorale, cette réforme de la fiscalité est

présentée comme une réduction de la fiscalité directe. Ce qui passe dans les médias c'est qu'il n'y aurait plus que quatre taux marginaux (de 30 % à 60 %) d'imposition avec un taux moyen sur le revenu global net qui ne dépasserait pas 50 %.

Ceci représentera une diminution des recettes des pouvoirs publics qui sera naturellement contrebalancée par une réduction des « dépenses » fiscales et par un accroissement de la fiscalité indirecte, mais surtout par un élargissement de l'assiette fiscale soumettant à l'impôt les revenus des transferts sociaux qui ne le sont pas aujourd'hui. Ceci augmentera une nouvelle fois l'injustice sociale

sous prétexte de mettre sur le même pied tout revenu, de quelque nature qu'il soit.

Ce raccourci du projet de réforme de la fiscalité nous amène à notre sujet. Au cours des débats, il est continuellement question, avec ostentation, de décumuler les revenus (professionnels) des époux et donc de procéder à une taxation séparée. Mais ce qu'on entend à peine, ou ce qui est présenté comme allant de soi, c'est que ce décumul sera assorti d'un dé plafonnement et/ou d'une extension du splitting: « *Le décumul intégral, qui taxerait séparément les revenus du mari et de la femme* », dit le Ministre des Fi-

nances dans l'interview qu'il accorde au VIF/L'EXPRESS, « *amputerait les recettes de l'Etat de 28 milliards de francs. C'est faisable. Mais j'ajoute immédiatement que, si l'on accorde cela aux ménages où les deux conjoints travaillent, il faudra également faire quelque chose pour les ménages où la femme est au foyer. On revient là au problème du splitting. Et c'est un peu plus compliqué. Quelle est en effet la fraction que l'on va imputer au conjoint qui est à domicile? 30 %, 40 %, 50 %? Beaucoup me disent qu'il faut 50 %. Mais cela coûterait très cher: près de 60 milliards de francs. C'est donc un problème...* »

Même son de cloche à la Ligue des Familles: « *Mettons les points sur les i: autant la Ligue revendique le décumul, autant elle exige parallèlement le fractionnement pour les familles ne bénéficiant que d'un revenu professionnel* ». Et de comparer les activités ménagères et familiales à du travail « au noir » qui mériterait autant rémunération que le « travail au blanc ».

Ce n'est pas tout! Le Ministre propose encore d'instaurer le « quotient familial » qui impute une fraction (c'est-à-dire un pourcentage!) du revenu du titulaire non seulement à son conjoint mais à chacun de ses enfants.

Le cumul des revenus des époux et le splitting sont deux injustices monumentales. On ne peut les traiter simultanément que pour les supprimer radicalement l'un et l'autre.

Le cumul

Dans le système du cumul des revenus des époux, un revenu - disons - d'un million est taxé quasi de la même manière s'il est produit par un travail de 40 heures semaines (un conjoint) ou par 80 heures semaines (deux conjoints). Ainsi deux ouvriers mariés sont taxés comme l'ingénieur qui a sa femme au foyer. Comme si le mariage changeait la condition sociale des travailleurs! A travail/revenu égal, la taxation est tout à fait inégale. Cette injustice est gigantesque puisqu'elle ampute d'au moins 28 milliards les revenus des travailleurs qui ont le malheur de se marier.

On a toujours présenté cette injustice comme une pénalisation du mariage. En réalité c'est le travail qui est pénalisé mais pas n'importe quel travail, le deuxième travail dans un couple. C'est pour cela qu'on peut à juste titre voir dans cette forme de taxation une volonté de décourager le travail de la femme mariée. Les femmes mariées voient donc le revenu de leur travail amputé de ces quelques 28 milliards par an.

Cette injustice, qui semble aujourd'hui reconnue par tous, ne sera pas «réparée» lorsque le cumul sera supprimé. En effet, le manque à gagner passé continue à marquer le niveau de vie des travailleuses mariées.

Les dessous affriolants du décumul: le splitting.

Mais surtout, le décumul, qui n'est que justice, n'est envisagé par les pouvoirs publics que pour pouvoir procéder à une immense injustice au profit des hommes des classes privilégiées. La tactique utilisée ici est exactement la même que celle du Ministre Mainil qui prétendait vouloir réaliser l'égalité entre hommes et femmes quant à l'âge de la pension, pour pouvoir, par ce biais, augmenter les revenus des hommes qui anticiperaient leur retraite et diminuer de manière massive le montant global des pensions de retraite des femmes.

Ici même tour de passe passe. On parle beaucoup du décumul, on s'attire ainsi les sympathies du public. En réalité on prépare, en élargissant la formule du splitting, un énorme cadeau fiscal aux hommes qui arrivent à se garder leur femme au foyer. Rappelons brièvement toutes les injustices et discriminations que cache le système du splitting.

Il y a en Belgique 3.668.756 déclarations fiscales. Les «ménages fiscaux» se répartissent en 40,7 % d'isolés, 30,5 % de ménages à deux revenus et 28,4 % de ménages à un revenu (1).

Première constatation, les ménages d'isolés ne reçoivent pas de «cadeau fiscal». Une femme

divorcée avec enfants ou une veuve avec enfants bénéficient donc moins de la réforme que le mari d'une femme au foyer dans un ménage sans enfant...

Deuxième constatation, les ménages à un revenu mais sans enfant (ils représentent déjà aujourd'hui à peu près 50 % des bénéficiaires du splitting!) bénéficieront de ce cadeau fiscal alors que par ailleurs ils bénéficient déjà en sécurité sociale, «gratuitement», des droits dérivés. Ainsi les actuels bénéficiaires du splitting, qui n'ont pas d'enfant et qui sont pensionnés bénéficient déjà du «taux ménage» c'est-à-dire d'un supplément de pension de 15 %... Les femmes au foyer bénéficient gratuitement du remboursement des soins de santé... etc...

Troisième constatation: l'avantage fiscal que représente le splitting est accordé au mari (puisque c'est lui qui bénéficie de la réduction d'impôts). Il est donc tout à fait malhonnête de faire croire qu'il s'agit d'un avantage accordé à la femme au foyer. Celle-ci, qui prend, seule, le risque de rester sans revenus professionnels propres et sans sécurité sociale propre ne bénéficie qu'indirectement ou pas du tout de ce splitting. A la limite ce splitting permettrait à un mari «coureur de jupons» de dépenser encore plus d'argent dans ses escapades tandis que sa femme au foyer y reste tout aussi démunie et sans moyens pour entamer une procédure de divorce!!

Le splitting n'est donc ni destiné aux femmes au foyer, ni destiné aux familles avec enfants. Il est tout simplement destiné aux hommes qui ont une femme au foyer. Le langage est clair: messieurs, si dans les circonstances actuelles vous arrivez à empêcher une femme de se présenter sur le marché du travail, vous serez grassement récompensés.

Vous serez d'ailleurs d'autant plus généreusement récompensés que vos revenus sont élevés. Et c'est notre quatrième constatation. Le splitting est anti-social. A plusieurs titres.

Les femmes en âge d'activité, qui aujourd'hui sont au foyer, sont majoritairement des épouses d'hommes ayant un salaire élevé. Dans les familles populaires ou les familles du quart-

Où se trouvent les familles de 3 enfants et plus?

Le pourcentage le plus élevé de familles ayant trois enfants et plus se trouve dans les ménages fiscaux qui disposent d'un revenu supérieur à DEUX MILLIONS.

Parmi les ménages fiscaux à un revenu qui disposent de plus de deux millions il y en a 38,23 % qui ont trois enfants et plus...

Parmi les ménages fiscaux à deux revenus qui disposent de plus de deux millions, il y en a 35,77 % qui ont trois enfants et plus... Et ces ménages-ci travaillent deux fois plus, cotisent chacun à la sécurité sociale, etc...

Parmi les ménages à deux revenus, il y en a 63,2 % qui ont des enfants.

Parmi les ménages à un revenu, il y en a seulement 52,2 % qui ont des enfants...

Bien sûr ces chiffres cachent des populations dont la moyenne d'âge est différente mais ils révèlent aussi une évolution contre laquelle s'acharnent nos responsables politiques.

monde, là où les femmes n'ont pas d'activité professionnelle, les revenus sont, le plus souvent, en dessous du minimum taxable et il n'y a donc pas de bénéfice de splitting à attendre. En outre, dans ces milieux et dans les milieux d'agriculteurs, il se trouvera parfois du travail professionnel non déclaré qui permettra de bénéficier indûment du splitting.

Enfin, plus les revenus du mari sont élevés, plus le bénéfice du splitting sera important. Ceux qui considèrent que le splitting correspond à une mesure «familiale» montrent par le fait même qu'ils renoncent au principe sacré des prestations familiales forfaitaires, égales pour chaque enfant, quel que soit le niveau des revenus de ses parents. Ici au contraire nous entrons de plus en plus profondément (c'est déjà le cas pour les majorations des revenus de remplacement) dans un système où les prestations «familiales» sont d'autant plus importantes que les revenus le sont!

Inutile d'évoquer le cas du PDG dont l'épouse au foyer, elle-même plus que millionnaire, fait travailler l'une ou l'autre femme de ménage (en noir?) pendant qu'elle participe à des clubs d'investissement, découpe les coupons de ses actions, ramasse les montants de ses loyers et fermages: celui-là bénéficiera du splitting! Et de quel splitting! S'il a trois enfants, il devrait même selon les vœux de la Ligue des Familles bénéficier d'un fractionnement 50 %/50 %! Le pactole!

Cinquième constatation: vous ne serez pas étonnées d'apprendre que, bien qu'il y ait, aujourd'hui, plus d'enfants dans les familles à deux revenus (la majorité des femmes non ménopausées exercent une activité professionnelle), le bénéfice du splitting sera deux fois plus important par ménage que ne le sera celui du décumul! En effet, s'il est vrai que le splitting complet coûterait les 60 milliards évoqués par le Ministre Eyskens, il représenterait un cadeau fiscal de, en moyenne, plus de 57.000 frs par ménage fiscal. Cet avantage serait évidemment très inégalement réparti. Tandis que le décumul, qui ne coûterait que 28 milliards, représenterait, en moyenne, un montant de 25.000 frs par ménage fiscal. Ceux-ci seraient inégalement répartis, mais moins inégalement que pour le splitting.

Qu'est-ce que j'avais dit? On ne pense à la justice ou à l'égalité en ce qui concerne les travailleuses mariées que pour créer ou accroître un avantage criant d'injustice pour les hommes qui se gardent une femme au foyer...

Hedwige PEEMANS-POULLET

(1) Les chiffres sont établis à partir de «Vrouwen in cijfers» 1984. Ce ne sont pas nécessairement les plus frais mais ils sont d'une utilisation très commode.

Une majorité de femmes d'un Parti au Parlement, c'est pas un scoop!

Les Verts inquiètent. Ces poulleux qui se mêlent d'introduire principes, morale et sens des réalités dans la politique, qui lancent une boule dans les quilles de partis déconsidérés et déconcertés qui se préoccupent davantage de durer que du bien public. Et maintenant en RFA ils bouleversent l'ordre «naturel» des choses en envoyant au Parlement plus de femmes que d'hommes. J'ai pensé qu'il serait intéressant d'avoir quelques informations supplémentaires sur les «Grünen» allemands et j'ai interviewé Margarete Krannick.



Groupe des Verts avec hommes

E.R. Aux dernières élections législatives allemandes, le 25 janvier 1987 les Grünen ont remporté un succès certain en engrangeant 44 sièges au Parlement. Ce succès est remarquable à deux égards, d'abord par le renforcement de l'idéologie écologiste mais surtout par un événement qu'on peut qualifier d'historique, la présence de 25 femmes sur 44 députés, c'est-à-dire une majorité. Je crois bien que c'est la première fois que cela se passe dans une démocratie à l'occidentale. Comment expliques-tu cette présence massive de femmes?

M.K. Il faut d'abord expliquer que chez les Verts beaucoup de femmes, surtout des féministes, ont lutté pour un certain pouvoir des femmes, une certaine représentation des femmes et cette représentation se retrouve à tous les niveaux. Tout d'abord les Verts ont décidé que sur les listes des candidats on réserverait aux femmes toutes les places impaires et aux hommes les places paires ce qui signifie que la moitié des sièges au moins est garantie aux femmes. C'est une des victoires obtenues par les femmes chez les Verts. D'autre déci-

sions ont encore été prises. Ainsi au niveau fédéral, tous les organes, toutes les commissions, tous les groupes de travail doivent avoir une représentation d'au moins 50 % de femmes. C'est vrai aussi pour le Bureau du parti, pour les délégués aux congrès des différents Etats. Les femmes ont encore remporté un autre succès en obtenant à côté du règlement général du parti un statut particulier pour les femmes où on retrouve cette fameuse représentation à 50 % dont je viens de parler. Dans les assemblées générales, le temps de parole a également été partagé entre les hommes et les femmes et ainsi les femmes ont la possibilité de disposer de la moitié du temps. Chaque année, chez les Verts, est prévue une conférence de femmes au niveau fédéral et elles y discutent de leurs problèmes et de leurs demandes spécifiques. Cette conférence est évidemment financée par le Parti. Pour toutes les questions qui touchent directement les femmes, elles disposent d'un droit de veto qui entraîne la rediscussion du problème.

E.R. Cela s'est-il déjà présenté?

M.K. Pas à ma connaissance. Mais l'adoption de ce statut des femmes est très récent. Il date de la fin de l'année dernière.

Les Verts ont également décidé d'accorder à leurs permanents qui ont des enfants, et cela concerne principalement les femmes, de l'argent pour assurer une garde des enfants lors des réunions. Et en ce moment une discussion est en cours pour attribuer un droit de veto à ces permanents avec enfants pour qu'ils puissent influencer sur les dates de ces réunions, ces réunions ayant souvent lieu le week-end ou le soir, c'est-à-dire à des moments difficiles pour des parents. On essaie aussi d'obtenir que des décisions ne puissent plus être prises après 22 heures car bien des mères sont forcées de rentrer chez elles vers cette heure-là.

Dans huit Etats et au niveau fédéral ont été installées des Frauenreferaten, des groupes de femmes, souvent féministes qui sont payées pour organiser des réunions de femmes, définir une politique féministe et veiller à ce que le programme du parti soit conforme à l'intérêt des femmes et prenne leurs souhaits en considération.

E.R. Tu dis qu'à tous les niveaux on trouve au moins 50 % de femmes. Est-ce qu'il a été facile de les trouver? Je demande cela parce qu'ici un des arguments qu'on nous oppose souvent c'est qu'on ne trouve pas de femmes.

M.K. C'est vrai. C'était aussi un grand problème. Je me souviens, qu'au moment des élections communales, j'étais chez moi à Heidelberg, nous étions allées comme groupe autonome féministe sur la liste Verte alternative. Nous avions réclamé la moitié des places pour les femmes et on nous a dit d'accord mais il n'y a pas de femmes, deux peut-être, mais

pas plus. Nous avons proposé alors de laisser les places des femmes vides de manière à forcer les organes du parti et les hommes à chercher des femmes. Les femmes ont beaucoup de raisons pour hésiter à poser leur candidature, elles ont la responsabilité des enfants, elles ont un tas de choses à faire et elles ne sont pas prêtes à s'engager dans un parti où les hommes dominent comme partout. Pour toutes ces raisons, si on ne cherche pas des femmes, si on ne les encourage pas, il ne faut pas être surpris qu'on ne les trouve pas. Et après cela, on les a trouvées, peut-être pas dans tous les petits villages mais ailleurs sûrement. Et à Heidelberg, les femmes étaient d'accord pour un quota de 50 % mais elles pensaient elles-mêmes qu'elles ne seraient pas assez nombreuses. Nous avons alors organisé un groupe de travail «femmes et politique communale» et un mois plus tard, une vingtaine de femmes étaient prêtes à se porter candidates, assez pour remplir la liste.

E.R. La plupart de ces 25 femmes députées sont-elles féministes?

M.K. J'ai des difficultés à répondre mais je ne le crois pas. Il y a quelques femmes qui ont été élues et qui se déclarent explicitement féministes. Mais la plupart n'ont pas comme priorité principale les problèmes de femmes.

Elles s'intéressent à des domaines variés comme l'agriculture, les problèmes socio-économiques, les nouvelles technologies en matière d'information, et pas nécessairement à partir d'une vision féministe. Il était évident qu'en introduisant un système de quota à 50 % on encourageait également d'autres femmes qui ne sont pas nécessairement féministes à se présenter. On a d'ailleurs pu remarquer -et c'est

assez grave- que dans les organes où les candidats étaient élus on avait tendance à écarter les femmes qui se déclaraient ouvertement féministes pour des raisons électoralistes, c'est du moins la rumeur qui circule.

E.R. Et l'électorat?

M.K. En général, il y a plus d'hommes que de femmes qui votent pour les Verts mais la différence tend à diminuer d'une élection à l'autre et dans la tranche des jeunes de 18 à 25 ans on constate par contre que 21,4 % des femmes ont voté pour les Verts contre 18,5 % des hommes.

E.R. La représentation parlementaire des femmes est passée aux dernières élections de 10 à 16 %. Peut-on dire que les Verts ont fait pression sur les autres partis?

M.K. Oui, cela me semble évident. Ainsi chez les sociaux-démocrates les femmes ont élevé la voix et ils ont élu plus de femmes dans leurs organes et proposé davantage de candidatures féminines. Les femmes ont réclamé un quota correspondant au nombre de membres féminins du parti, c'est-à-dire à peu près 1/3. Il faut remarquer que chez les Verts, la proportion de femmes inscrites au Parti est également de 1/3 mais que néanmoins le quota a été élevé à 50 % dans tous les organes. Ce n'est pas encore réalisé partout mais la décision est prise. Même les démocrates-chrétiens sont forcés de dire qu'une politique de femmes est prioritaire et ils ont attribué à Rita Süßmuth le Ministère de la Jeunesse et de la Santé et elle est également chargée des questions de femmes.

Ceci me paraît aussi intéressant à signaler. Les femmes chez les Verts ont travaillé sur une proposition de loi, appelée «loi antidiscriminatoire». Un des articles de cette proposition de loi réclame pour les femmes la moitié de tous les stages de formation professionnelle et de tous les emplois dans tous les domaines et à tous les niveaux.

Ce qui concrètement obligerait l'embauche des femmes jusqu'à atteindre une représentation égale. Cette proposition n'a évidemment aucune chance d'aboutir, mais elle a eu le mérite de susciter un débat au Parlement. Et, à présent, les femmes du Parti social-démocrate et dans les syndicats se sont mises à réclamer des quotas.

E.R. La presse belge et française n'ont pas du tout mis l'accent sur ce que je considère, moi, comme un événement, c'est-à-dire un parti représenté majoritairement par des femmes. Dans les interviews elles ont toujours donné la parole à un Grüne homme. Qu'en est-il de la presse allemande?

M.K. Dans la presse allemande on n'a pas mis en évidence, non plus le pourcentage de femmes.

Elle s'est beaucoup plus préoccupée des divisions réalfondamentalistes chez les Verts. Et c'est une difficulté réelle parce qu'il y a eu une première réunion des femmes parlementaires, et malheureusement le clivage réalfondamentaliste a dominé au lieu de se dire qu'elles constituaient à présent une majorité et de se demander ce qu'elles pouvaient en faire. Ce clivage constitue plutôt un frein à une prise de pouvoir par les femmes. Elles sont divisées.

E.R. Peux-tu te présenter?

M.K. Je travaille avec deux autres femmes dans le «Frauenreferat» (Conseil de femmes) de l'Alliance verte alternative au Parlement européen et j'y travaille depuis 1985.

Je ne suis pas membre du parti des Verts. Une de mes collègues est allemande aussi, l'autre est hollandaise. Nous sommes féministes du Mouvement féministe indépendant. Dans le cas de l'Alliance verte alternative, la plupart des collaborateurs sont des collaboratrices dans tous les domaines. Ainsi pour le domaine Tiers-Monde, c'est une femme; pour le domaine Paix et désarmement, c'est une femme; pour le domaine Droit de l'homme, Droit de la femme, c'est encore une femme. Nous sommes plus de femmes comme collaboratrices que d'hommes.

E.R. C'est discriminatoire?

M.K. Je ne crois pas.

E.R. Pourquoi?

M.K. Pas du tout. Parce que dans l'autre sens, on n'a jamais dit que c'est discriminatoire. Dans l'autre sens, c'est normal.

Edith RUBINSTEIN ■





Dossier filiation

*Désormais
tous égaux?*

Le projet d'une nouvelle loi sur la filiation était à l'étude depuis des années et il est sur le point d'aboutir. Il nous a semblé qu'une telle loi ne manquerait pas d'avoir des répercussions très concrètes sur la vie des femmes et sur leurs rapports aux enfants. Nous avons voulu approfondir la question et nous nous sommes renseignées. D'abord en demandant à un expert, Me Marie-France Lampe, Maître de conférences à l'ULB et spécialiste du Droit de la Famille, de venir nous exposer la philosophie du projet et de le replacer dans son cadre juridique. C'est l'objet de la Conférence donnée à l'Université des Femmes, le 27 novembre 1986. Ensuite en étudiant les textes préparatoires et les compte-rendus des discussions des Parlements pour mieux comprendre où se situent les enjeux. C'est l'objet du texte de Fanny Filosof, membre de l'Université des Femmes, dans «Discussions autour des filiations». Enfin nous avons ajouté notre note personnelle, les réflexions que ce projet suggère à l'une d'entre nous, Hedwige Peemans-Poullet, sous le titre «Une filiation sans discussions...».

La réforme du droit de la filiation

par Marie-France Lampe

Je vais d'abord reprendre les lignes de force du Code civil de 1804 -le code Napoléon-, l'application qui en a été faite par la jurisprudence jusqu'à ce qu'il est convenu d'appeler l'arrêt Markx, et ensuite les modifications qui sont apportées par le projet de loi sur les filiations, modifications qui sont tout à fait fondamentales.

A l'occasion de l'examen de ces modifications nous verrons si le projet de loi bouleverse complètement la hiérarchie des filiations telle qu'elle existe dans le code Napoléon ou si le projet de loi maintient certaines inégalités entre les enfants selon le moment et les circonstances de leur conception.

Code Napoléon

Quelques mots sur le code Napoléon, code qui date de 1804 et qui nous régit encore. Nous verrons que dans ce code le droit de la filiation est fortement hiérarchisé.

La hiérarchie des filiations

1. La filiation légitime

Dans le code Napoléon le sommet de la filiation est la filiation légitime. L'axe de la filiation légitime dépend du mariage et de la procréation, voire de la naissance, de l'enfant dans le mariage de ses parents. La filiation légitime est donc la filiation par excellence: l'enfant trouve dans son berceau avec son acte de naissance à la fois une filiation maternelle par le



seul fait qu'un enfant est déclaré à l'Etat civil comme étant né de Mme X (en Belgique le nom de la mère doit obligatoirement être mentionné dans l'acte de naissance) et une filiation paternelle par le fait que l'acte d'état civil précise que Mme X est l'épouse de Mr Y. L'enfant a donc une double filiation par le biais d'une présomption de paternité légitime: il est censé être né des œuvres de la femme qui le met au monde et du mari de celle-ci au moment de la conception. Donc dans la filiation légitime l'enfant a une double filiation, deux auteurs et des droits vis-à-vis de l'un et de l'autre, droits qui découlent pour les parents des obligations du mariage. Cela signifie qu'il a le droit à l'entretien et à l'éducation de la part du père et de la mère et que, corrélativement, le père et la mère ont à son égard une autorité parentale.

fant né «ex soluto, ex soluta» ce qui signifie que l'un et l'autre étaient libres de tous liens matrimoniaux. La filiation naturelle simple est une hypothèse de conception hors mariage qui n'est doublée ni d'un adultère ni d'un inceste.

2) La filiation adultérine:

La filiation adultérine est celle d'un enfant conçu par un homme et une femme dont l'un au moins des partenaires était engagé dans les liens du mariage au moment de la conception. Dans le cas où les deux partenaires étaient engagés dans les liens du mariage, l'enfant est doublement adultérin, «a matre» c'est-à-dire à l'égard de sa mère, et «a patre» à l'égard de son père.

2. La filiation naturelle

Au niveau inférieur, puisque comme je vous l'ai dit dans le code de 1804 la filiation est hiérarchisée, vous avez la filiation naturelle qui est celle de l'enfant conçu par une femme et un homme qui, au moment de sa conception et de sa naissance, n'étaient pas unis par les liens du mariage. Dans la filiation naturelle il y a plusieurs échelons:

1) La filiation naturelle simple:

La filiation naturelle simple est la filiation de l'enfant qui naît des relations d'un homme et d'une femme qui ne sont ni l'un ni l'autre engagés dans les liens du mariage. C'est, selon la terminologie latine, un en-

Par une modification législative apportée au code Napoléon par une loi du 10 février 1958, l'enfant adultérin peut, dans certaines hypothèses conditionnées par la loi, voir sa filiation établie même si elle est adultérine. Il s'agit de l'enfant qui n'est pas la cause d'un divorce c'est-à-dire l'enfant dont la conception ne révèle pas à l'époux ou à l'épouse l'adultère de l'autre. C'est l'enfant adultérin dit technique. Je m'explique: lorsque les époux sont en instance de divorce le magistrat va en premier lieu séparer les résidences car il n'est pas convenable ni souhaitable que des époux en instance de divorce continuent à cohabiter compte tenu du contentieux qui les oppose. Dès l'instant où les résidences sont judiciairement séparées, il y a ce qu'on appelle impossibilité morale (puisqu'on n'habite

plus ensemble) d'avoir des relations sexuelles (impossibilité morale dont bien sûr on peut faire la preuve du contraire qui serait la preuve de la réunion de fait des époux) et comme le devoir de fidélité des époux est suspendu, l'enfant conçu après le début de cette procédure en divorce n'est plus présumé avec la même acuité être l'enfant du mari de la mère. Il peut donc être reconnu par l'auteur véritable c'est-à-dire l'amant de la mère.

C'est une procédure assez lourde non pas au plan de la forme mais au plan du fond. Pour reconnaître cet enfant que j'ai qualifié d'adultérin technique, le père biologique doit introduire une requête devant le Tribunal de première instance de son domicile et prouver que cet enfant est né plus de 300 jours après que les époux aient été autorisés à résider distinctement. Pourquoi 300 jours? Pour que le magistrat qui va autoriser cette reconnaissance ait la certitude que l'enfant a bien été conçu après le début de la procédure en divorce c'est-à-dire après le moment où les résidences ont été séparées. Il est clair que si la procédure en divorce commence à une date X et que l'enfant naît 300 jours plus tard, il n'est logiquement pas le fruit des relations du couple légitime mais le fruit d'un adultère. Donc cet enfant adultérin technique, c'est-à-dire celui conçu en cours de procédure, peut faire l'objet d'une reconnaissance. C'est un progrès important par rapport au code Napoléon puisque dans le code Napoléon l'enfant adultérin ne pouvait faire l'objet d'aucune reconnaissance.

Une autre modification législative par rapport au code Napoléon a été instaurée par une loi du 1er juillet 1974 modifiée le 10 décembre 1982. C'est la loi qui introduit dans notre droit positif du divorce le divorce dit «remède». Il s'agit d'apporter un remède à une situation du couple dont la séparation - autrefois dix ans (1974) et cinq ans depuis 1982 - est suffisante pour considérer que la faillite entre les époux est irrémédiable. Dans l'hypothèse où le divorce est autorisé pour séparation de fait quinquennale (depuis la réforme de 1982 faisant suite à la réforme de 1974) et que le jugement en divorce inclut dans son dispositif la date qu'il faut prendre en considération comme étant la date à laquelle les époux ont cessé de

partager toit, table et lit, la reconnaissance d'un enfant qui a été conçu après la date retenue dans le jugement de divorce comme étant la date de la séparation de fait des époux, peut être obtenue pour autant qu'il naisse plus de 300 jours après la date reconnue par le Tribunal comme étant le point de départ de la séparation quinquennale.

3. La filiation incestueuse

En dehors de certains cas particuliers que je vais vous décrire, l'enfant **incestueux absolu** ne peut faire l'objet d'aucune espèce de reconnaissance. Il n'a droit qu'à des aliments, c'est-à-dire qu'il peut demander une pension alimentaire, mais celle-ci ne sera pas déclarative de filiation puisque le refus d'établir la filiation est toujours mis en exergue. En effet, si l'enfant incestueux était reconnu, l'acte de naissance serait la révélation de l'inceste, or l'inceste est une violation de l'ordre public donc cet incestueux absolu ne peut jamais être reconnu, sauf par le père ou par la mère mais jamais par les deux à la fois parce que c'est la conjonction des deux reconnaissances qui fait apparaître l'empêchement au mariage.

Cependant certains enfants incestueux sont conçus par des parents ou alliés qui pourraient obtenir une dispense royale et par cette dispense pourraient être autorisés à se marier. En synthèse c'est l'oncle et la tante par rapport aux neveux et nièces, c'est le beau-frère et la belle-sœur lorsque le mariage qui faisait naître l'alliance entre eux a été dissous par divorce (si un mariage est dissous par décès il n'y a plus d'interdiction de mariage entre alliés). Donc les enfants qui naissent de l'inceste d'un oncle avec sa nièce, d'une tante avec son neveu, lesquels pourraient demander une dispense royale et obtenir l'autorisation de se marier, ou qui naissent entre un beau-frère et une belle-sœur étant entendu que le mariage du frère ou de la sœur a été dissous par divorce, ces enfants, dits **incestueux relatifs**, peuvent faire l'objet d'une reconnaissance ou d'une légitimation si leurs auteurs, ayant obtenu la dispense royale, se marient.

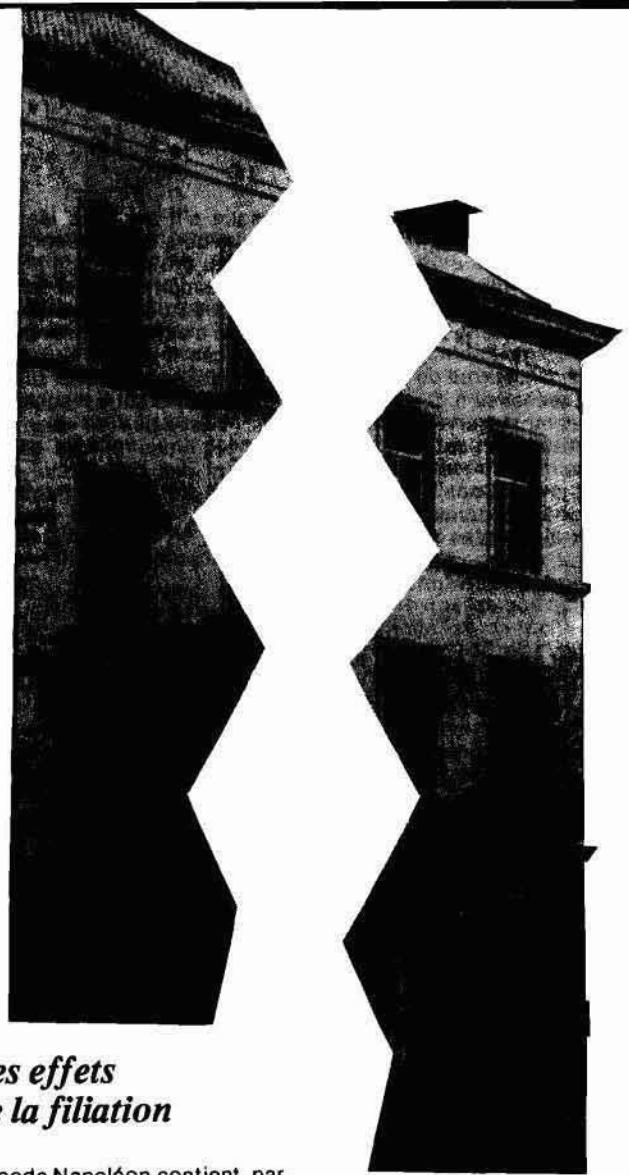
Voilà pour la hiérarchie du code Napoléon quant à l'établissement des filiations.

Les effets de la filiation

Le code Napoléon contient, par rapport à cette hiérarchie, des discriminations quant aux effets de la filiation. Il est clair que si un enfant ne bénéficie pas d'une filiation de plein droit ou s'il est un enfant naturel non reconnu ou un enfant adultérin qui ne peut être reconnu ou un enfant incestueux qui, lui non plus, ne peut être reconnu, il ne peut bénéficier de la plénitude des effets d'une filiation, sauf sous certaines conditions qui sont déjà des exceptions par rapport au code de 1804. Disons tout de suite que la discrimination dans le droit de la filiation ne porte pas sur les obligations alimentaires. Bien que la loi ne dise rien à ce sujet (c'est une vacuité juridique totale) la jurisprudence et la doctrine ont comblé ce vide en considérant que des parents naturels étaient tenus au plan alimentaire, au plan de l'éducation et de l'entretien, aux mêmes obligations que des parents légitimes parce que l'obligation de nourrir et d'entretenir ses enfants ne découle pas du mariage mais du fait de la procréation. Donc là, même si la loi est muette, il n'y a pas de discrimination, c'est un problème évacué de nos préoccupations depuis 1824.

1. Pour l'enfant légitime

L'enfant légitime par le seul fait de sa qualité d'enfant légitime est de plein droit l'héritier de ses parents et il a ce qu'on appelle une réserve c'est-à-dire qu'on ne peut avantager des tiers à son détriment au-delà d'une certaine quotité définie juridiquement. Cet enfant a la saisine de plein droit, c'est-à-dire qu'il ne doit pas aller demander au légataire de lui donner sa part, ni susciter l'intervention du Tribunal pour recueillir sa réserve dans l'hypothèse où on n'aurait pas voulu lui laisser toute la succession ab intestat (sans testament) ni aller faire du porte-à-porte auprès des légataires pour obtenir sa part. S'il est seul successeur, donc s'il n'y a pas d'autres enfants et que l'on n'a pas fait de testament, l'enfant légitime prend à l'heure actuelle la totalité de la succession sous réserve depuis la loi du 14 mai 1981 des droits fort importants du conjoint survivant. Cette loi a fait du conjoint survivant - qui est généralement le père ou la mère de l'enfant - un héritier ré-



servataire c'est-à-dire que le conjoint survivant a droit, en tout cas en qualité de réservataire, à l'usufruit de la moitié de la succession. S'il n'y a pas de testament, le conjoint survivant concourt avec l'enfant légitime et a droit à l'usufruit de la totalité de la succession. C'est la différence entre réserve (moitié de la succession en usufruit) et la succession ab intestat où rien n'a été prévu. Dans ce dernier cas il y a un concours entre l'enfant légitime et son parent survivant, concours de droit de nue-propriété et droit d'usufruit.

Donc, par rapport aux droits successoraux l'enfant légitime est, dans l'état actuel des choses, un héritier à part entière. C'est un héritier en première ligne mais qui, depuis le 14 mai 1981, entre en concours pour l'usufruit avec le conjoint survivant. L'usufruit étant une chose gênante, l'enfant peut demander la conversion de l'usufruit du conjoint survivant en rente, ou capital, ou nue-propriété.

2. Pour l'enfant naturel

Actuellement, par rapport à l'enfant légitime, l'enfant naturel subit des discriminations qui sont intolérables en ce sens que cet enfant n'a toujours droit qu'à une quotité de la succession.

L'enfant naturel reconnu (parce que s'il n'est pas reconnu c'est un étranger en droit) donc l'enfant naturel simple, adultérin technique ou l'incestueux relatif, s'il est en concours avec des enfants légitimes, n'a droit qu'à un tiers de ce qu'il aurait eu s'il avait été légitime. Prenons un exemple: il y a un enfant légitime et un enfant naturel. Quels auraient été les droits de l'enfant naturel s'il avait été légitime: il aurait eu, à défaut de testament, la moitié. Comme enfant naturel il n'a droit qu'à un tiers de ce qu'il aurait eu s'il avait été légitime, soit un tiers de la moitié, donc un sixième de la succession, l'autre partie profitant à l'enfant légitime toujours sous réserve de l'usufruit du conjoint survivant.

S'il est en concours non pas avec un enfant légitime mais avec un ascendant ou des collatéraux privilégiés -c'est-à-dire oncles et tantes- l'enfant a droit à la moitié de ce qu'il aurait eu s'il avait été légitime et,

puisque s'il avait été légitime en concours avec ascendant il aurait eu droit à tout, il a donc droit à la moitié. S'il est en concours avec des collatéraux ordinaires c'est-à-dire des neveux ou nièces il a droit aux trois-quarts de tout et s'il est en concours avec d'autres successibles, c'est-à-dire ni des héritiers légitimes ni des ascendants ni des collatéraux ordinaires, il a droit à tout sous réserve des droits du conjoint survivant.

Voilà le tableau des discriminations qui témoignent d'une volonté d'avantager l'enfant légitime et le mariage. Et le législateur a été encore plus loin dans la discrimination en ce sens qu'on peut réduire la part de l'enfant naturel à la moitié de ce que la loi prévoit, c'est-à-dire la moitié du tiers, la moitié de la moitié, la moitié des trois-quarts, la moitié du tout, donc la moitié de la quotité disponible. Cet acte doit être fait du vivant de l'auteur en disant dans la donation qu'on entend réduire l'enfant naturel reconnu à ladite moitié.

De plus il y a une disposition, l'article 908 actuel du Code civil au titre des donations entre vifs et testamentaires, qui interdit radicalement à l'auteur naturel bien disposé à l'égard de l'enfant qu'il a reconnu, de donner entre vifs c'est-à-dire de son vivant ou par testament au dit enfant, plus que ce que la loi accepte de lui donner dans le cadre de la succession ab intestat.

3. Pour l'adultérin et l'incestueux

Ceux-ci n'ont pas pu être reconnus, donc ils n'ont aucun droit de succession, il n'ont droit qu'à une créance alimentaire qu'il peuvent faire valoir contre la succession de leur auteur prédécédé.

Donc, si l'enfant est un adultérin pur et simple c'est-à-dire non technique, ou un incestueux absolu c'est-à-dire non relatif, il n'a droit qu'à des aliments en fonction du statut basé sur la qualité de la filiation.

Voilà où l'on en est actuellement au point de vue de la hiérarchie des filiations, quant à leur établissement, les impossibilités de reconnaissance en fonction des circonstances de la conception, voilà où l'on en est en ce qui concerne les effets.

Intervention Comment un enfant peut-il hériter s'il est adultérin ou incestueux?

S'il est adultérin a patre, c'est son père qui l'a conçu alors qu'il était engagé dans les liens du mariage. Mais vis-à-vis de sa mère cet enfant est un enfant naturel simple, donc si la mère est célibataire sa succession est dévolue selon le schéma légal s'il n'y a pas testament et il a droit à la moitié, le tiers, les trois-quarts ou le tout selon les personnes avec lesquelles il est en concours. Ou alors la mère entend par testament le réduire à la moitié de ce que la loi prévoit: mais par contre, si elle veut être généreuse à l'égard de son enfant, si elle trouve normal que son enfant naturel passe avant ses parents, si elle a envie de tout laisser à son enfant naturel reconnu, elle ne le peut pas.

Et si elle ne l'a pas reconnu, les choses sont simples au plan civil: l'enfant est un étranger, elle ne peut lui laisser que la quotité disponible c'est-à-dire tout ce qu'elle peut laisser à un étranger quand il y a des héritiers réservataires. S'il n'y a pas d'héritiers réservataires elle peut tout lui laisser mais, puisque juridiquement c'est un étranger, fiscalement ce sera une catastrophe puisqu'il sera imposé comme s'il héritait de Tartempion.

Intervention Comment les incestueux absolus et les adultérins non techniques peuvent-ils demander la créance alimentaire puisqu'ils n'ont pas été reconnus?

Il y a à leur égard une action, en vraisemblance de paternité. C'est une action pragmatique en ce qui concerne les conséquences financières mais hypocrite en ce qui concerne sa philosophie: un incestueux absolu né d'une femme qui a eu des relations avec son père pourrait faire une action alimentaire non déclarative de filiation (puisque le problème est de ne pas faire éclater judiciairement l'inceste par un acte de reconnaissance ou un acte d'état civil) en demandant des aliments à son grand-père. Il doit cependant prouver que son grand-père est autre chose qu'un débiteur hiérarchique: normalement ce sont les parents qui ont une obligation alimentaire à l'égard de leurs enfants mais si les parents n'y satisfont pas, les grands-parents ont une obligation vis-à-vis de leurs petits-enfants. Mais l'enfant incestueux doit démontrer

que le grand-père a une obligation fondée sur la vraisemblance de paternité, soit que son grand-père a violé sa mère, ou usé de dol, d'autorité morale, de séduction abusive vis-à-vis d'elle ou tout autre fait qui convaincra le juge que la filiation est plus que vraisemblable. Et bien que la révélation ne puisse être déclarée dans un jugement puisqu'elle est contraire à l'ordre public, le juge, conscient du fondement de la demande de l'enfant, va condamner le grand-père, sur base de la vraisemblance de paternité, à fournir des aliments à son petit-fils mais en fait parce que c'est son fils vraisemblable.

C'est évidemment la mère qui dirige l'action et à l'intérieur de l'action elle peut demander des dommages et intérêts pour elle-même, généralement le remboursement ou l'indemnisation des frais qu'elle a supportés à l'occasion de l'accouchement de l'enfant.

L'arrêt Marckx

Cette législation était à ce point criante d'inégalités que la Belgique a été atraite devant la Cour européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg. Je suppose que vous avez eu connaissance de ce qu'on a appelé l'arrêt Marckx par l'intermédiaire des médias qui en ont beaucoup parlé. Ce cas de jurisprudence a permis au public de prendre conscience des discriminations que je viens de vous décrire et au pouvoir législatif le considérer qu'il était plus que temps en cette fin du XX^e siècle, d'harmoniser la législation avec les législations voisines qui ont quand même progressé plus que la nôtre.

Rappelons que chez nous entre 1804 et 1908 c'est le silence, en 1908 c'est l'article hypocrite de la vraisemblance de paternité qui quoique pas très satisfaisant permet tout de même de donner des aliments aux enfants adultérins et incestueux absolus; en 1958 c'est la reconnaissance dans certaines conditions et entre 1958 et fin 1986/87 c'est le (re)silence. Maintenant voyons pourquoi la Belgique a été atraite devant la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Une journaliste anversoise, Paula Marckx, a eu une fille Alexandra. Qu'elle soit journaliste n'est pas indifférent parce que cette profession lui a permis de

faire connaître le problème au public via les médias et de montrer le ressentiment qu'elle avait à l'égard de la législation.

Paula Marckx, célibataire, ne pouvait concevoir qu'un enfant naturel simple. Au moment où elle met cette enfant au monde, elle n'accouche évidemment pas dans l'anonymat, donc l'Acte de naissance de l'enfant est dressé à l'Etat civil et indique que tel jour est née une enfant prénommée Alexandra des œuvres de Melle Paula Marckx.

On pourrait croire que cet Acte de naissance à lui seul est le titre de la preuve de ce qu'Alexandra est la fille de Paula Marckx, mais pas du tout, cet Acte de naissance ne prouve qu'une chose: qu'une mère naturelle a accouché.

Par rapport à la filiation légitime où la simple mention dans l'Acte de naissance du nom de la mère - et ce parce qu'elle est mariée - donne à l'enfant légitime par le biais de la présomption de paternité, une double filiation maternelle et paternelle, la mention du nom d'une femme célibataire dans un Acte de naissance n'importe aucune espèce de titre pour l'enfant. Donc la femme célibataire, en l'occurrence Paula Marckx, qui souhaite donner une filiation à sa fille et établir qu'elle en est la mère doit reconnaître son enfant. Une femme qui ne veut pas reconnaître son enfant se satisfait de cette législation discriminatoire. Dans ce cas l'enfant pourra quand même rechercher sa mère puisque dans son Acte de naissance il est écrit que Mme X a accouché de lui mais il devra prouver, en l'état actuel des textes, que Mme X a non seulement accouché de lui mais qu'il y a identité entre lui et l'enfant dont elle a accouché.

Paula Marckx, qui est motivée à l'égard de son enfant, veut établir sa maternité et constate que pour le faire elle doit faire un acte de plus que la mère légitime puisqu'elle est obligée de reconnaître son enfant. Elle en tire une première preuve de la discrimination de son statut et du statut de son enfant par rapport à la mère légitime et par rapport à l'enfant légitime. Paula Marckx n'a pas d'autre enfant mais elle a une mère. Elle constate que si elle décède avant sa mère son enfant sera en concours avec des ascendants, donc qu'Alexandra n'héritera que de la moitié de ce dont elle aurait hérité si elle avait été légitime. Paula Marckx en fait un deuxième grief con-

tre la législation belge. Troisième grief: elle dit que son enfant n'a de filiation établie qu'à l'égard d'elle-même puisque la filiation naturelle ne remonte qu'à un degré et pas au degré supérieur. Sa fille n'a donc pas de grands-parents naturels. Là le grief n'est pas vraiment valable parce que la jurisprudence a comblé ce vide et reconnu des droits de visite aux grands-parents naturels. Enfin Paula Marckx dit que si elle voulait gratifier sa fille en tout cas dans les mêmes limites qu'un étranger, elle ne pourrait pas car, à cause de l'Article 908 du Code civil, elle est tenue à des quotités restrictives prévues aux droits de succession ab intestat. Donc, dit Mme Marckx, moi mère, je suis obligée de reconnaître mon enfant, et même quand je l'ai reconnu je ne lui donne pas un statut familial élargi ni des droits successoraux équivalents à ceux d'un enfant légitime. Que dois-je faire se dit-elle pour donner à cette enfant un statut correct au plan financier?

Elle constate qu'elle doit l'adopter, puisque l'adoption donne à l'enfant adopté les mêmes droits qu'aux enfants légitimes. Mais, fait observer Paula Marckx, si par adoption je lui donne des droits successoraux qui à mon égard sont les mêmes que ceux d'un enfant légitime, par rapport à ma mère qui, par l'adoption, devient sa grand-mère adoptive, elle n'a pas de droits de succession. Je n'ai donc pas résolu le problème. Si, pour aller au bout de mon raisonnement, je veux donner à cette enfant qui est née naturelle un statut équivalent à celui d'un enfant légitime, je constate que je suis obligée de me marier parce que, mariée, je peux faire une légitimation par adoption qui assimilera l'enfant adopté ou légitimé par adoption à l'enfant légitime qui a des droits de succession non seulement à l'égard du légitime par adoption mais à l'égard de tous ses parents. Donc autre discrimination: on m'oblige au mariage parce que pour légitimer par adoption il faut non seulement être deux, mais deux mariés et cela je ne le veux pas, donc je considère la loi belge comme totalement discriminatoire et je demande la condamnation du gouvernement belge. Ce que Paula Marckx va obtenir par un Arrêt très célèbre du 13 juin 1979. Le gouvernement belge est vraiment mis au pilori pour sa législation discriminatoire qui viole l'Article 8 de la Convention européenne de sauvegarde

des Droits de l'Homme dite Convention de Rome de 1950 entrée en vigueur en Belgique en 1957, et les articles 8 et 14 combinés de la même Convention. L'article 8 prévoit le respect de la vie privée donc de la vie familiale, et les articles 8 et 14 interdisent toute discrimination fondée sur la naissance.

A la suite de cet Arrêt qui sera un coup de tonnerre dans le ciel de 1804, c'est le désarroi complet de la jurisprudence.

Les juges se demandent s'ils sont tenus par les textes internationaux de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme qui, selon la Cour, sont violés par la loi belge ou s'ils sont tenus par les textes de loi de l'ordre interne. Il en naît un débat très difficile entre juristes internationalistes, privatistes ou civilistes.

En fait, on a pu lire dans l'arrêt Marckx que l'article 8 impliquait pour l'Etat belge une obligation négative de non-ingérence dans la vie privée familiale, ce que l'Etat belge n'applique pas en vertu de la loi de 1804, et que les articles 8 et 14 seuls et combinés impliquaient pour l'Etat belge une obligation positive, celle de donner à l'enfant à sa nais-

ce un statut familial. Donc l'enfant qui naît, que ce soit d'une mère mariée ou célibataire, doit avoir un statut familial du simple fait de l'accouchement selon l'adage latin «mater semper certa est», la mère est toujours certaine; le fait biologique de l'accouchement ne permet pas de douter à cet égard (sauf problème de supposition d'enfant ou de nouvelles techniques que nous n'aurons pas le temps d'évoquer aujourd'hui). Enfin, il faut que son statut familial ne subisse aucune discrimination quelles que soient les conditions de la conception; que l'enfant soit légitime, naturel, naturel adultérin ou naturel incestueux.

L'après Marckx

Sur base de l'enseignement de l'arrêt Marckx la jurisprudence a évolué en sens divers. Dans un premier temps et principalement dans la partie néerlandophone du pays, il y a eu en quelque sorte une révolte des juges qui ont refusé d'appliquer encore les dispositions discriminatoires ou jugées telles par la Cour de Strasbourg et certains juges ont avalisé des reconnaissances d'enfants adulté-



rins en dehors même de l'autorité judiciaire (puisque nous l'avons vu, l'adultère peut être reconnu dans certaines conditions de dates de naissance par rapport à la procédure de divorce et moyennant autorisation du Tribunal). A Malines, un officier de l'Etat civil zélé, qui lisait la presse et s'informait des jurisprudences internationales, a acté une reconnaissance d'un père adultère sans demander la preuve qui aurait permis au Tribunal d'autoriser cette reconnaissance.

Sur recours du Ministère public, l'affaire a été entendue devant le Tribunal de première instance de Malines, qui a considéré que l'officier de l'Etat civil avait bien fait. Recours du Parquet devant la Cour d'appel qui donne également raison à l'officier de l'Etat civil. Pourvoi du Parquet en Cassation et la Cour de Cassation casse tout comme du verre.

Celle-ci considère que les dispositions impliquant qu'un enfant adultère peut être reconnu moyennant autorisation du Tribunal ne sont pas discriminatoires et qu'en tout cas, s'il y a une différence entre enfant légitime ou naturel simple et adultère, cette différence est justifiée par l'intérêt des tiers, qu'il faut les entendre dans la procédure et en tout cas celui qui est offensé par l'adultère.

C'est l'Arrêt du 30 octobre 1983. Pour la Cour de Cassation l'arrêt Marckx est clair lorsqu'il dit qu'il ne peut y avoir ingérence dans la vie privée, l'Arrêt est encore clair lorsqu'il dit qu'il faut assurer à l'enfant du seul fait de sa naissance un statut familial, mais où l'arrêt Marckx ne peut donner d'indications, sinon au législateur, c'est quant au choix qui sera fait de la manière dont on va assurer ce statut à l'enfant.

Le choix du statut de l'enfant naturel qui doit exister par le simple fait de sa naissance est laissé au législateur. C'est la seule chose dit la Cour de Cassation que l'arrêt Marckx ait pu dire.

Le projet de loi

Historique

Le projet de loi actuel est le résultat de modifications au projet de loi déposé par le Ministre Van Elslande le 15 février 1978.

Ce projet a été examiné et réexaminé, on a écrit et réécrit, modifié et amendé si bien qu'entre 1978 et 1984 il ne s'est rien passé sauf que les juristes ont fait couler beaucoup d'encre, les tribunaux se sont cassés la tête en essayant de faire un joint entre le code de 1804, l'arrêt Marckx et la Convention des Droits de l'Homme. Et nous sommes toujours dans l'insécurité juridique la plus totale.

En 1984 les choses bougent enfin: le Sénat reprend définitivement les travaux et vote un projet le 10 juillet 1985. En juillet donc, pratiquement à la fin de la session et sans doute pour qu'on ne puisse pas dire qu'on a traîné une année de plus sur le projet. De plus le vote aura lieu sans examen des amendements par... manque de temps.

Ce projet, avec les amendements non examinés, va être transmis tel quel à la Chambre, la Chambre va en commissionner et corrigera si elle veut, puis les amendements reviendront au Sénat puis... C'est vraiment le cortège de la juive: Sénat/Chambre, Chambre/Sénat, on n'avance pas. Le Sénat, et plus exactement J. Gol et le Secrétaire d'Etat à la Justice, sont prêts à défendre devant la Chambre les dix amendements qui vont, par rapport au projet initial, dans le sens d'une restriction à l'égalité des droits des enfants. En effet, c'était la suppression de la hiérarchie entre les filiations qui avait freiné le travail législatif de 78 à 85. Les couples légitimes auraient du mal à admettre la présence d'intrus dans la vie quotidienne, dans les partages de succession etc...

Donc, du 10 juillet 1985 au 10 juillet 1986, la Chambre ne fait qu'examiner les dix amendements et le 10 juillet 1986 elle renvoie au Sénat le projet et l'ensemble des amendements.

Nous verrons que l'égalité entre les filiations telle qu'elle était prévue en 1978 dans le premier projet est devenue relative.

Structure du projet de loi

La structure de ce projet a remplacé la hiérarchie des filiations, c'est-à-dire le clivage horizontal: légitime, naturel simple, adultère technique, adultère absolu, incestueux relatif,

incestueux absolu, par un clivage vertical. La distinction n'est plus fondée sur le mariage mais sur la filiation maternelle ou paternelle. Il y a donc une ligne verticale entre les deux. La législation a voulu créer une symétrie à peu près totale entre l'établissement des filiations, maternelle d'une part et paternelle d'autre part. Evidemment il faut être conscient que la filiation maternelle s'établit par le fait de l'accouchement tandis que pour la filiation paternelle il n'y a pas de fait biologique certain, c'est donc radicalement différent.

Les trois modes de filiations établis par le projet de loi

Il y a trois modes d'établissement des filiations qu'elles soient maternelles ou paternelles puisqu'il y a symétrie: l'établissement de plein droit, l'établissement par reconnaissance ou l'établissement par action judiciaire.

1. De plein droit

a. la filiation maternelle

En ce qui concerne l'établissement de plein droit de la filiation maternelle il n'y a plus de différences entre la filiation maternelle dans et hors mariage. L'enfant va trouver sa filiation maternelle dans son acte de naissance que sa mère soit ou non mariée. Donc le cas de Paula Marckx est résolu par le nouveau projet parce qu'on applique l'adage: *mater semper certa est*, adage de tradition romaine qui ne trouve pas d'écho en Hollande et en Allemagne, par exemple. Cet adage signifie que la mère est rendue certaine par le fait de l'accouchement.

b. la filiation paternelle

En ce qui concerne la filiation paternelle la présomption de paternité à l'égard du mari de la mère existe toujours. Cependant le désaveu ou la contestation de paternité ont été rendus plus faciles considérant, vu l'évolution des mœurs qu'il y a plus d'infidélités que par le passé ou qu'elles sont plus révélées. Il fallait donc assouplir la contestation en paternité qui découlait de la présomption de paternité légitime non seulement par rapport au père présumé mais aussi par rapport à la

mère. En effet, dans le système de 1804, seul le mari peut contester sa paternité; l'épouse, qui est parfaitement au courant de l'origine de son enfant, ne peut rien faire, elle est obligée d'attendre que son mari désavoue l'enfant, ce qui est assez inconfortable dans certains cas. Ainsi une mère peut préférer que son enfant soit désavoué plutôt que de voir son mari, qui n'a pas conçu l'enfant, revendiquer à l'égard de cet enfant un droit de garde ou de visite. L'hypothèse du désaveu élargi à la mère répond à un souci des femmes qui souhaitent pouvoir dire elles-mêmes si la présomption de paternité correspond ou non à la réalité qu'elles connaissent évidemment mieux que quiconque. Elargissement aussi à l'enfant lui-même qui va pouvoir contester la paternité du mari de sa mère, sauf si le mari de sa mère lui a conféré la possession d'état c'est-à-dire si aucun des époux n'a voulu contester la présomption de paternité et qu'il s'est écoulé un délai suffisamment long pour que l'enfant soit considéré et par la cellule familiale restreinte (les époux) et par la cellule familiale élargie et par la société comme étant l'enfant du couple X. Dans ce cas l'enfant ne pourra pas désavouer l'homme qui l'a élevé et entretenu. Même s'il n'est pas le père biologique, la possession d'état crée un verrou à l'action en désaveu de paternité qui serait entamée par l'enfant. C'est assez normal et humain qu'on ne puisse dire à cet homme qui a couvert l'infidélité de son épouse en ne désavouant pas l'enfant, l'épouse ayant été parfaitement satisfaite de cette situation puisqu'elle n'a pas pris elle-même l'initiative d'un désaveu: «Tu n'es pas mon père» après avoir bénéficié de l'entretien et de l'éducation.

Intervention

Si telle est la situation quels seraient éventuellement les droits du père biologique par rapport à l'enfant?

Le père biologique ne peut reconnaître l'enfant qui a une présomption de paternité non démentie. Si cette présomption de paternité non démentie est en plus confortée par une possession d'état, le père biologique n'a aucun droit.

C'est un garde-fou logique. Certaines femmes conçoivent un enfant avec un autre, le disent à leur mari et celui-ci accepte l'enfant, d'autres n'ont pas ce courage et laissent le mari se

conduire à l'égard de l'enfant comme s'il **était** le sien; dans les deux cas il y a un tribut moral à payer pour une situation qu'on a **laissée se créer**.

Donc, l'enfant peut, entre 18 et 22 ans, contester la **paternité** de sa mère sauf s'il a **bénéficié** de la possession d'état. On a choisi l'âge de 18 ans parce que la **majorité** va bientôt **être abaissée** à cet âge et 22 ans pour donner à l'enfant un **délai** pour poursuivre son action. Le père qui **veut** contester sa **paternité** a un **délai** d'un an pour le faire à dater de la naissance de l'enfant ou de la **découverte** de la naissance si celle-ci lui a **été cachée**; la mère a un **délai** d'un an à dater de la naissance; et l'enfant à titre d'action personnelle peut agir à dater de ses 18 ans.

Intervention

Dans quel cas l'enfant peut-il contester sa filiation paternelle?

Dans le cas où sa mère, **séparée** de son mari, l'a **élevé** et que le mari n'a pas revendiqué, dans le cadre de la **séparation**, un droit de garde ou de visite.

Intervention

Donc, cela n'est possible que si la mère est séparée ou divorcée?

Il vaudrait mieux **procéder** par l'exclusive et dire que l'action de l'enfant est impossible si le père s'est conduit dans la cellule familiale (père, mère, enfant), la famille Blaugie (oncle, tante, grands-parents) et dans la vie sociale (**école**, administration) comme s'il **était** le père de l'enfant.

Donc dans la filiation **établie** de plein droit à l'égard du mari de la mère la **présomption** de paternité subsiste mais le champ d'action du **désaveu** de paternité a été **élargi**. Dans la **légalisation** de 1804 le **désaveu** de paternité, même avec les **aménagements** de 58, **était** extrêmement complexe: il fallait prouver que l'**éloignement** avait été total pendant la **période** de conception, ou **démontrer** l'impuissance du mari qui ne pouvait pas être naturelle mais accidentelle c'est-à-dire pratiquement une **opération** chirurgicale, ou prouver que la mère avait commis l'**adultère** et **démontrer** que le mari n'**était** pas le père par expertise sanguine. Mais on ne pouvait demander la preuve par expertise sanguine que si l'on avait au préalable **démontré** le **recel** et l'**adultère**.

Maintenant les preuves du **désaveu** de paternité ou de contestation de paternité sont beaucoup plus simples à **établir**. On peut **d'emblée** proposer l'expertise **médicale**. Cependant par la comparaison des groupes sanguins de la triade père **préssumé**/mère/enfant on n'aboutit pas **forcément** avec certitude à une exclusion de **paternité**; si le père est du même groupe que l'amant les choses tournent **Bvidemment** court!

2. La reconnaissance

C'est le **deuxième** mode d'établissement des filiations maternelles et paternelles. Dans cette forme de filiation des discriminations existent à la fois entre l'homme et la femme et entre les **différentes hypothèses** de filiation.

a. Reconnaissance de la mère

La mère peut et c'est toujours **«peut»** car elle ne **«doit»** pas reconnaître, on ne peut pas l'y obliger (mais on peut faire contre elle une action judiciaire en **établissement** de filiation) donc la mère peut dans l'**hypothèse** fort rare où il n'y a pas d'acte de naissance, reconnaître son enfant, sinon ce n'est pas **nécessaire**. La reconnaissance ma-

ternelle n'est soumise à aucun consentement, la mère peut reconnaître son enfant sans demander l'autorisation du père et sans, s'il est **adultérin**, demander l'autorisation d'un tribunal ou de son mari. Elle ne doit faire qu'une signification à son mari de ce qu'elle a reconnu un enfant, ceci pour porter à la connaissance de celui-ci l'existence d'un enfant **adultérin**. Tant qu'elle n'a pas fait cette signification, la reconnaissance ne produit pas d'effets & l'égard de l'époux et des enfants **légitimes**. Voilà le statut de la mère: il n'y a pas d'obstacle à ce qu'elle reconnaisse un enfant si elle est **célibataire**, et si elle est **mariée** il n'y a pas d'obstacle à ce qu'elle reconnaisse un enfant **adultérin** sauf qu'elle doit porter cette reconnaissance par signification à la connaissance de son mari. Il n'y a d'obstacles **qu'à** la reconnaissance des enfants incestueux absolus c'est-à-dire ceux qui naissent des relations entre personnes qui ne peuvent pas justifier d'une dispense royale pour le mariage.

b. Reconnaissance par le père

Qu'en est-il du père? La situation est par rapport à celle de la mère, totalement **défavorable**.

1. Reconnaissance d'un enfant naturel

Quand il s'agit d'un enfant naturel simple, le père pour pouvoir reconnaître l'enfant qu'il a eu avec une femme, fût-elle même sa compagne de tous les jours, doit lui en demander l'**autorisation**. Donc la compagne d'un homme qui fait un enfant avec cet homme peut faire obstacle en refusant que cet homme le reconnaisse. Si l'enfant est majeur le père doit demander l'autorisation à l'enfant ce qui est normal **puisque** il a attendu si longtemps et sa demande peut paraître tardive voire **intéressée** si l'enfant a des moyens de subsistance qui **dépasse**nt ceux du père. Il doit **également** demander l'autorisation de l'enfant si celui-ci a plus de quinze ans; ce qui est une bonne chose, parce que **là** aussi la reconnaissance est tardive et l'enfant de quinze ans a tout de même voix au chapitre en ce qui concerne ses origines et l'**établissement** de ses origines. Enfin, si l'enfant est mineur et qu'il n'a pas de mère, le père doit demander l'**autorisation** au **représentant** de l'enfant c'est-à-dire au tuteur.

Que se passe-t-il si la mère et l'enfant refusent cette reconnaissance? Le père qui veut reconnaître, ce qui suppose en **général** une motivation positive, doit faire convoquer la mère de l'enfant devant le Juge de Paix (une juridiction familiale plus accessible au Tribunal de première instance) qui essaiera de concilier les parties et de convaincre la mère de ne pas faire opposition indûment.

Que se passe-t-il si le Juge de Paix essayant de concilier les parties ne parvient pas à vaincre les **résistances** de la mère? Le père devra faire une requête au Tribunal de première instance qui va statuer sur l'**opposition** de la mère, le Tribunal fera obstacle à la reconnaissance si la mère **démontre** que le **prétendu** père n'est pas l'auteur biologique de l'enfant ou s'il **considère** qu'elle est contraire aux **intérêts** de l'enfant. C'est évidemment la mère qui devra fournir les arguments quant à l'**intérêt** de l'enfant et à l'**opportunité** de faire obstacle à la reconnaissance paternelle.

Des **députés**, de sexe masculin, faut-il le dire ont **souligné** avec force la discrimination qui existait entre l'homme et la femme puisque la mère ne doit jamais



Qu'en est-il du père?

demande l'autorisation pour reconnaître, fût-ce dans l'hypothèse où elle ferait une reconnaissance tardive alors même que le père se serait positionné tout de suite en reconnaissant l'enfant dès la naissance. Donc même si la mère vient faire une reconnaissance quand l'enfant a dix, quinze ans il n'est jamais demandé à la mère de solliciter l'autorisation du père qui aurait, par exemple, pris toutes les obligations de l'autorité parentale entre les mains. Il y a une véritable disproportion, et des députés, spécialement MM. Mottard et Moureaux, soulignaient que si on créait trop d'entraves à la reconnaissance paternelle on allait décourager certaines bonnes volontés ce qui est contraire à l'objectif de la loi dont le but est de faciliter la filiation à l'égard de l'un et de l'autre parent.

En permettant à une femme de faire obstacle à la reconnaissance en soulevant des contradictions d'intérêts qui découleraient notamment de la race ou de la religion, en obligeant le père à aller sonner à la porte de son ancienne amie pour lui demander s'il peut reconnaître l'enfant et en cas de refus de faire devant le Juge de Paix puis, si elle n'est toujours pas d'accord, entreprendre une procédure lourde et coûteuse devant le Tribunal, procédure qui va être sujette à un Appel, ce but n'est pas atteint. Il aurait été plus simple que l'on admette la reconnaissance paternelle et que la mère soit autorisée à la contester, ce qui est d'ailleurs prévu aux termes d'un autre article, quand elle estime que la reconnaissance est contraire à la vérité biologique. Dans le projet transmis par la Chambre au Sénat il n'y a pas eu de modifications à cet égard, la liberté de la mère reste totale et la reconnaissance paternelle plus difficile puisqu'il y a un premier échelon à sauter: l'accord de la mère, un deuxième: son accord devant le Juge de Paix et un troisième: le barrage du Tribunal. On en revient, pour le père qui veut reconnaître, aux procédures judiciaires, ce qui est contraire à la philosophie du projet.

2. Reconnaissance d'un enfant adultérin

Le père peut-il reconnaître l'enfant adultérin et dans quelles conditions? Nous verrons que les transits entre le Sénat et la Chambre ont fortement res-

treint le principe de l'égalité des filiations entre la mère et le père de manière discriminatoire pour le père. En effet, la mère adultère peut reconnaître son enfant, il lui suffit de notifier cette reconnaissance au père légitime c'est-à-dire son mari, tandis que le père adultère, s'il veut reconnaître son enfant, doit passer par le feu vert de son épouse. Imaginons un père qui conçoit un enfant avec son amie alors qu'il est toujours engagé dans les liens du mariage: cet homme doit faire un véritable chemin de croix avant d'arriver à établir sa filiation paternelle puisqu'il doit demander l'autorisation de son amie, à défaut la conciliation du Juge de Paix, à défaut l'imprimatur du Tribunal avec éventuellement un Appel, et quand il a enfin obtenu tout cela il n'est pas encore en bout de course parce que la reconnaissance autorisée par la mère de l'enfant doit être soumise, puisque c'est un enfant adultérin, à son épouse puis à l'homologation du Tribunal et tant que le Tribunal n'aura pas homologué cette reconnaissance elle ne sortira pas ses effets.

La procédure d'homologation prévoit que l'épouse bafouée, évidemment pas très contente, soit convoquée au Tribunal et qu'elle vienne mettre son grain de sel, voire un grain de sable, dans un rouage déjà tellement difficile à enclencher. La femme est convoquée mais son consentement n'est pas nécessaire. Elle ne peut soulever une objection que si elle estime que la reconnaissance de l'enfant adultérin ne correspond pas à la vérité biologique et dans ce cas, c'est elle qui devra fournir les armes au Tribunal. Imaginons qu'un homme veuille faire plaisir à sa petite amie qui lui demande de reconnaître un enfant qui en fait n'est pas le sien (il n'aura évidemment aucune difficulté de la part de la mère de l'enfant), mais dans ce cas, l'épouse légitime qui soupçonne la supercherie, pourra exiger une expertise sanguine qui, lorsqu'elle est négative, est tout à fait fiable et le Tribunal ne pourra que statuer que le mari ne peut être le père biologique de l'enfant. Donc la mère biologique peut s'opposer à la reconnaissance dans deux cas: parce qu'elle est contraire à la vérité biologique et/ou à l'intérêt de l'enfant; par contre, la femme bafouée par l'adultère, c'est-à-dire l'épouse, ne peut dire qu'une chose: c'est contraire à la vérité biologique.

Vous voyez que pour les enfants naturels et adultérins, le projet de loi n'a pas éliminé toutes les procédures. Il a fallu faire un compromis entre le texte voté par le Sénat et le texte amendé par la Chambre. En effet, ce sont le CVP et le PSC qui ont introduit les amendements. Si on regarde les travaux préparatoires, c'est tout à fait clair. Et comme les députés parlent toujours au nom de leurs électeurs, je suppose que les députés catholiques n'ont pas parlé au nom des électrices socialistes.

Intervention
Pas au nom des électrices catholiques non plus!

... Toujours est-il que les amendements sont passés. Je ne sais pas si les épouses libérales vont être satisfaites, si elles trouvent ou non leur compte dans les amendements suggérés par les catholiques, en attendant ce ne sont pas elles qui sont montées au front.

Intervention
Le PSC et le CVP sont montés au front au nom de la famille, mais les femmes voient peut-être le problème d'un autre point de vue que simplement celui de la femme légitime, il y a peut-être autre chose dans ce contexte, éventuellement de la bigamie, parce que c'est une forme de bigamie...

... Non, bigamie a un sens précis: en termes juridiques, cela signifie qu'il y a deux mariages. Dans notre cas, il n'y a qu'un mariage juridique, l'autre est un mariage de fait mais on ne peut pas parler de bigamie.

Dans l'examen du projet de loi, un groupe qui voulait défendre la famille avait proposé que l'accord du conjoint offense par l'adultère soit obtenu pour qu'il y ait reconnaissance. Les députés CVP ont refusé cette formule sous prétexte que la femme ne serait pas libre de refuser son consentement à la reconnaissance d'un enfant adultérin parce que le mari ferait pression sur elle spécialement dans l'hypothèse où ils ont un travail en couple, une entreprise familiale, une qualité de conjoint aidant etc... Dans ces mêmes cas elle ne pourrait prendre le risque de demander le divorce. Evidemment si l'épouse veut demander le divorce, celui-ci sera obtenu facilement puisque la demande d'homologation de la reconnaissance est la preuve de l'infidélité (on ne de-

viendrait pas recourir au constat d'adultère). Bien sûr, après un divorce, le mari devient libre de reconnaître un enfant adultérin qu'il a eu au cours du mariage, sans avoir à demander l'homologation du Tribunal puisque le conjoint n'est plus dans le couple. Par contre, il doit encore demander l'autorisation de la mère biologique.

Intervention
La femme légitime ne peut donc pas invoquer l'intérêt de ses propres enfants, ni le départ du mari. ni le fait éventuellement qu'il ne paie pas de pension alimentaire pour ses enfants légitimes. Même dans ces cas on va l'autoriser à en reconnaître un autre!

En effet, l'épouse ne peut invoquer que la vérité ou plutôt la fausseté biologique. Et c'est vrai que dans la pratique les reconnaissances de complaisance sont beaucoup plus nombreuses qu'on ne le croit. Certaines mères ont du mal à porter seules une filiation.

L'argument d'une bouche de plus à nourrir, argument utilisé par l'épouse pour s'opposer à la reconnaissance de l'enfant adultérin, n'a pas été retenu. En effet, des femmes qui ont plaidé contre la reconnaissance d'enfants adultérins parce que celle-ci allait nuire aux droits de succession et aux obligations alimentaires de leurs enfants ont vu leurs arguments rejetés parce que, leur a-t-on répondu, s'il y avait un enfant légitime de plus ce serait la même chose. On ne peut à la fois vouloir l'égalité des enfants et recréer une hiérarchie sous prétexte que les premiers ne peuvent être préjudiciés, ou alors on est contre l'égalité des enfants et pour des droits préférentiels.

Intervention
Ce qui n'est pas dit et qui devrait l'être, c'est que pour obtenir cette égalité envers les enfants, qui est peut-être une nécessité on crée une inégalité au niveau des femmes. Il me semble que la femme légitime est lésée.

Mais pourquoi n'avez-vous pas dit quand je vous ai dit que la mère adultère pouvait reconnaître son enfant uniquement sur notification au mari? C'est aussi une bouche de plus à nourrir, non?

Intervention

Parce que l'n mère élève cet enfant-là ou foyer avec les autres enfants tandis que dans l'r cm de l'enfant adultérin opotre l'r père doit se partager entre deux femmes, deux foyers; c'est pourquoi il est logique de considérer qu'il y a bigamie, surtout si les enfants portent le nom du père.

D'ailleurs, je pense que dans la plupart des cm, l'épouse ne dira pas au mari que l'enfant est adultérin, il n'y a pm une telle différence pour elle.

Et c'est plus joli? D'ailleurs, suite à une revendication qui a été proposée sous forme d'amendement, l'enfant adultérin ne porte pas le nom du pbre adultbre.

Voilà ce qu'il en est pour la reconnaissance de l'enfant adultérin. Au plan de l'établissement des filiations le projet de loi ne crée qu'une égalité relative entre la femme et l'homme puisque la situation de la mbre est plus simple au niveau de la reconnaissance et une égalité relative entre les différentes formes de filiations puisque l'enfant adultérin est quand même encore soumis à un barrage, celui de l'homologation par un Tribunal.

Intervention

La réversibilité absolue n'est pm toujours signe d'égalité absolue. Ce sont de fausses égalités. Ce qu'il faut voir, c'est l'ensemble du système. On met toujours l'n réversibilité sur le même pied que l'égalité. Le raisonnement est l'r suivant: si l'homme peut foire l'b même chose que la femme et l'n femme l'b même chose que l'homme c'est l'égalité. Mais non, ce n'est pm l'égalité, pm nécessairement.

Je prends des points tout à fait comparables: reconnaissance d'un enfant adultérin dans le chef de la mbre ou dans le chef du pbre, je ne parle pas de réversibilité, mais d'inégalité et j'ai pris la précaution de dire que je ne défendais pas ici des opinions personnelles. Je sais qu'un débat comme celui sur la filiation n'obtiendra jamais un consensus éthique et j'essaie de relever ce qui, dans un projet qui se voulait égalitaire, ne l'est pas.

Intervention

L'égalité ne se mesure pm dam le fait que .l'homme et l'n femme font la même chose.

Il vous faudra défendre cela A Strasbourg parce qu'on promet déjà au gouvernement belge une nouvelle action devant la Cour européenne des Droits de l'Homme intentée par des hommes qui invoqueront la discrimination entre eux et les femmes parce que des inégalités entre hommes et femmes il y en a que vous le vouliez ou non.

3. Reconnaissance par action judiciaire de l'enfant

C'est le troisième mode de filiation qui peut s'établir, par action judiciaire, à l'égard du pbre comme de la mbre. Dans ce cas l'enfant ne bénéficie pas d'une situation légale par l'accouchement de la mbre ni de la présomption de paternité du pbre; il doit véritablement rechercher son pbre ou sa mbre qu'il ne trouve pas dans l'acte de naissance ou de reconnaissance, et faire une action judiciaire contre eux. Cette action judiciaire il peut la faire dans un délai de trente ans, contre la mbre ou contre le pbre, mais séparément puisque ce sont deux filiations différentes. Il peut prouver cette filiation par toutes voies de droit, notamment par la possession d'état, c'est-à-dire en termes clairs que celui qu'il désigne mbre comme défendresse, pbre comme défendeur s'est toujours comporté à son égard comme étant son pbre ou sa mbre sans faire un acte judiciaire de reconnaissance. Par exemple le pbre l'élève comme son enfant sans avoir pu le reconnaître parce que la mbre biologique s'y est toujours opposée mais s'est conduit vis-à-vis de l'enfant comme tel.

Finalement l'enfant pourrait trouver dans cette attitude du pbre une preuve de ce qu'il est son enfant et faire déclarer par décision de justice qu'il en est l'enfant. Et si un enfant recherche son pbre adultbre l'épouse apprendra par l'action judiciaire que son mari a eu un enfant, car il faut lui signifier le jugement qui est rendu.

Les effets de la filiation

1. Au plan personnel

Un amendement introduit par les sénateurs Gol, Bourgeois et Hermans rend les effets de la filiation inégalitaires au plan personnel.

En effet, l'enfant adultérin subit une discrimination par rapport aux autres enfants puisqu'il ne peut être élevé au foyer de l'auteur qui l'a reconnu sauf si l'épouse est d'accord et d'autre part, cet enfant, quoique reconnu par le pbre ne porte pas le nom du pbre.

2. Au plan des droits de succession

On aurait pu choisir l'optique de la législation française qui reconnaît l'enfant adultérin mais lui réserve au plan des droits de succession une quotité moindre qu'à l'enfant légitime ou la législation allemande ou l'enfant adultérin a, en valeur mais en valeur seulement les mêmes droits que l'enfant légitime donc il ne peut revendiquer ses droits en nature.

Par exemple, la succession qui se compose de trois immeubles est ouverte à trois enfants, dont un enfant adultérin. Celui-ci ne peut pas dire «j'en prends un» mais il peut revendiquer ses droits en valeur c'est-à-dire que si les trois immeubles valent six millions, il a droit à deux millions. Il ne lui est pas permis de participer aux opérations de partage, de liquidation,

ventes forcées, etc... qui peuvent déjà susciter, dans une famille légitime, bien des problèmes épineux.

En Belgique, on a adopté une solution de compromis. En principe, l'enfant, qu'il soit légitime, naturel simple ou adultérin (sauf l'incestueux qui ne peut être reconnu) a des droits identiques dans la succession de ses parents. Mais:

Première restriction:

Si les droits de l'enfant adultérin ou si son statut ont été établis plus de six mois après l'ouverture de la succession, il ne pourra pas remettre en cause le partage et les actes qui auront été faits de bonne foi par les autres héritiers. Il ne pourrait donc revendiquer ses droits qu'en valeur.

Deuxième restriction:

L'enfant adultérin qui n'a pas été élevé au foyer conjugal peut être exclu des opérations de partage en nature et ne recevoir sa part qu'en valeur à la demande de l'épouse si elle est toujours mariée ou des enfants légitimes si le mariage n'a pas été dissous par divorce. Ou autrement dit si le mariage a été dissous par le divorce ou si l'épouse offensée a admis que l'enfant adultérin soit élevé à son foyer conjugal cette restriction ne peut pas jouer.

Je résume les discriminations à l'encontre de l'enfant adultérin: il ne peut être élevé au foyer sauf avec l'accord du conjoint offensé, il ne porte pas le nom du père; quant à la succession si son droit de filiation est établi plus de six mois après l'ouverture des opérations il n'a de droits qu'en valeur et l'épouse et les enfants légitimes peuvent, s'il n'y a pas eu divorce et si l'enfant adultérin n'a pas été élevé au foyer, l'exclure du partage en nature au profit d'un partage en valeur; mais, en valeur, les quotités sont toujours égales que l'enfant soit légitime ou non. En fait on a voulu empêcher l'immixtion de l'enfant adultérin dans les discussions de famille.

Intervention

Je trouve un peu étonnant qu'on puisse dire que cet enfant est discriminé parce qu'il ne peut être élevé

au foyer. C'est quoi le foyer? C'est le père le foyer? Les femmes en sont-elles exclues?

C'est la résidence conjugale. Donc si le père veut reconnaître son enfant et vivre avec lui, il quitte son épouse.

Intervention

Ça me paraît la moindre des choses. De plus l'autre femme, la mère existe et donc cet enfant a un foyer par sa filiation maternelle. Je me demande pourquoi il faut considérer cela comme une discrimination.

Y a-t-il dans ce texte quelque chose qui dit qu'il faut que la vraie mère soit d'accord pour considérer que le foyer conjugal se trouve du côté du père?

Oui, dans d'autres articles dont je vais vous dire un mot mais qui ne faisaient pas, en principe, l'objet de la conférence. Des parents naturels, dans ce cas le père adultère et la mère célibataire qui ont l'un et l'autre reconnu l'enfant, ont une égalité d'autorité parentale et ils l'exercent concurremment. S'ils ont une dissension entre eux qui concerne cette autorité dont le domicile de l'enfant ils ont recours au Tribunal de la Jeunesse. Ce problème est un problème d'autorité parentale entre des auteurs adultères, qui relève du Tribunal de la Jeunesse qui statue, et non des effets de la filiation.

3. Au plan du conjoint préjudicié

Voyons maintenant la situation du conjoint qui se prétend préjudicié par l'attitude de l'autre époux qui manifestement a commis l'adultère puisqu'il entend reconnaître l'enfant.

1. Les avantages matrimoniaux, c'est-à-dire les clauses de partage inégal de la communauté ou les institutions contractuelles (les donations) qui sont faites pour cause de mort par contrat de mariage et qui sont irrévocables en raison du principe de l'immutabilité des régimes matrimoniaux, ces avantages matrimoniaux et ces institutions contractuelles seront révoquées de plein droit de par le fait de la reconnaissance d'un enfant adultérin. La femme offensée par la reconnaissance d'un enfant adultérin, donc celle qui subit l'adultère, peut demander le divorce et, de

plus, elle obtient par la loi, du fait de cette reconnaissance, une révocation automatique des avantages qu'elle aurait consentis à son conjoint sous forme de partage inégal de la communauté ou sous forme d'institutions contractuelles. Ceci qu'elle demande ou non le divorce. Par exemple: un contrat de mariage prévoit qu'au décès le survivant aura la totalité de la communauté, cet avantage matrimonial tombera automatiquement s'il y a reconnaissance d'un enfant adultérin. La femme ne doit pas divorcer, ni faire des procédures contre son mari, c'est automatique. Si elle veut malgré tout laisser cet avantage à son mari, elle peut le faire en faisant une déclaration expresse devant notaire disant qu'elle maintient les avantages matrimoniaux et les institutions contractuelles.

En plus des avantages faits par contrat de mariage, on a voulu sauvegarder les droits successoraux du conjoint survivant. Je reprends l'exemple de la femme trompée qui apprend qu'elle l'est parce qu'il y a demande de reconnaissance, elle peut estimer qu'à son décès si l'auteur de l'enfant adultérin, c'est-à-dire celui qui l'a trompée, survit il n'est pas normal qu'il ait des droits dans sa succession; elle peut supprimer la réserve légale ordinaire c'est-à-dire les droits de la moitié en usufruit sur sa succession sauf sur ce qu'on appelle la réserve spéciale, c'est-à-dire le logement familial et les meubles meublants. Cela l'auteur de l'enfant adultérin le conserve en tout état de cause parce qu'on protège toujours le cadre de vie, c'est un problème humanitaire.

Intervention

Quel est le sort des avantages dont l'épouse bénéficie?

Il n'y a pas de clause de résolution en ce qui la concerne.

Intervention

N'y a-t-il pas une certaine contradiction politique puisque les propositions, soutenues par le CVP, admettent, d'une certaine façon, que c'en est fini avec le mariage et que ce qui compte, ce sont les enfants. Mais, d'autre part, une femme peut avoir un enfant sans père, pour soi seule, avec son nom; elle est sûre de ce qu'elle a, elle le garde, et pour le reste, tant pis.

Comment avoir un enfant pour soi toute seule? Le père peut,

moyennant certaines embûches, le reconnaître et l'enfant peut trouver que votre désir d'un enfant pour vous toute seule est tout à fait déraisonnable, il peut vouloir un père et faire établir cela judiciairement. Le droit pour une femme d'avoir un enfant seule n'est pas nécessairement une revendication qui sera partagée par l'enfant.

Intervention

Toute seule, c'est-d-dire sans établir juridiquement de liens, et du coup on n'établit pas de liens non plus entre cet enfant et d'éventuels frères et sœurs. Avec le nouveau système il y a des enfants qui ont des frères et sœurs dont le couple n'a pas décidé en commun de la présence. D'autre part, vous dites que l'enfant n'a pas décidé, qu'il ne sera peut-être pas heureux d'avoir une mère célibataire. Mais croyez-vous qu'il sera heureux de savoir qu'il a un père qui est resté au foyer conjugal? Il se dira «mais qu'est-ce qu'elle vaut ma mère? Pas suffisamment pour que mon père quitte sa famille et vienne vivre avec elle. J'y ai beaucoup pensé d cet enfant-là.

Il faut demander à un psychologue ou à un pédopsychiatre de venir vous parler du besoin de l'enfant de pouvoir s'identifier bilatéralement.

Demandez-le et vous verrez ce qu'il en est. On vous répondra qu'il préfère peut-être s'identifier à un père qui n'est pas présent ou pas toujours présent et qui, même s'il ne vit pas avec sa mère, n'est pas nécessairement un mauvais père plutôt que de ne pas savoir qui est son père. Les psychologues et les pédopsychiatres vous en diront beaucoup sur le besoin d'identification triangulaire de l'enfant.

Mise en forme
par Fanny Filosof

Discussions autour des filiations

par Fanny Filosof

Après la très intéressante conférence de Marie-France Lampe, il m'a semblé qu'il manquait un peu d'huile dans les rouages de ce projet de loi et que ça grinçait du côté de l'égalité entre les hommes et les femmes. Aussi je me suis ramassé un dossier gros comme ça sur les discussions au Sénat et à la Chambre à propos de ce projet de loi sur les filiations. J'en ai déduit quelques observations que je livre à votre réflexion.

Légalité et l'égalité-

La philosophie du projet de loi sur les filiations, c'est l'égalité entre les enfants. De quelle égalité s'agit-il? Des enfants Bgaut par rapport A quoi? A qui?

Il va sans dire que l'enfant né dans les choux ne sera pas l'égal de celui né dans les roses. Même s'ils ont droit tous deux aux mêmes allocations familiales l'un trouvera dans son berceau des fins de mois difficiles tandis que l'autre...

Pas la peine non plus de dire qu'il n'y a qu'un moyen d'être riche, c'est de prendre aux autres et si ce n'est pas toi c'est donc ton père. Tout ça fait anar de pacotille et ce n'est certainement pas de ce problème-là que nos politiques se soucient.

Il ne s'agit donc pas d'une égalité par rapport A quoi, c'est-à-dire vos géniteurs «qui», éventuellement, possèdent des biens. Et quoique l'égalité des enfants tourne autour de ces biens, il ne sera question que d'enfants Bgaut par rapport A la filiation maternelle et A la filiation paternelle, A la fois pour tenter d'établir une symétrie entre ces deux filiations et l'égalité des enfants par rapport A chacune d'elle: l'enfant a droit A une filiation maternelle et tous les enfants d'une même mère sont Bgaut par rapport A la mère et une filiation paternelle tous les enfants du même père sont Bgaut par rapport au père.

Logique? Voire.

Pour les couples mariés qui font des enfants au sein de la famille et pas ailleurs, rien de changé. Ces enfants auront les mêmes droits et porteront le nom du père, mari de la mère. Le nom du père? On peut se demander pourquoi alors que «mater semper certa est», (seule) la mère est certaine, tandis que le père... A moins que, justement, puisque la mère est certaine, le père, éternel incertain, donne son nom.

Le nom du père

Quant au nom de l'enfant, les règles suivantes ont été acceptées: «Si la filiation est établie simultanément d l'égard des deux parents, l'enfant porte le nom de son père, indépendamment du fait qu'il soit né dans le mariage ou hors du mariage. Si seule la filiation maternelle est établie, l'enfant reçoit le nom de sa mère. Si la filia-

tion paternelle est établie ultérieurement, l'enfant conserve le nom de sa mère d moins que les deux parents ne déclarent dans l'année et avant sa majorité, devant l'officier de l'état civil, qu'il portera le nom du père» (Sénat, séance du 3 juillet 1985).

A ce propos, Madame De Pauw-Deveen (SP) dans la même séance du Sénat relève: «Le chapitre premier du projet porte sur ce que l'on pourrait appeler la supériorité du père. Il est mis en grande partie fin d celle-ci, bien qu'une certaine hiérarchie soit maintenue en ce qui concerne l'attribution du nom.

La hiérarchie entre le père et la mère subsiste lors de l'attribution du nom de l'enfant. L'article 335 dispose que le nom du père a priorité sur celui de la mère. Une discrimination subsiste donc entre les enfants, selon qu'il ont un père ou

non. Je déposerai dès lors une proposition de loi précisant que tous les enfants portent le nom de leur mère».

Mme De Pauw-Deveen a deux fois raison et de signaler la discrimination (qui dit hiérarchie dit discrimination) entre le père et la mère et la discrimination entre les enfants selon qu'ils ont ou non un père et j'ajouterai qu'ils soient ou non adultérins puisque, même reconnu par son auteur l'enfant adultérin ne portera pas le nom de celui-ci. Remarquons encore que toutes les femmes pourraient donner leur nom aux enfants sauf les femmes mariées. Il est pourtant évident, puisque la filiation maternelle est non seulement certaine par le fait de l'accouchement mais de plus rendue obligatoire puisqu'elle ne peut être refusée (l'accouchement anonyme est impossible en Belgique) que l'égalité entre les enfants passe par le nom de la mère. Mais Bgalement l'égalité entre tous les hommes et toutes les femmes tant il est vrai qu'en donnant leur nom toutes les femmes seraient égales par rapport aux enfants qu'elles mettent au monde et tous les hommes seraient Bgalement égaux puisqu'aucun ne donnerait le sien. Faut-il ajouter qu'aucun sénateur n'a relevé les propos de Mme De Pauw-Deveen?

Etre l'enfant de sa mère et... la mère de l'enfant

De prime abord, je me suis écriée: fantastique, enfin la mère ne devra plus «reconnaître» son enfant. Alors que c'est un minimum, alors que le fantastique, ce n'est pas le futur, quand ce projet sera loi, mais le passé, le présent puisque nous fonctionnons toujours selon le vieux principe napoléonien selon lequel le fruit appartient non pas A l'arbre, mais A celui qui l'a planté.

Nous, femmes, nous sommes cet arbre, stériles sans planteur, porteuses de fruits de qualité variable selon qu'ils



«Le père, éternel incertain...»

sont honorés ou non par celui-ci. Que le planteur nous plante là et nous voilà porteuses de fruits non reconnus, fruits sans paternité, fruits sauvages en somme, juste bons à être adoptés, fut-ce par l'arbre lui-même!

Dans le nouveau projet de loi, la filiation maternelle sera établie automatiquement au moment de l'accouchement, quel que soit notre Etat civil. «En ce qui concerne la filiation maternelle, l'enfant naturel n'existera plus dans notre droit» (Sénat, 3 juillet 85).

Il n'était que temps!

Du consentement préalable de la mère pour la reconnaissance paternelle d'enfants nés de parents n'ayant pas de liens matrimoniaux ni entre eux, ni ailleurs.

Nous savons que dans le nouveau projet de loi la mère non mariée doit donner son consentement pour que l'enfant puisse être reconnu par le père.

A la lecture des travaux du Sénat et de la Chambre des Représentants il est clair que cette proposition n'a pas fait l'unanimité (9 voix contre 8 en faveur du consentement préalable de la mère. Ainsi Mme Hermans-Michielsen (RVV) et M. Reyniers expriment une position nuancée: «La reconnaissance d'un enfant par son père naturel n'est pas à considérer a priori comme un acte répréhensible, mais au contraire comme un acte positif tendant à la protection de l'enfant. La mère doit être libre d'apporter la preuve contraire, mais elle n'a pas, par le simple fait d'avoir mis l'enfant au monde, le droit de priver celui-ci d'un père».

Par ailleurs nos socialistes, MM. Ph. Moureaux et Mottard notamment, ont vu rouge et sont revenus à charge plus d'une fois. Il est intéressant de relever certains propos ne fut-ce que pour savoir quel petit point il ne faudra pas noircir sur votre prochain bulletin de vote... Messieurs Mottard (PS) et Moureaux (PS) ont présenté les amendements suivants:

«Lorsque la paternité n'est pas établie en vertu des articles 315 ou 317, le père peut reconnaître l'enfant».

«La reconnaissance est notifiée à la mère de l'enfant par l'officier d'Etat civil qui l'a reçue».

«Si la reconnaissance n'est pas reçue par un officier d'Etat civil belge, elle est signifiée à la mère et la requête de son auteur».

«La reconnaissance peut être contestée par tout intéressé. Toutefois l'auteur de la reconnaissance et celui qui a donné le consentement préalable requis par l'article 319 ne sont recevables à contester la reconnaissance que s'ils prouvent que leur consentement a été vicié».

La justification de ces amendements est encore plus intéressante:

«Le texte du projet actuel réintroduit dans notre Code civil une discrimination qui s'exprime entre la filiation maternelle et la filiation paternelle dans la mesure où la filiation maternelle est privilégiée par rapport à la filiation paternelle, puisqu'elle peut être établie de plein droit, alors que la filiation paternelle ne peut être établie qu'avec le consentement de la mère».

Et si cela ne pouvait suffire:

«M. Moureaux estime que le texte de l'article 319 du projet peut conduire à favoriser des comportements encore extrêmement marginaux mais qui pourraient se répandre dans le futur. Un courant hyperféministe ne veut-il pas promouvoir la maternité en refusant la paternité? Il ne s'agit pas d'hypothèses d'école, mais de situations bien réelles de femmes encore très minoritaires pour l'instant, désirant avoir un enfant mais ne souhaitant pas de compagnon. Le texte transmis par le Sénat pourrait encourager la multiplication de ce type de comportement».

A quoi Mme Merckx-Van Goye (CVP) répond:

«L'article 319 prévoit suffisamment de garanties pour empêcher une opposition discrétionnaire de la mère. Il appartiendra à la justice, si la mère refuse son consentement, de décider si la reconnaissance peut avoir lieu. Mais étant donné que la mère s'est chargée jusqu'ici de l'enfant il n'y a aucune raison pour que la procédure soit à sa charge».

Mais il y a mieux!

Ces mêmes Moureaux (PS) et Mottard (PS) justifient leur mécontentement en citant M. Renchon de l'UCL (sic) (extrait d'une étude dans la Revue trimestrielle de droit familial 198512).

«Même si l'organisation, dans le texte du projet, d'un droit de recours du père peut laisser présumer, que, sauf situation exception-



«Un courant hyperféministe...»

nelle, le père aura presque toujours, dans la réalité, la possibilité, s'il le veut, d'établir sa filiation paternelle. Il reste que l'adoption d'une solution qui, en réalité, exprime qu'un enfant n'a de père que par l'effet de la volonté de sa mère, est, au niveau symbolique, difficilement acceptable».

Ce texte a au moins l'avantage d'être clair: ce qui serait insupportable, c'est le déplacement du symbolique!

Tant que l'enfant avait un père de par la volonté du père et n'avait une «vraie» mère que s'il avait un père (voir l'affaire Marckx), la symbolique phallique était respectée. Et les enfants des mères célibataires, ex-filles-mères, étaient marqués du signe infamant d'enfants sans père (même symbolique) par le fait qu'ils portaient le nom de la mère, mère marquée, elle, du signe infamant d'être une femme sans homme.

Mais ne voilà-t-il pas que des femmes, hyperféministes ou non, s'opposeraient à la reconnaissance du père, fut-ce pour donner leur nom à l'enfant ou pour échapper au triangle et vivre une relation duelle avec l'enfant, ou pour ne pas alourdir la lessive des layettes avec les chemises et chaussettes du géniteur, ou parce qu'elles ont un projet d'éducation pour l'enfant qui n'est pas du goût du père potentiel, ou pour tout autre motif, ces mères-là si marginales soient-elles, remettraient en question le pouvoir du père, la hiérarchie père/mère, diable, peut-être bien la hiérarchie tout court. Ainsi, la seule situation symboliquement acceptable est celle de la mère abandonnée.

Et ne voilà-t-il pas le spermatozoïde baladeur renvoyé à la future selon ce bon proverbe: «Pierre qui roule n'amasse pas mousse» au profit de l'ovule fé-



« Les résultats ne dépendent plus d'une loi mais de l'avis des juges »

condé, nidifié dans l'utérus jusqu'à maturité.

Ainsi donc, la **même réalité**: Atre un enfant sans pbre, peut renforcer ou casser la symbolique phallique selon qu'elle est subie ou choisie par la mbre. Je remarque dans d'autres écrits, mais peut-être parce que le sujet m'importe en ce moment, que l'importance du pbre n'a jamais été aussi soulignée que depuis que des femmes décident que leurs enfants pourraient s'en passer.

Notons cependant que, malgré de nombreuses réticences:

« On a beaucoup discuté du consentement préalable de la mère à déclarer recevable la reconnaissance par le père. S'il veut reconnaître l'enfant contre la volonté de celle-ci, elle a un recours, mais si cela se produit peu après la naissance, il lui sera en pratique très difficile de procéder en justice en raison des soins pour l'enfant. On ne peut toutefois pas être insensible à l'argument selon lequel le consentement préalable de la mère peut être un obstacle psychologique pour l'homme à reconnaître son enfant. Les intérêts de l'enfant jouent, il est vrai, un rôle important dans la décision du juge, mais ces intérêts peuvent-ils bien être considérés comme un ensemble? On peut, par exemple, imaginer que l'enfant ait intérêt, pour des raisons juridi-

ques, à être reconnu par un homme. même si des contacts ultérieurs ne sont pas souhaitables en raison du comportement de cet homme ». Mme De Pauw-Deveen (SP) (Sénat 3 juillet 85)

« Le projet réalise une réforme essentielle et nous l'approuverons, même si nous formulons quelques réserves. On a accordé à la mère des pouvoirs et des prérogatives en relation avec le rôle essentiel qu'elle joue dans l'éducation et l'entretien des enfants. »

Mais peut-être a-t-on été un peu loin en exigeant son consentement préalable dans tous les cas de reconnaissance d'un enfant né hors mariage. L'exigence est compréhensible pour le cas d'un enfant né depuis longtemps et dont le père ne s'est pas manifesté, mais elle l'est moins lorsque le père veut assumer ses obligations dès la naissance. On accorde donc un véritable droit de barrage à la mère ». Mr Lallemand (PS) (Sénat 3 juillet 85)

Dans le nouveau projet de loi qui, je le rappelle, vise à l'égalité des enfants, les femmes obtiennent la capacité légale d'élever seules leurs enfants.

« Un rôle nouveau a été reconnu à la femme », Mr Pouillet (PSC) (Sénat 3 juillet 85) et il peut être de l'intérêt de l'enfant de n'avoir pas de pbre: « Elle a entraîné dans

sa promotion celle de l'enfant, qui devient à présent un être à part entière. un sujet de droit dont l'intérêt doit être protégé ». Mr. Pouillet (PSC) (Sénat 3 juillet 85).

Même si on peut s'inquiéter des effets d'une procédure judiciaire à laquelle le pbre qui veut reconnaître l'enfant peut avoir recours et dont les résultats ne dépendent plus d'une loi mais de l'avis des juges, relevons l'aspect positif de ce chapitre du projet de loi.

Des différences entre les filiations maternelle et paternelle d'un enfant adultérin

La filiation maternelle de l'enfant adultérin a matre s'établit comme celle de tous les enfants, au moment de la naissance.

Cet enfant pourrait rester sans filiation paternelle pour autant que le pbre et/ou la mbre ne la demandent pas, ou si la mbre a des arguments jugés valables pour ne pas y consentir.

Mais il peut aussi être reconnu par le pbre (si la mbre y consent

ou si les arguments pour le refuser sont rejetés par les différentes procédures) ou par le mari si celui-ci, mis au courant des faits, marque son accord. Dans ce dernier cas, cela signifie que l'époux, atteint en son honneur, accepte cependant dans le foyer conjugal l'enfant conçu par un tiers. Cet enfant sera élevé avec les enfants issus du mariage, s'il y en a. Bien sûr, il y aura une bouche de plus à nourrir et à la succession l'enfant adultérin qui portera le nom du mari sera à égalité de droits avec les autres enfants. Mais, et j'insiste parce que cela me paraît important: le conjoint accepte l'enfant, garde l'épouse et sauvegarde sa dignité par rapport à l'entourage.

La filiation d'un enfant adultérin a patre s'établit différemment. D'abord, la mbre peut s'opposer à la reconnaissance et dans cette circonstance on peut supposer qu'elle obtiendra gain de cause.

Mais supposons que la mbre accepte la reconnaissance par le pbre. Dans ce cas l'enfant aura une filiation paternelle mais portera le nom de la mbre.

Que se passe-t-il du côté de l'épouse du pbre? Elle ne peut s'opposer à cette reconnaissance que si elle peut prouver que l'enfant n'est pas de son mari.

«Il y eut beaucoup de discussions au sujet de la question de savoir si l'épouse du père devait donner son consentement pour la reconnaissance d'un **enfant adultérin**. Etant donné que le projet a pour objectif de supprimer toute discrimination entre enfants **nés** dans le mariage et hors mariage, il serait inacceptable que, pour cette **catégorie** d'enfants **nés** hors mariage, la reconnaissance ne pourrait se faire **qu'à** une condition quasiment **irréalisable**. Il est logique que l'épouse soit **informée** parce que cette reconnaissance a des implications, notamment sur le plan de la **succession**».

Mme De Pauw-Deveken (SP) (Sé-nat 3 juillet 85)

Mais elle peut s'opposer à ce qu'il soit **élevé** au foyer conjugal.

Art. 334 bis. L'enfant conçu pendant le mariage par l'un des époux et une personne autre que son conjoint ne peut être **élevé** d la **résidence** conjugale qu'avec le consentement de ce dernier).

JUSTIFICATION

Il paraît indiqué d'apporter **explicitement** cette **précision** dans la loi. Il convient en effet, de **laisser** au conjoint **vis-à-vis** duquel cet enfant est totalement **étranger** la **faculté** de **décider** s'il accepte ou non que ce dernier soit **élevé** au domicile conjugal.

n° 1 de Mme Goor (PSC), Melle Detaille (PRL), et Mm. Bourgeois (CVP) et Vandeveld (PVV). Chambre 16 mars 86.

Dans le cas d'un enfant **adultérin** a **patre** on peut **considérer** que cette opposition de l'épouse sera rarissime (sauf en cas de **décès** de la mbre) puisque cet enfant a une mbre et que les **mères** ne se **séparent** (**généralement**) pas de leurs enfants.

Dans la pratique, que va-t-il se passer?

Contrairement au cas d'un enfant **adultérin** a **matre**, une certaine forme de bigamie est **acceptée**: il y a un pbre et deux mbres. Donc, ici, l'épouse n'a pas l'enfant du mari qui appartient d'abord à la mbre, ni l'**entière** du mari puisque celui-ci se doit de se partager entre les enfants des deux lits, ni la **dignité** puisque l'**infidélité** de l'époux apparaît aux yeux de tous, ce qui n'est pas **forcément** facile à vivre.

Aussi est-il vrai, comme le signalait une intervenante lors de la **conférence** de Marie-France Lampe, pourquoi toujours parler d'**égalité** quand il n'y a pas **réversibilité**.

Du foyer ou de la résidence conjugale

A l'affirmation de Marie-France Lampe.

«... l'enfant **adultérin** subit une discrimination par rapport aux autres enfants **puisqu'il** ne peut être **élevé** au foyer de l'auteur qui l'a reconnu sauf si l'épouse est d'accord...».

Une intervenante pose une question essentielle: «C'est quoi le foyer? C'est le pbre, le foyer? Les femmes en **sont-elles exclues**»?

Répondre que le foyer est la **résidence** conjugale, c'est vraiment ressusciter **Napoléon**! Ainsi l'homme qui irait faire des enfants partout pourrait ensuite les ramener à la **résidence** conjugale!

D'où Mme Goor (PSC), M. Bourgeois (CVP), Mme Merckx-Van Goey et M. Hermans (CVP) justifient un amendement en ces termes:

Il est dans l'**intérêt** de l'enfant de porter le nom de celui ou de celle avec qui il vit, ainsi, on peut croire que l'enfant **adultérin** vivra le plus souvent avec sa **mère**, d'où le **principe général** que l'enfant **adultérin** porte le nom **de sa mère**.

Je pense qu'il faut **considérer** qu'il en est du foyer comme de la filiation: tout enfant a un foyer par sa mbre. La famille monoparentale existe bel et bien et en **général** sa composition comprend la mbre et l'enfant. Le cas pbre-enfant est **extrêmement** rare.

Il y a une autre **différence**, et d'importance: dans la famille monoparentale mbre-enfant la mbre **élève** son enfant même si elle est et reste seule, tandis que la famille monoparentale pbre-enfant est un leurre: dans la **majorité** des cas le pbre demande la garde de l'enfant quand il est ou se met en **ménage** avec une autre femme.

Si la loi indiquait -puisque la **réalité** l'y invite- que l'enfant, en même temps que la filiation maternelle aura aussi, automatiquement, un foyer: le foyer maternel, un nom: le nom de la mbre, une succession: la succession maternelle, tous les enfants seraient Bgaut par rapport à la filiation maternelle (puisque le souci de cette loi est l'**égalité** des enfants) par le fait même d'être **nés** d'une **mère** qui est certaine.

Il ne s'agit pas ici de nier le **père**, ni son importance pour l'**équilibre** de l'enfant, mais, et des travaux sur la **paternité** le confirment (nous en parlerons dans une prochaine Chronique), l'important du pbre n'est pas d'être le pbre biologique, mais d'être le pbre social. Sinon l'IAD (Insémination avec sperme d'un donneur) n'aurait pas de sens et n'ouvrirait pas à la **paternité**. Que le pbre soit à la fois le pbre biologique et le pbre social n'est pas une **évidence**, tandis que la mbre biologique est (presque) toujours en même temps la mbre sociale. D'ailleurs l'ensemble de la population accepte mal la **DM**-marche des mbres-porteuses.

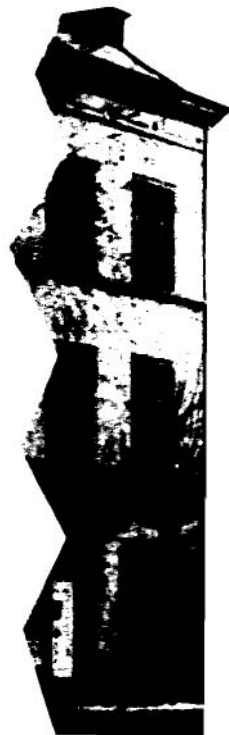
Il y a donc une **réalité** incontournable: c'est l'enfant qui fait d'une femme une mbre et une mbre qui fait d'un homme un pbre.

Du partage équitable de la succession

Avant de parler de l'épineux **problème** que pose le partage des biens entre les enfants du couple et l'enfant **adultérin** né pendant le mariage je voudrais, pour éviter la confusion, **séparer** ce cas de quelques autres:

1. de l'enfant d'un des conjoints concubins né avant le mariage/concubinage: cet enfant n'est pas une surprise, on peut donc supposer qu'un ac-

cord existe entre les conjoints concubins pour accepter que cet enfant hérite du parent avec qui il a une filiation au même titre que les futurs enfants du couple. C'est pourquoi je trouve l'argument de Mr. Lallemand (PS) (Sé-nat: séance du 10 juillet) peu valable.



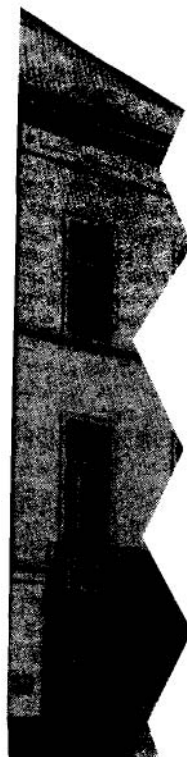
On fait **également** un **sort différent** aux **enfants naturels non-adultérins**. Pourquoi le conjoint **survivant** voit-il ses **droits modifiés** en sa faveur, en car de **reconnaissance d'adultérins** et non en car d'enfant **naturels nés** avant mariage? Nous nous trouvons **devant** un **préjudice matériel** associé d'une **discrimination injustifiée**.

Par contre, j'ai admis que le conjoint qui reconnaissait un ou plusieurs enfants **adultérins** causait un **préjudice économique** d route sa famille **et** que la meilleure solution **était** la **possibilité laissée** d son conjoint de faire modifier son **régime matrimonial**.

2. de l'enfant **né après** la **séparation** ou le divorce des Bpoux/concubins: dans ce cas le partage des biens a **déjà été réalisé** entre les partenaires et l'enfant qui **naîtrait** d'une nouvelle union aurait les mêmes droits que les enfants du premier lit.

Il en est tout autrement de l'enfant **adultérin** né pendant le mariage:

La femme ne pouvait prendre les **mesures nécessaires** d l'avance **étant donné** que cet enfant n'avait pas **été prévu** et voulu **conjointe-**



ment par les deux partenaires et, a posteriori, elle ne dispose d'aucun recours **légal**. Il nous paraît donc **nécessaire** qu'elle puisse intervenir. Il faut lui accorder à tout le moins un droit de recours contre cette reconnaissance et le tribunal devra se prononcer en tenant compte des **intérêts** de l'épouse, de ceux des enfants **légitimes** du ménage et de ceux de l'enfant **né** de relations extra-conjugales.

N. Staels-Dompas (CVP), E. Pouillet (PSC), H. Weckx (CVP) (Sénat 3 juillet 85)

D'autant plus que les biens s'acquiescent au cours de la vie commune: «Il ressort de la **réalité** des faits, qu'au **départ** la plupart des **ménages** n'ont aucune fortune personnelle et que les **époux** constituent ensemble, au cours du mariage, l'ensemble de leur **patrimoine**». N. Staels-Dompas (CVP), E. Pouillet (PSC), H. Weckx (CVP) (Sénat 3 juillet 85)

En effet, dans l'état des mœurs modernes, celui-ci est, de plus en plus souvent, le résultat non seulement du travail de l'époux et de la gestion de l'épouse, comme c'était déjà le cas autrefois, mais aussi du

travail effectif et de la collaboration quotidienne des **deux époux**. Il est donc normal et **équitable** que l'épouse soit **assurée** que chacun de ses enfants **conserve** une part qui tienne compte de son rôle dans la constitution du patrimoine **familial**. Ce **problème** a été rencontré par maintes **législations étrangères**. Le texte **proposé** s'inspire de la **législation française**.

M. Clerdent, Mme Delruelle-Ghobert (Sénat 9 juillet 85)

De l'égalité des enfants à l'inégalité entre les hommes et les femmes

On ne peut sous-estimer les difficultés rencontrées par les parlementaires pendant l'élaboration de ce projet de loi.

Or, depuis la semaine dernière, nous nous trouvons devant des positions opposées. D'une part, il y a ceux qui estiment que la reconnaissance d'enfants **adultérins** doit être un droit absolu. Il y a d'autre part ceux qui pensent qu'il faut limiter le droit à la reconnaissance pour

sauvegarder les **intérêts** de l'épouse et de l'enfant **légitime**. J. Gol (PRL) (Sénat 10 juillet 85)

A la lecture des rapports il semble qu'au cours des discussions on «oublie» une **réalité**: que l'enfant **adultérin** a une filiation maternelle donc une succession maternelle dont il **héritera**. On dirait toujours qu'il s'agit d'un orphelin qu'il faut **protéger** particulièrement, sinon il resterait tout nu, comme si la **mère-célibataire** ne pouvait être productrice de biens.

Mais ce qui me semble le plus contestable dans la philosophie de ce projet c'est l'association Bpouse-enfant **légitime** comme si l'épouse ne pouvait être **pensée** comme une personne sans lui accoler aussitôt un enfant; ainsi des amendements, tel la suppression automatique des avantages successoraux au conjoint **adultère** survivant tentent de rétablir une certaine justice envers l'épouse et les enfants **légitimes**. Or, c'est en victimisant les Apouses qu'on permet en fait et en droit des **inégalités** entre les conjoints.

Nous regrettons donc vivement que dans sa conception le projet de loi qui vise à l'**égalité** entre les enfants **égalité** dont nous sommes Avidemment partie prenante ne s'appuie sur un principe déjà acquis: l'**égalité** entre les hommes et les femmes (Charte des droits de l'homme, convention **européenne**...) principe aussi estimable que l'**égalité** entre les enfants par rapport au père.

Enfin je voudrais terminer sur cette observation: pendant les **débats** les femmes parlementaires davantage que les hommes ont **défendu** une position non seulement et même pas forcément favorable aux femmes mais avec une **sensibilité** tout à fait **différente**. Ce qui prouve, s'il fallait encore le faire, que l'**équilibre** des sexes, au sein des groupes de travail dont les conclusions peuvent avoir un impact sur la **société**, est non seulement souhaitable mais tout à fait indispensable.

Ensuite, à nous femmes de bien choisir nos **représentantes**.

Filiation : enfin !

extrait du Soir du 3.3.87

Cette loi était en gestation depuis 1978. Aujourd'hui, après le vote sénatorial qui est intervenu dans la soirée de jeudi, elle devient enfin réalité. La conséquence essentielle: tous les enfants seront désormais égaux, que leurs parents soient ou non mariés. Une conséquence indirecte: le projet de loi sur l'adoption sera voté incessamment, puisque les députés n'attendaient, pour actionner leur bouton vert, que le vote par l'autre Chambre de la loi sur la filiation.

Certains sénateurs auraient voulu améliorer ce texte. Mais ils ont compris qu'il valait mieux ne pas être perfectionniste, et permettre, enfin, son application. Rappelons l'essentiel de la nou-

velle loi: qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, les enfants ont les mêmes droits. Notamment successoraux. D'autre part, la mère non mariée ne devra plus reconnaître son enfant: la mention du nom de la mère dans l'acte de naissance fera désormais preuve de filiation.

Un père adultère (donc marié par ailleurs) peut reconnaître un enfant hors mariage, mais son épouse devra pour ce faire être appelée par le tribunal (il ne pourra donc pas le lui cacher). Un enfant adultérin ne peut être imposé au foyer conjugal sans l'accord du conjoint. Et pour que cet enfant porte le nom de son père, il faut aussi que son épouse y consente.

Un enfant adultérin ne pourra pas exiger de participer à la suc-

cession en nature, mais il en recevra la contre-valeur en argent. D'autre part, l'époux qui a reconnu un enfant hors mariage se verra déchoir des libéralités et avantages matrimoniaux prévus par son contrat de mariage.

Cette loi, si l'on excepte quelques règles transitoires, est rétroactive. Mais les successions ouvertes avant son entrée en vigueur seront encore régies par l'ancienne législation. Etant entendu cependant que, depuis que la Cour de Strasbourg a indiqué que la Belgique violait ses obligations internationales, certains juges ont appliqué la nouvelle loi avant son vote. Dans ces cas, les jugements ne seront pas remis en cause.

JANINE CLAEYS.

Une filiation sans discussions

par Hedwige Peemans-Poullet

Une filiation sans discussions...

Nous n'avons pas réussi à instaurer un véritable débat sur cette question de la filiation, qui cependant nous concerne au premier plan.

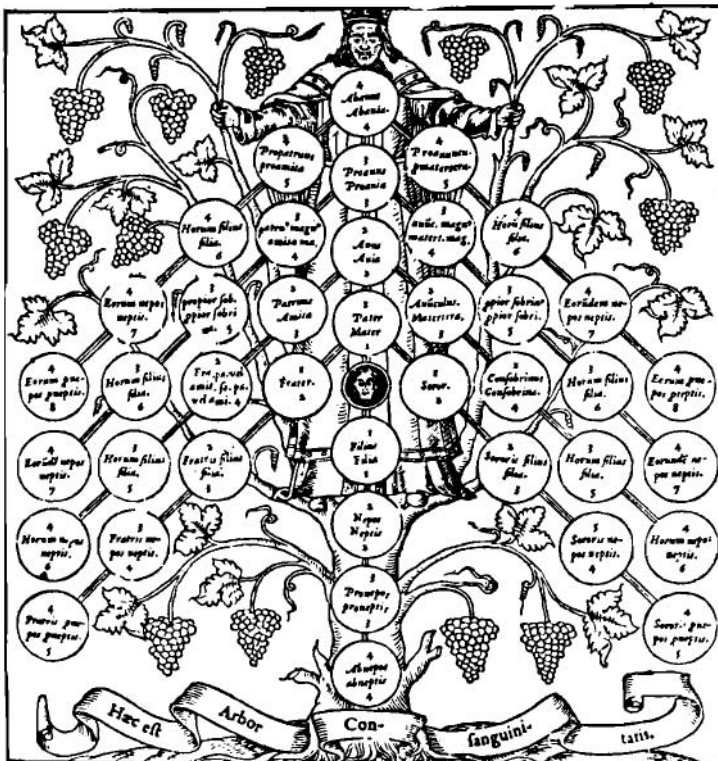
Entre nous

Entre nous, d'abord. Nous sommes trop marquées par certains aspects caricaturaux de notre droit, comme celui qui fait qu'une mère célibataire est amenée à devoir adopter son propre enfant ou n'arrive pas à lui transmettre tout simplement tous ses propres biens, etc... Au nom de ces aberrations qu'il fallait évidemment modifier, il nous semblait qu'il fallait avaliser tout ce qu'on nous proposerait dans cette foulée. Cette adhésion globalisante, nous pourrions l'appeler «l'effet Marckx».

D'autre part, nous sommes victimes d'un idéalisme sympathique mais un peu primaire en ce qui concerne l'égalité des enfants. Nous aussi, nous avons tendance à proclamer que tous LES enfants doivent être égaux, alors que les pères sont en train de dire que tous LEURS enfants doivent être égaux.

Et nous, comment ferons-nous pour que tous NOS enfants soient égaux si l'un a un père pauvre et l'autre un père riche ?

Avons-nous le pouvoir et le droit d'égaliser leurs conditions (par exemple en transférant partiellement les biens de l'enfant du père riche à celui du père pauvre) simplement parce que nous voulons opérer une certaine justice redistributive au nom de l'égalité des enfants au regard de leur mère ? Non. Nous pourrions cependant considérer comme inadmissible de devoir élever nos propres enfants dans des conditions d'inégalité économique et sociale du seul fait que leurs pères respectifs sont socialement inégaux... Nous pourrions affirmer : nous ce qui nous intéresse c'est que NOS enfants soient égaux entre eux !



L'ombre de cousin guipite, figure extraite du Decretum Gratiani, édition de Paris 1561, in folio, col. 1939-1940, dans Jean-Louis Flaudrin, Familles, parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société.

Cette question fait «éclater» l'idée que la nouvelle loi sur la filiation puisse être et doive être identifiée avec le thème de l'égalité.

Nous avons cependant été bloquées dans nos discussions comme si nous avions pensé, d'une part que l'égalité des enfants était réalisée par la loi en question, et d'autre part que cette «égalité» au regard de la filiation pouvait être assimilée à une égalité sociale.

Enfin, le «bien» de l'enfant nous est une fois de plus apparu comme préférable (éventuellement) à nos intérêts propres. Plus exactement, nous avons d'une certaine façon été incapables d'envisager de discuter ou même de mettre sur la table les termes en présence : intérêt de l'enfant/intérêt de sa mère.

Pour terminer, chez la plupart d'entre nous, il y a une certaine hostilité à discuter de la transmission du «patrimoine». Com-

me si ne pas discuter en supprimait l'existence. Ici encore une certaine forme d'idéalisme nous fait passer à côté de la réalité la plus évidente. En Belgique, le patrimoine existe bel et bien. Plus que jamais. Il faut donc avoir le courage de discuter ce que nous envisageons à son sujet. Il est probablement plus facile et plus juste de déterminer les conditions d'une filiation égalitaire dans une société où il n'existe guère de patrimoine à transmettre. Mais ce n'est pas le cas. Chez nous, il existe du patrimoine, et du patrimoine, et nous avons à nous exprimer sur leur transmission.

Avec les experts

Nous avons aussi eu parmi nous des «experts» pour discuter de ces questions. Le texte de Marie-France LAMPE en témoigne. Mais avec M.F. LAMPE il n'a pas été possible de discuter non plus. Elle nous a fait un exposé très compétent et très

clair mais aussi très autoritaire, traitant nos objections comme si nous étions des sossottes, alors que beaucoup de ces objections avaient été soulevées dans les discussions des commissions parlementaires et que là, elles n'avaient pas été traitées par-dessus la jambe. Il était clair que Me Lampe considère que les féministes n'ont rien à apporter à une discussion sur la filiation.

Cependant pour tous ceux qui connaissent un peu l'histoire et l'ethnologie, la proposition de loi en question n'apparaît pas du tout comme une Avolution dont l'évidence s'impose.

Ainsi pour ne soulever que l'une ou l'autre question, on peut considérer que jusqu'à présent notre société était marquée par une structure de la parenté qui établissait un certain équilibre entre la filiation et l'alliance. Aujourd'hui cet équilibre bascule au profit de la filiation. Pourquoi ? La question mérite d'être posée.

En ce qui concerne la filiation, rien n'empêche de penser qu'il aurait été plus raisonnable surtout à l'heure actuelle de privilégier la filiation utérine. Pourquoi l'enfant est-il encore amené à recevoir prioritairement le nom et le statut social de son père alors que, dans les faits, il adopte le plus souvent le style de vie et le modèle d'éducation que lui confère sa mère ?

Légitimité ne signifie pas égalité

Commençons d'ailleurs par reconnaître que des inégalités très grandes subsistent entre des enfants légitimes. En fait, nous sortons d'une période où c'étaient plutôt les enfants premiers-nés qui étaient avantagés parce qu'ils étaient les enfants nés au cours du mariage légal. Avec le développement du divorce et des remariages, nous entrons dans une période où ce sont les puînés ou derniers-nés qui sont avantagés par le père. Celui-ci n'a que trop tendance à laisser tomber les enfants des femmes qu'il cesse d'aimer ou abandonne. Il n'y a

aucune **égalité** entre les enfant **légitimes nés** de mariages réussis. Toutes les **études effectuées récemment** (Etats-Unis, Canada, Suisse) montrent que les derniers **nés** du pbre ont le statut social actuel du pbre tandis que les enfants **nés** de la première ou des **premières** femmes ont un statut social nettement **inférieur**. Donc le fait que les enfants soient tous **légitimes** n'est en aucune façon une garantie d'**égalité**. Or cette **égalité-là**, qui est cependant impossible au pbre de son vivant et qui peut d'ailleurs, **dès à présent**, être **élargie** au **bénéfice** des enfants naturels, aucun **Etat** ne semble vouloir prendre les moyens de l'imposer. Qui se soucie de voir un **père** faire mener grand train à ses enfants au cours d'un second mariage, alors qu'il **néglige** de payer quelque pension alimentaire que ce soit aux enfants **nés** d'un premier mariage? La loi sur la filiation serait-elle surtout d'une application posthume? C'est-à-dire qu'elle aurait pour but de mettre les enfants sur pied d'**égalité** face à l'héritage alors qu'ils ne l'auraient pas **été** du vivant de leur pbre? Inutile de dire d'ailleurs que les derniers **nés** auront, avec la **complicité** de leur pbre, arrange les choses en leur faveur avant le **décès** de ce dernier. Mais tout ceci n'est pas **particulièrement lié** à la nouvelle loi sur la filiation, c'est la situation telle qu'elle se **présente déjà** dans une **société** de divorces et remariages. La nouvelle loi permet d'une certaine façon l'extension de cette situation sans qu'il y ait **nécessairement** mariage.

Des mots et des choses

Ce qui me frappe par ailleurs dans cette presque loi c'est son caractère **thorique**, j'allais dire verbal. Les mots, les termes juridiques sont là comme si personne n'avait en tête la **réalité** des faits auxquels ces mots renvoient.

Je prends par exemple: il y aurait **inégalité** entre hommes et femmes parce que le pbre d'un enfant **adultérin** ne peut **élever** son enfant dans son foyer, à moins que son **épouse** légitime n'y consente. Mais c'est quoi ce foyer? C'est le travail de son **épouse légitime**. Ce pbre se sent donc discriminé parce qu'il ne peut imposer à son **épouse** légitime de **préparer** le repas, faire le lit, laver les vêtements, etc... de l'enfant qu'il a eu avec une autre femme!

Vous direz l'**épouse légitime** n'a qu'à divorcer! Bien sûr. Mais d'une part on connaît les moyens de pression dont peut disposer le mari. D'autre part, l'**épouse** peut se trouver dans une situation où en demandant le divorce, elle perd **également** le **bénéfice** de son **activité** professionnelle (cas d'une entreprise familiale, par exemple...). De toutes façons quand elle aura obtenu le divorce, elle rencontrera toutes les **difficultés** habituelles à se faire **payer** pour ses enfants une pension alimentaire qui dans la presque **totalité** des cas est **inférieure** à ce que le pbre **dépense** pour son ou ses nouveaux enfants (quelle **égalité** entre les enfants?). Elle-même perdra le **bénéfice** du travail accompli au cours de la vie commune, **éventuellement** même de la valorisation professionnelle de son mari. Ainsi, c'est parfois avec la valeur **accumulée** par le travail familial de l'**épouse** que l'homme peut se permettre de fonder un nouveau foyer familial...

J'en viens donc à une des critiques fondamentales de ce projet qui d'une certaine façon renvoie aux oubliettes les droits qu'une **épouse** pourrait avoir acquis du fait du travail accompli au cours de la vie commune. Ce travail concerne non seulement les enfants **élevés** mais aussi, largement, l'**entretien** du mari, la valorisation, s'il y a lieu de son patrimoine, et parfois sa promotion professionnelle. En bref, un enfant adultérin (paternel) **héritera** parfois du travail accompli par l'**épouse légitime** au cours de la vie commune. Il a de toutes manières plus de droits qu'elle.

Qui décide d'une naissance?

En outre, la philosophie du projet semble **refléter** une **période** où les enfants naissent par inadvertance. On ne voit pas bien qu'il soit tenu compte du fait qu'aujourd'hui des adultes ont pris, ensemble ou les uns contre les autres, certaines **décisions**. Reprenons le cas **soulevé** au cours de la discussion. Une **épouse** légitime ne peut s'opposer à la reconnaissance par son mari d'un enfant adultérin sous **prétexte** que le nouvel enfant serait une bouche de plus à nourrir et viendrait menacer la subsistance des premiers enfants. A cela la **conférencière** répond que pour un nouvel enfant **né** dans le **ménage légal** ce serait la même chose! C'est donc la même chose de décider **«ensemble»** que les revenus communs du **ménage** permettent l'**arrivée** d'un enfant

supplémentaire que de **décider** avec une autre femme (et peut-être même **«contre»** sa **«légitime»**) de faire un enfant **supplémentaire** qui **nécessite** de partager entre deux **ménages** les revenus que l'on mettait à la disposition du premier! Non franchement il y a des **réponses** qui traduisent plus que de la mauvaise foi.

Mais à cela on nous fait encore remarquer que la femme peut toujours imposer en catimini un enfant **supplémentaire** sans pour ainsi dire demander l'avis de son conjoint. C'est vrai et cela arrive parfois. Mais il faut remarquer que la femme qui prend une telle **décision** en assume elle-même les **conséquences** puisqu'elle effectue le travail qui correspond à cette **éducation**, dans un contexte économique dont elle mesure les **capacités** et assure les **réductions**. Elle ne les impose pas à un autre **ménage**!

Autre point qui **mérite** d'être **soulevé**. A partir de la **ménopause**, la femme ne peut plus provoquer de **changement-surprise** dans sa descendance. L'homme peut le faire **jusqu'à** n'importe quel **âge**. Il peut juste sur son lit de mort faire une reconnaissance de complaisance qui vient modifier sa descendance. Il peut d'une certaine façon jouer sur deux tableaux. Continuer à **bénéficier** des avantages du mariage avec son **épouse** légitime et **réserver** la surprise de son ou ses enfants **adultérins** à ses **survivants**...

La mère peut-elle aussi faire des reconnaissances de complaisance et cela **jusqu'à** la dernière minute? Vous me direz, il est facile de prouver que cette

reconnaissance est contraire à la **vérité** biologique.

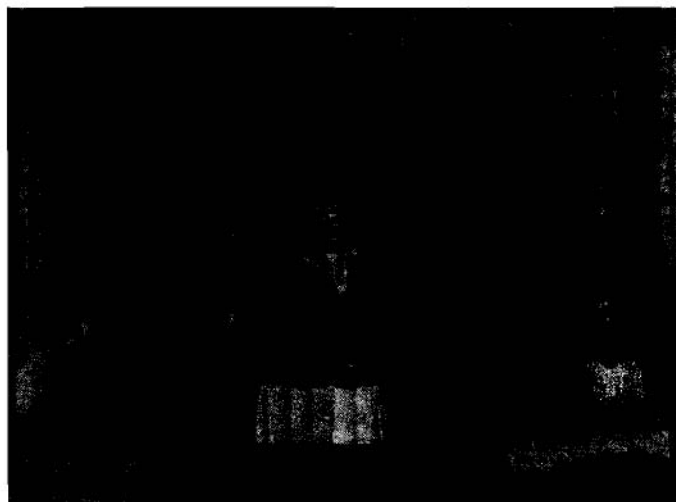
Alors où est l'**égalité** entre hommes et femmes?

La mère ne peut être anonyme

Tous ont **été** d'accord pour dire qu'à la **déclaration** de naissance, le nom de la mère doit être **désigné**. Ainsi un enfant ne peut être **déclaré** de **«père** et mère inconnus... Autrement dit, la mère est en tout cas connue. Si elle abandonne son enfant, elle est **réputée** telle. Pour le pbre rien de semblable. Sa désignation n'étant pas obligatoire, il ne peut être **réputé** pbre abandonnant son enfant. Pour un même abandon, les **conséquences** pour l'un et l'autre sont donc bien **différents**.

Pourquoi cette **inégalité** n'est-elle pas **soulevée**? Parce que comme le fait remarquer **Bérangère Marquis** (thbse, p. 169), les membres de la commission sur l'anonymat de la mère **considèrent** que cette réforme ne permettrait pas de lutter efficacement contre l'avortement notamment dans le cas des mères **célibataires**.

Tout ceci est un peu **thorique** sans doute. Mais puisque tout part de l'**idée** que le projet de loi se **présente** comme **égalitaire** pour les enfants quant à la filiation paternelle et maternelle, il est bon de montrer que des mesures soi-disant **égalitaires** qui s'appliquent à des personnes qui ne sont pas dans des conditions d'**égalité**, ne produisent jamais des effets **égaux**. C'est une **règle générale** qui vaut pour toute vie en **société**. ■



Pour un même abandon, les conséquences pour l'un et l'autre sont donc bien différents.

Complètement ringard l'ONEM?

J'apprends, un peu par hasard faut-il le dire, que le Conseil d'administration de l'ONEM a décidé en juillet dernier d'instaurer un réseau de «délégués en égalité» et de lui donner pour animatrice Maryse Menu, coordonnatrice des Centres d'orientation et d'initiation socio-professionnelle.

Personne n'a cru bon de faire un scoop à propos de cette nouvelle (le mot est donc mal choisi puisqu'il implique l'annonce de l'événement et qu'ici précisément la décision est restée confidentielle). Que penser de ce silence? Timidité ou stratégie d'un acteur qui souhaite des réalisations, avancer sans ameuter les foules ou bien au contraire inintéressé, black-out de la part des médias? La question reste ouverte.

Mais mon étonnement porte plus fondamentalement sur l'initiative elle-même. Reconnaître officiellement un public défavorisé, des discriminations et vouloir y pallier surprend dans le contexte de compétitivité néo-libéral que nous connaissons. Comment la notion d'égalité, qualifiée aujourd'hui de soixante huitard attardé a-t-elle pu mobiliser l'ONEM, d'autant plus que la mesure vise sans ambiguïté la promotion des femmes. Encore s'il s'agissait de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes. Là, nous serions devant un «problème de sociétés auquel il faut remédier d'autant que la drogue, la délinquance, la violence font peur. «Juste, hein Madame? Mais les femmes. Un Peu de temps partiel et puis leur ménage, les enfants. C'est ce qu'elles souhaitent, enfin.. Comment dès lors comprendre cette décision et quel bénéfice pouvons-nous en attendre? C'est ce que j'ai voulu savoir en me rendant chez Maryse Menu.

En fait, cette mesure apparemment farfelue, hors contexte, se trouve être le résultat d'une part d'une logique interne, d'une ligne d'actions poursuivie à la Direction Formation Professionnelle de l'ONEM et d'autre part d'un processus externe développé par le CEDEFOP (Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle).

Et, oui, l'Administration poursuit quelquefois des objectifs à long terme, tachant contre vents et marées d'imprimer une politique progressiste. Maryse Menu est de ces fonctionnaires. Jeune sociologue de l'ULB,

elle entre à l'ONEM en 1971 dans le secteur de la Formation Professionnelle où théoriquement l'égalité homme-femme est de règle puisque chômeurs et chômeuses ont également accès à l'ensemble des formations organisées. Cependant en dépit du libéralisme de principe, force lui est de constater l'importance numérique des chômeuses et l'orientation stéréotypée des stagiaires.

Elle entame alors en 1977, il y a donc dix ans, un long parcours d'interventions diverses en faveur des femmes, politique féministe même si elle refuse le terme pour ne pas effrayer...

Ses premières actions positives l'ont amenée à vouloir enfoncer un coin dans le front des professions dites «masculines». En 1977, par exemple, elle ferme durant six mois l'accès des Centres d'orientations (secteur secondaire) aux hommes pour n'y recevoir que des femmes. Il fallait, dit-elle, créer l'occasion pour des demandeuses d'emploi de se coltiner à la menuiserie, la plomberie, la maçonnerie, entre elles, sans la présence d'hommes et avec l'obligation de passer d'un apprentissage à l'autre afin d'être sensibilisées aux différents métiers, d'élargir les horizons, de découvrir les propres capacités, de changer les mentalités des femmes d'abord, des formateurs et des fonctionnaires ensuite. Le succès fut énorme. Environ 40 % des stagiaires

res décidèrent de poursuivre une formation dans un de ces métiers y compris dans les secteurs les plus fermés. Elles avaient découvert ces métiers et ils leur plaisaient.

Formation acquise, restait encore à passer le cap de l'accès au marché du travail! Trouver un emploi ne fut pas chose aisée. Le garder à long terme encore moins. Les patrons sollicités rétorquaient des arguments de type réglementaire: absence de vestiaires ou de toilettes séparées pour éviter le fond du problème. La tradition et les mentalités pesaient de tout leur poids dans un sens conservateur.

Cette expérience, même si elle échouait in fine sur le problème du placement -qui ne dépend d'ailleurs pas de la même direction générale- avait eu le mérite de briser pour certains dans le milieu des Centres d'orientation Professionnelle le stéréotype quant aux capacités et aux intérêts «naturels» des femmes de même que de mettre le doigt sur les lieux de la discrimination.

Depuis, un plus grand souci de diversification des choix à proposer aux femmes est né ici et là. Et des femmes ont toujours été présentes dans ces types de formations jusqu'il y a peu. Dans l'ensemble, jusqu'en 1983, une vingtaine d'actions positives ont été menées dans les entreprises. Citons-en une

autre: une session de sensibilisation réservée aux femmes préalablement à une formation de conducteur de machines-outils à la Sabena.

Mais poursuivre plus longtemps dans cette direction, alors que la crise durcit encore la résistance, conduirait à engager les femmes dans des voies sans issue où elles ne connaîtraient encore que démobilité.

Maryse Menu change de cible. Elle vise l'informatique pensant qu'il s'agit d'un champ neuf et vierge, sur lequel le poids des connotations ne devrait pas encore peser, où tout reste possible.

Si globalement les statistiques lui indiquent qu'un pourcentage assez équivalent d'hommes et de femmes suivent des formations dans ce domaine, l'analyse lui fait apparaître qu'une différence significative surgit quant aux niveaux de complexité ou de spécialisation des formations suivies de même que dans les niveaux de qualifications préalablement acquis par les stagiaires. Les femmes même lorsqu'elles possèdent les prérequis suffisants hésitent à se former au top niveau ayant déjà une représentation masculine du métier: horaire de travail inconciliable avec une vie familiale, technicité des études donc rebutantes.

Maryse Menu organise une formation à la fonction de gestionnaire d'applications informatisées applicables aux PME et décide d'y recevoir obligatoirement une proportion égale d'hommes et de femmes. Pour réunir ses 24 candidates, elle développe un gros effort de sensibilisation individualisée auprès des demandeuses d'emploi afin de les convaincre, les rassurer, les encourager. Résultat de l'opération: 90 % des stagiaires trouvent du travail au sortir de cette formation. C'est un réel succès.

Mais les actions positives restent des événements sensationnels, ponctuels et fonction d'initiative individuelle. Le bât blesse tant qu'il ne sera pas mis en place une structure porteuse officielle et permanente, c'est la leçon qui nous vient d'expériences menées à l'étranger et plus précisément dans certains Etats membres de la Communauté européenne.

Au Danemark, par exemple, 16 consultants en matière d'égalité



té travaillent depuis 1981 à l'Agence danoise pour l'emploi, d'autres dans les instances créées en faveur de l'égalité et de la condition féminine dans les deux Etats fédérés, dans un nombre toujours croissant de communes, au Ministère Fédéral de la Jeunesse, de la Famille et de la Santé. Tous ces organes sont permanents et agissent en concertation avec le responsable politique compétent pour ces matibres.

En France, la Convention Roudy-Chevenement a désigné un délégué à l'égalité dans chaque Académie chargée, à temps plein, d'élaborer, d'animer et de suivre l'ensemble de la politique d'égalité des chances et de diversification de l'orientation.

Des «correspondants régionaux en égalité professionnelle des femmes et des hommes ont été placés dans chaque Direction Régionale du Travail et de l'Emploi et travaillent en liaison avec le Ministère du Travail et le Délégué Régional aux Droits de la Femme. Au Danemark, en Allemagne, en France, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en Italie, des Conseillers en égalité travaillent au sein d'organismes nationaux ou régionaux, au sein des entreprises, au sein des syndicats.

En 1985, le CEDEFOP organisa une session d'évaluation sur «le Conseil en égalité» et son utilité à travers les pays membres, suite à quoi Maryse Menu proposa à l'ONEM de créer officiellement la fonction de «Délégué en Egalité» et un réseau de correspondants. En juillet 1986, le vote eut lieu et elle se vit désignée responsable de la tâche.

Je dis bien de la tâche car il ne s'agit pas de l'ouverture d'un poste nouveau au cadre. A sa demande, d'ailleurs, elle assumera cette nouvelle fonction en plus de la précédente. Elle pense qu'il y va de sa crédibilité. Affectée à un poste autonome, elle serait marginalisée, écartée des débats et des décisions. Elle serait out et alibi, permettant aux autres en toute bonne conscience d'ignorer la variable «sexe», me dit-elle.

Une fois de plus l'identification à l'objet rendrait, c'est bien connu, la personne suspecte d'inobjectivité. C'est ainsi pour les femmes occupées dans les médias, les historiennes, etc. Une fois de plus aussi, prendre en compte la catégorie sexuelle des matibres nous oblige à cumuler.

Bref, voilà officialisée une mission et c'est très bien ainsi. Encore qu'on pourrait se demander pourquoi la Communauté Française a pris tant de retard par rapport à ses voisins sur ce point.

Depuis sa «nomination», qu'a déjà fait notre nouvelle Déléguée en égalité? Elle s'est efforcée de susciter au sein des différents Services sub-régionaux la candidature de personnes motivées pour s'investir, elles aussi, en surplus de leur occupation habituelle sur ce projet et constituer le réseau.

Le profil de la fonction défini par le CEDEFOP m'a intéressée à certains égards. Voyez plutôt:

- Avoir une expérience professionnelle suffisante,
- Se situer à un rang hiérarchique significatif et posséder une compétence reconnue pour occuper une situation stratégique valable,
- Avoir une bonne capacité de travail,
- Etre réaliste, tenace, objectif, «ne pas avoir d'activité militante affirmée» (sic).

Qu'entend-on par affirmée?

En décembre dernier, quatre hommes et dix femmes étaient désignés. L'ensemble des Services sub-régionaux sont couverts.

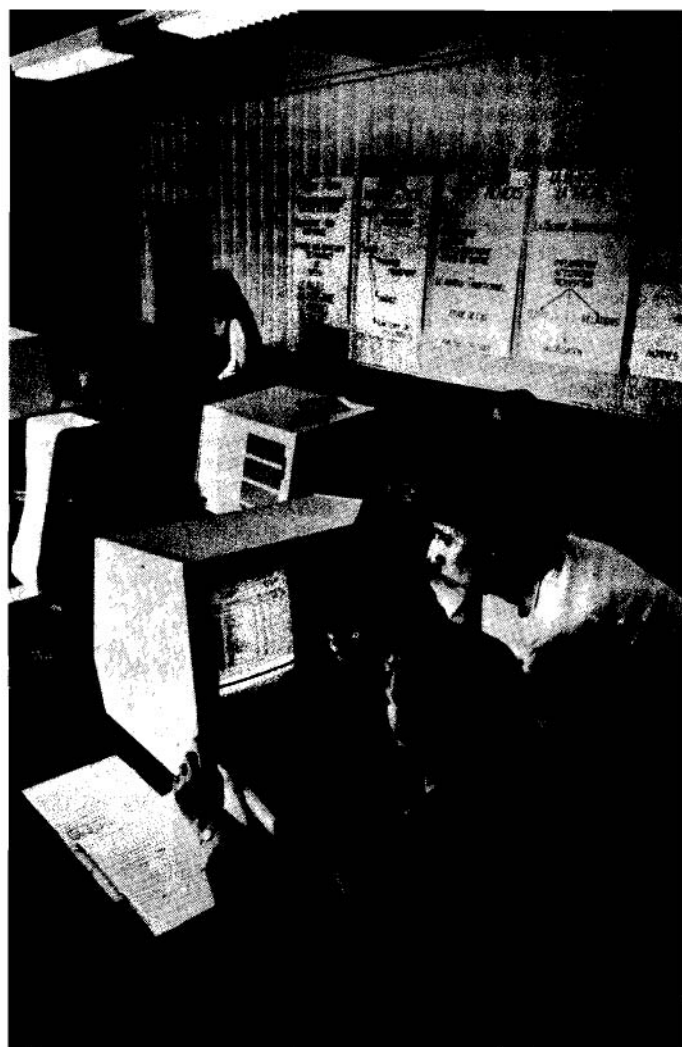
Ensuite, il convenait de les réunir, voir ensemble ce qui pouvait être envisagé globalement et/ou localement, établir un programme, définir des axes prioritaires.

Le travail se déroulera à plusieurs simultanément:

- pallier une carence documentaire et statistique. L'ONEM devrait disposer au niveau de la Communauté d'un matériel statistique tant quantitatif que qualitatif permettant de cibler les déséquilibres éventuels de l'accès des femmes aux formations et d'y remédier;

• proposer des actions positives en matière de sensibilisation, orientation et formation à caractère novateur notamment dans les nouvelles technologies en vue d'éviter une ségrégation accrue de l'emploi féminin. Viser en particulier les postes promotionnels afin de permettre aux femmes de répondre à ce nouvel enjeu;

• soutenir ces actions de formation par des campagnes d'infor-



mation de manière à conscientiser le plus large public possible de la nécessité d'ouvrir et d'élargir les orientations professionnelles des femmes;

• imaginer des réponses spécifiques à des situations particulières rencontrées par certaines catégories de femmes (ex. menace de perte d'emploi);

• former des formateurs à la problématique et la pédagogie de l'Egalité des chances;

• poursuivre la collaboration avec le CEDEFOP et notamment pour l'instant réaliser au sein de la Communauté française une enquête au sujet des femmes qui gèrent ou créent des entreprises.

Un crédit spécifique de 400.000 francs a été dégagé pour les publications. Les autres types d'actions seront supportées par le budget ordinaire.

En conclusion, j'applaudis des deux mains notre Déléguée en égalité et son réseau de correspondants. J'espère que l'ardeur de leur motivation compensera leur manque de disponibilité - lequel risque toujours de compromettre leur action - et parviendra à réaliser un boulot efficace.

Rendez-vous fin d'année pour une première évaluation...

Martine LAHAYE ■

Nouvelles procréations 1986

Mise à Jour 1986

Ni les médias ni les institutions n'ont fait relâche sur les nouvelles techniques de procréation et les problèmes qu'elles soulèvent au cours de l'année 1986.

Ces problèmes, nous les avons nous-mêmes abordés à différentes reprises dans Chronique. D'abord dans un dossier spécial (Nouvelles Maternités) (n° 16, décembre/janvier 85/86) qui reprenait à peu près l'ensemble de toutes les questions et présentait une importante bibliographie. Puis nous vous annoncions la création en Belgique d'un groupe spécialisé dans l'étude et la recherche sur ces questions au sein du Comité de Liaison des Femmes, le [Groupe d'Etudes NTR] (n° 17, mars/avril 86). Enfin nous vous avons rendu compte (n° 18, juin/juillet 86) des auditions publiques tenues par la Commission Juridique du Parlement Européen en novembre 1985 et en mars 1986 ainsi que de [L'Audition publique des Femmes, organisée en mars 86 également par le Groupe GRAEL, Arc en Ciel (Ecologiste) du Parlement Européen en collaboration avec le FINNRA-GE (Réseau Féministe International de Résistance aux Technologies de la Reproduction et de la Génétique)].

Notre propos dans ce numéro sera de faire le point sur les développements récents.

BELGIQUE

Rappelons que la Belgique est considérée comme un pays tout à fait en pointe dans le domaine des nouvelles procréations, à la fois par le nombre des centres qui les pratiquent et par la maîtrise des techniques les plus nouvelles, comme la congélation des embryons. Il ne faut cependant pas croire que tous les Centres sont au même niveau.

Le débat d'idées est très présent lui aussi et les médias s'en font écho, mais il n'avait jamais atteint jusqu'ici l'ampleur d'un débat national. Cette lacune va être bientôt comblée, Mme Wivina Demeester, Secrétaire d'Etat à la Santé Publique et à la Politique des Handicapés, ayant pris l'initiative d'organiser un Colloque scientifique «bio-éthique» dans les années «90» qui se tiendra les 21 et 22 mai prochains à Anvers.

Six groupes de travail, composés d'experts choisis par tou-

tes les Universités du pays, ou spécialistes reconnus, ont travaillé sur six thèmes différents. Ils ont remis des rapports intermédiaires qui ont été rendus publics le 10 février afin que aies associations et/ou individus aient l'occasion de formuler leur propre vision». Les groupes de travail devraient intégrer ces réactions dans leur rapport final, mais le Colloque lui-même aura lieu en session fermée!

Naturellement, aucun groupe de femmes n'a été considéré comme susceptible de fournir des «experts» en matière de procréation. Les théologiens et les Psy démèleront leurs problèmes & leur place.

Ce monde scientifique -y compris les théologiens et les Psy- n'est d'ailleurs pas chargé de formuler des recommandations au Gouvernement ou à la classe politique. Il lui est seulement demandé, a précisé Mme W. Demeester, «une discussion ouverte qui permette de mieux connaître les problèmes et même de prévoir ceux auxquels nous serons confrontés dans un bref délai. C'est après avoir entendu les scientifiques qu'on pourra savoir ou il faut établir des normes, des règles et des limites».

Dans le domaine de l'information, signalons encore que:

- Le CEDIF (Centre de Documentation et d'Information de la Fédération Belge pour le Planning Familial et l'Educational Sexuelle, rue du Trône 51, 1050 Bruxelles) a produit un film-vidéo de quarante minutes sur «La Fécondation Artificielle» que l'on peut louer. C'est un film didactique qui donne des explications techniques mais aussi un reportage auprès de couples qui ont recours à ces méthodes.

- VIE FEMININE a édité un dossier de 53 pages, «Des Bébés Autrement». Destiné à être commenté en groupe, ce manuel expose les techniques et propose des pistes de réflexion et des jeux sur la procréation!

Signalons aussi, à côté des nombreuses conférences ou Journées d'études tenues généralement dans les enceintes universitaires que le [Groupe Femmes] du Mouvement Ecolo a organisé le 7 février 1987 un après-midi de réflexion fort intéressant ou, sur le thème «Bébés Bprouvettes, un bien ou un mal?», plusieurs exposés ont eu lieu suivis de débat.

AVANCEES TECHNIQUES

Embryons congelés

La France et la Belgique ont obtenu leurs premières naissances à partir d'embryons congelés en 1986. Il y en aurait une vingtaine dans le monde.

Ovules congelés

Les Australiens ont obtenu la première naissance au monde (des jumeaux) à partir d'ovules conservés par congélation. Etant donné la fragilité particulière de l'ovule, les scientifiques émettent beaucoup de réserves et craignent des cassures chromosomiques. L'équipe australienne rétorque que s'il y a altération de l'ovule la fécondation ne pourra avoir lieu. D'autre part, en congelant les ovules, on évite de fabriquer des embryons surnuméraires et on échappe à toutes les questions éthiques relatives à ces embryons.

Prélèvement des ovules

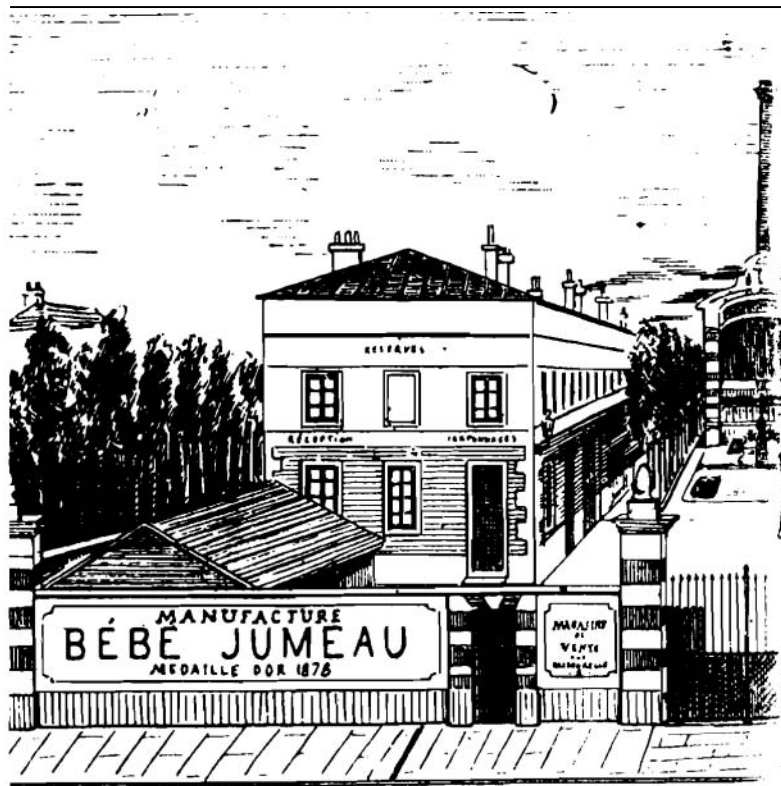
La technique de base nécessitait une anesthésie générale pour introduire à travers la pa-

roi abdominale, après incisions, les instruments qui permettaient le prélèvement et le contrôle visuel de l'opération.

Cette technique est maintenant dépassée et on pénètre maintenant par les voies naturelles sous échographie (ultrasons), soit en perforant la vessie, soit même, dernier développement, en ne la perforant plus. Ces méthodes sont beaucoup moins traumatisantes pour la femme car elles s'opèrent sous anesthésie locale seulement. Il n'est plus nécessaire et de plus le coût est nettement inférieur.

Le GIFT

Consiste à effectuer des FIV non plus «in vitro» mais «in vivo» directement dans la trompe de la femme quand il y en a au moins une en bon état. Les ovules sont prélevés comme pour une FIV et réinjectés directement dans la trompe avec les spermatozoïdes. S'il y a des ovules supplémentaires, on peut les féconder en Bprouvettes et congeler les embryons pour procéder à une implantation ultérieure. Le taux de réussite est nettement meilleur que celui de la FIV.



La FIP

Fécondation intra-péritonéale: mise au point par une **équipe** française, consiste à injecter les ovules et les spermatozoïdes dans le **péritoine** de la femme au niveau d'une **région** anatomique **appelée** «cul-de-sac de Douglas». Ce cul-de-sac donnerait du tonus aux **spermatozoïdes** **défaillants**! Il faut ensuite **recupérer** les embryons pour les replacer dans l'**utérus**, sans en oublier aucun qui risquerait de **développer** une grossesse **extra-utérine** avec tous les risques que cela comporte. Quelle folie pour rendre du sperme **opérationnel**!

Fécondation chirurgicale

A l'étude en Virginie, consisterait à faire **pénétrer** un spermatozoïde chirurgicalement dans un ovule. L'**équipe** espère passer bientôt de l'**expérimentation** animale où cela marche aux couples humains. Une façon de reculer à l'extrême les limites de la **stérilité** masculine puisqu'il suffirait de trouver un nombre infime de spermatozoïdes en bon **état**!

MERES PORTEUSES

Deux mères porteuses refusent de donner l'enfant

Du moins les **médias** se sont fait l'écho de deux cas.

L'un en France, où la mbre porteuse (et **génétique**) a non seulement gardé l'enfant mais aussi les 23.000 FF qu'elle avait **déjà** reçus. La **mère** et le couple stérile ont longuement expliqué leur point de vue (Elle, février 1986). Il ne peut y avoir de **procès** puisque c'est le droit absolu de la mbre de garder son enfant.

L'autre aux Etats-Unis, «l'affaire Whitehead», où le cas est **porté** devant un tribunal. C'est la première fois que cela arrive après plus de cinq cents naissances par mbres porteuses et cinq cas connus de conflit. Un premier jugement, provisoire, a attribué la garde de l'enfant au pbre **génétique** (qui est bien le mari de la femme **stérile**), avec droit de visite pour la mbre. Mais la **procédure** continue et risque de monter **jusqu'à** la Cour Suprême.

Première mère uniquement porteuse

Une femme **avait** des ovaires fonctionnels mais plus d'**utérus**. Une autre femme a **accepté** de porter à sa place l'embryon conçu en Bprouvette par l'ovule de la première femme et les spermatozoïdes de son mari. Avant même l'accouchement, à la demande des parents **génétiques** et avec l'accord de la **mère** porteuse, un jugement (rendu par une femme) a **déclaré** que la «**vraie mère**» était la **mère** génétique tandis que la femme qui donnerait naissance **n'était** qu'un «**incubateur vivant**». La femme-juge a toutefois **ordonné** que des tests **génétiques** établissent à la naissance la véritable filiation. Quel conflit de filiations en **perspective** quand les deux mbres ne seront pas d'accord! Il y a bien une **maternité éclatée**.

Association de mbres porteuses

Une association française «**Les Cigognes**» dont l'objet est de **protéger** les **intérêts** moraux et **matériels** des mbres porteuses, s'est vu interdire son inscription au registre des associations.

Le **Préfet** du Bas-Rhin s'y est opposé et le Tribunal administratif de Strasbourg a confirmé l'opposition en se fondant sur l'**Art. 353.1** du Code **Pénal** qui tend à **réprimer** l'incitation à abandon d'enfant et sur l'**Art. 1128** du Code Civil qui **prévoit** que seules les choses qui sont dans le «**commerce**» peuvent être l'objet de conventions.

Les animatrices des «**Cigognes**» soutiennent qu'elles n'ont pas l'intention d'agir en intermédiaire entre couples **stériles** et mbres porteuses mais seulement de **défendre** ces derniers. Pour elles, il ne serait de toute façon pas question d'un contrat de «**cession** d'enfanta mais d'un contrat «**d'assistance**» à un couple dans un but **thérapeutique** pour lequel une **indemnité** est prévue en tant que **dédommagement** des contraintes de la grossesse. Enfin, elles invoquent le droit constitutionnel à la **liberté** d'association.

Mères porteuses en Chine

Ce serait une tradition **millénaire** en Chine, tout à fait semblable aux exemples que nous donne la **Bible** où, quand un couple est **stérile**, le mari «**con-**

naît» une servante dont l'enfant **est considéré** comme celui de l'**épouse légitime**.

On vient de **découvrir** que la tradition avait subsisté dans la Province du Zhejiang, mais modifiée. Les mbres porteuses seraient volontaires, séjourneraient chez le couple **stérile** avec leur mari **éventuellement** en y jouissant des mêmes **prérogatives** que l'**épouse** et **cèderaient** l'enfant contre de l'**argent**.

Les **autorités** ont vivement **réagi** et parlent de «**phénomène décadent**... qui a **porté** gravement atteinte à la morale socialiste».

GENETIQUE ET EUGENISME

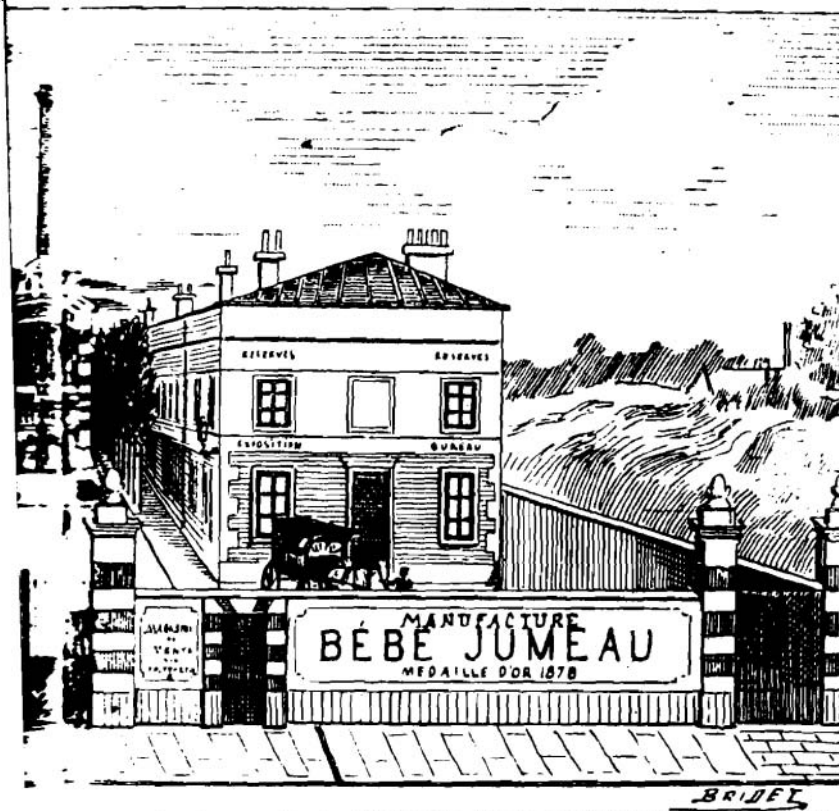
Nouveau-nés handicapés

Les Etats-Unis viennent de modifier leur **rbglement** relatif aux soins à prodiguer aux **nouveau-nés** gravement handicapés.

De nombreux **procès** avaient **été** intentés par des Associations militantes pour le droit de tous à la vie contre des **équipes médicales** qui respectaient la volonté de parents de s'opposer à ce qu'on fasse subir à leur **nouveau-né** gravement handicapé des traitements lourds ou même à ce qu'on entretienne leur **survie** (nutrition, hydratation).

Le cas le plus connu est celui d'une petite fille «**Baby Doe**» qui a fait jurisprudence. Dans un premier temps, les militants avaient obtenu que le Ministre de la Santé fasse afficher dans tous les hôpitaux **fédéraux** une affiche en gros caractère qui indiquait qu'il **était** interdit dans cet hôpital de s'abstenir de soins aux **nouveau-nés** handicapés et que tous ceux qui auraient connaissance d'une infraction à cette **règle** pouvaient utiliser une ligne rouge (gratuite) «**Infant Doe hot line**» pour le signaler à une **équipe spéciale** «**Baby Doe Squad**» qui interviendrait aussitôt. Cette ligne rouge a **été** **submergée** d'appels plus ou moins justifiés et finalement des juges ont **déclaré** que le «**règlement Baby Doe**» était **illégal** et arbitraire et qu'il constituait une «**intrusion** sans **précédent** du Gouvernement **Fédéral**» dans la vie **privée** des citoyens.

Le nouveau **rbglement** **édicte** donc:



- que les **médecins** ont l'obligation d'apporter un **nouveau-né** les «traitements appropriés» qui «selon le jugement raisonnable des praticiens, promettent d'être les meilleurs pour l'enfant, mais que cette règle ne s'applique pas

- si l'enfant est **irréversiblement** plonge dans le coma;
- si le traitement n'aboutirait qu'à prolonger une agonie;
- si l'intervention serait «virtuellement futile» et que dans ce cas le traitement deviendrait «inhumain».

Il reste donc aux parents et aux **médecins** une marge d'évaluation personnelle, mais comme **précédemment** les cas d'abstention **thérapeutique** peuvent et doivent être **signalés**.

En France et en Grande-Bretagne des associations militent pour obtenir des **règlements** de même inspiration.

En Israël

La Cour Suprême a statue que **désormais** les parents d'un handicapé ou le handicapé lui-même pourront exiger des dommages et intérêts en se retournant contre le **médecin** ou le conseiller **génétique** qui auront donné des conseils **prénataux** **erronés** en ne signalant pas les risques de maladies **héréditaires** ou le handicap lui-même. C'est un encouragement **évident** à l'eugénisme et les milieux religieux **désapprouvent** formellement cette **décision** car le judaïsme considère la vie comme un bien **suprême**.

En Sardaigne et A Chypre

Ces deux îles sont lourdement **frappées** par une grave maladie du sang d'origine **génétique**, la **thalassémie**. Les enfants qui en sont atteints meurent avant l'**âge** de quinze ans et les soins qu'ils **réclament** sont très coûteux. Ils pourraient **être guéris** à la naissance par des greffes de moelle osseuse mais, outre qu'il est très difficile de trouver des donneurs compatibles (il s'agit le plus souvent d'un **frère** ou d'une sœur mais rarement des parents), chaque greffe coûte **très** cher.

Aussi, bien que la population soit **profondément chrétienne**, les **autorités** sanitaires ont fait le choix d'une politique de diagnostic **prénatal** et d'avortement des fœtus atteints, qui rencontre une large **adhésion**.

Mauvais traitement A fœtus

En Californie, une jeune femme est **inculpée** pour avoir provoqué le **décès** de son **bébé**, né avec un cerveau mort. En refusant de rester **alitée** pendant sa grossesse et en absorbant des **amphétamines**, elle est **accusée** d'avoir **délibérément désobéi** aux instructions des **médecins** et d'avoir mis la vie de son enfant en danger.

Elle n'est pas poursuivie pour mort d'homme mais pour mauvais traitement & enfant. Elle risque un an de prison et une forte amende.

Des **groupes** de **féministes américaines** s'ingurgent contre ces poursuites qui mettent la

Deux autres enfants **opérés** de la même façon sont morts peu après la naissance.

Pourra-t-on obliger la mère, qui court de gros risques pour elle-même, & subir l'intervention? Seroit-elle poursuivie pour mauvais traitement à enfant si elle ne le fait pas?

Bébé du coma

Toujours en Californie, des **médecins** ont accouché par **césarienne** une femme **cliniquement** morte depuis deux mois à la suite d'une tumeur **cérébrale**. Les parents de la mère ont protesté contre le maintien en vie de la jeune femme mais le **père** a obtenu gain de cause en justice et la petite fille est **née** en

Cette conclusion **soulève** l'**émoi** des responsables de la **santé** en Australie ou elle heurte l'**éthique médicale** et la **sensibilité**, mais le souci de diminuer les **dépenses** de **santé** ne peut pas être totalement **évacué**. La Grande-Bretagne, encore plus **réticente** que l'**Australie**, s'engagerait pourtant dans la même voie.

CHOIX DU SEXE

En recherche animale, pour la première fois au monde, une Bquipe française a mis au point un test **génétique** pour **déterminer** le sexe des embryons bovins. Cela peut avoir des **conséquences énormes** sur le **marché** si l'on peut choisir d'acheter sous forme d'embryon **congelé** soit une vache **laitière**, soit un taureau. Mais il est clair que la **méthode** mise au point pour les bovins pourra très bientôt être **appliquée** à l'**espèce humaine**.

Une **équipe américaine** de la Nouvelle Orléans a annoncé la naissance d'un garçon obtenu par FIV après **sélection** des spermatozoïdes chargés de chromosomes Y. Plusieurs Bquipes aux Etats-Unis et au Japon se targuent d'en faire autant.

D'autres Bquipes restent pourtant **très sceptiques** sur les **résultats** de ces **méthodes** de **sélection** du sperme et trouvent dramatique de **créer** des **illusions** chez les femmes qui risquent de transmettre des **maladies génétiques liées** au sexe (**hémophilie**, myopathie qui ne frappent que les garçons).

Un sondage **réalisé** en France en septembre **1986** a montré que **65 %** des personnes **interrogées** s'opposent au choix du sexe d'un enfant pour des raisons de convenance personnelle. Toutefois **50 %** des agriculteurs trouvent que ce serait une bonne chose.

En France **jusqu'à présent** on refuse de **procéder** à un diagnostic du sexe d'un fœtus si le seul motif doit en **être** un avortement de convenance personnelle (et non de maladie **liée** au sexe).

Mais en Inde, des centres de **détermination** du sexe, ont fleuri dans tout le pays pour permettre aux couples d'**éliminer** les filles. En **1985**, à Bombay seulement, on aurait recensé quarante mille avortements de fœtus **féminins**. Les promoteurs des centres **prétendent**

femme à la merci des prescriptions **médicales** sans aucun respect pour leurs **libertés** individuelles. En donnant des droits au fœtus, disent-elles, on passe à travers le corps de la femme. C'est une nouvelle mainmise des hommes sur son corps qui est en jeu.

Chirurgie anténatale

En Californie aussi, un fœtus de vingt-trois semaines, a **été opéré** d'un blocage des voies urinaires. Il a **été** extrait pendant trois minutes de l'**utérus** de sa mère tout en restant attaché au placenta et au cordon ombilical. Depuis un an il vit (mais le fonctionnement de ses reins est loin d'**être** normal) alors que sans l'**opération** il serait mort in utero de façon certaine.

bonne **santé** à trente-deux semaines de gestation.

L'X fragile

Affection hier encore inconnue, elle **représente** aujourd'hui la **deuxième** cause de **débilité** mentale après le mongolisme. Due à une infime malformation de l'un des bras du chromosome X, elle frappe beaucoup plus les garçons (XY) que les filles (XX).

Une Bquipe australienne demande le **dépistage systématique** de l'**X fragile** chez tous les sujets handicapés mentaux et leur famille dans la perspective tout à fait **eugéniste** d'empêcher la naissance des enfants atteints. Elle fait valoir que le coût social d'un **débilé** mental peut être **évalué** à un million de dollars alors que le **dépistage** d'une jeune femme porteuse coûte **3.750 \$**.

BALLU (E.),

BÉBÉ OLGA,

FAB. DE BÉBÉS

HABILLÉS,

56, r. St-Denis, 76.



BORNOZ (P. Brunet succ.), *fabr. de bébés et d'articles pour poupées, perruques de toutes sortes ; spécialité de RÉPARATIONS, r. du Temple, 64.*

C^{ie} RHÉNANE, *bébés celluloïd, M. Sergent, représ., Faub. St-Martin, 69. — [TÉLÉPH] 435.62.*

DEPIESSE-GRANGE, *bébés nus et habillés, rue Quincampoix, 80.*

lutter contre la **démographie** galopante. Pour qu'une population reste stable, selon la **théorie** du «taux de reproduction net», il faut limiter le nombre des femmes à la proportion une **mère/une** fille. Mais si on laisse **naître** tous les garçons conçus, on peut imaginer le **déséquilibre** qui en **résultera** pour les **générations** à venir! Avec quelles **conséquences** sociales?

En Chine, le **même phénomène** de foeticide **féminin** se **répand**. Quand les couples n'ont droit qu'à un enfant et sont **pénalisés** pour les suivants, ils choisissent pour des raisons culturelles et **économiques** de n'avoir qu'un garçon.

semble qu'il y a beaucoup trop de centres en France et que le coût de ces naissances est beaucoup trop **élevé** pour que la **société** le prenne en charge pour la satisfaction d'un simple **désir** personnel.

Le groupe demande une **réglementation sévère** des centres, afin que soit interdit et sanctionné tout commerce relatif à la reproduction humaine, il demande une participation **financière** des parents et surtout une refonte d'ensemble du droit de la filiation.

Devant les bouleversement qu'**entraînent** ces nouvelles **méthodes**, le Groupe suggère aussi au Gouvernement de **procéder** à une consultation nationale en posant au public plus de cent questions!

• voir bibliographie

ETHIQUE

«Procréations artificielles»

C'est le **titre** du rapport **rédigé** par cinq experts (les cinq sages!), à la demande du Gouvernement Français, sur les **différentes méthodes** de **procréation** artificielle et sur les interrogations **suscitées** par les **expériences** et les manipulations de l'embryon. Il s'agit d'une synthèse des **différentes** opinions sur ces questions, opinions des **spécialistes** mais aussi du grand public par le biais de sondages.

Les experts ont **étudié** aussi les faits et les chiffres. Il leur

Conseil de l'Europe

L'**Assemblée** Parlementaire du Conseil de l'Europe (18 pays) a **adopté** un certain nombre de **règles** concernant l'**utilisation** des embryons **humains** qui, sans s'imposer aux Etats car ce ne sont que des recommandations, constituent des mises en garde contre les **dévoilements** possibles des manipulations **génétiques**.

Les **députés** invitent à interdire pour les **êtres** humains:

- les clonages
- la **création** de jumeaux identiques (**scission** d'embryon)
- l'implantation d'un embryon dans l'**utérus** d'une autre **espèce**
- la **création** de chimères (fusion de deux espèces)
- l'**ectogénèse** (gestation hors de l'**utérus** d'une femme)
- le choix du sexe par manipulation **génétique**
- la recherche et l'**expérimentation** sur des embryons
- le maintien en vie des embryons **in vitro** au-delà du 14^e jour.

Ils posent aussi des **règles** très strictes pour l'utilisation des tissus d'embryons ou de fœtus morts, qui ne serait **justifiée** qu'**exceptionnellement** pour le traitement de maladies rares, avec le consentement des parents et sans donner lieu à rémunération.

Comité National Consultatif d'Ethique

Créé en France en 1983, composé de 36 membres **censés** représenter tous les secteurs de la recherche biologique et **médicale** ainsi que l'**ensemble** des familles de pensée, il a rendu plusieurs dizaines d'**avis** sur des sujets ponctuels et, en 1986, deux avis de portée générale, relatif aux **expérimentations** sur les malades en état **végétatif** chronique et aux **recherches** sur l'**embryon** humain **In vitro**.

Ce dernier avis **était** impatientement attendu. Il aborde la plupart des questions que **soulèvent** la FIV, la **congélation** et le don d'embryons humains.

Le **Comité** préconise «d'éviter l'inflation d'une technique **aléatoire**, lourde et coûteuse, qui n'est pas sans risques physiques, et surtout psychiques, pour les **couples**». La FIV doit rester dans le **domaine thérapeutique** et être **réservée** à des couples **hétérosexuels** stables souffrant de **stérilité** ou d'**hypofertilité**.

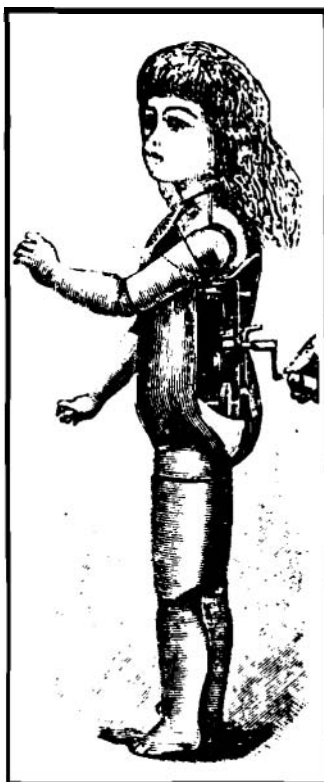
Les embryons **surnuméraires** pourraient être **congelés** en vue d'une implantation **ultérieure** dans la **mère**, mais seulement dans des centres **agréés** et seulement pour douze mois maximum pour **éviter** de **créer** des stocks d'embryons ou les parents puiseraient au gré de leur **désir**.

Pour le don d'embryon, le **Comité** désire qu'il ne soit pas **autorisé** avant que des **règles** juridiques, notamment en matière de filiation, aient été **posées**. Il souligne l'urgence d'une intervention **législatrice** pour **éviter** un véritable marché noir des embryons.

Quant aux recherches sur les embryons, elles doivent être **strictement réglementées** et **encadrées** et ne concerner que des embryons de sept jours au plus, car le **Comité** renouvelle sa conception de «l'embryon **personne humaine potentielle**». La création d'embryons **dédiés** à la recherche devrait être interdite.

Enfin et surtout, le **Comité** demande un moratoire de trois ans concernant les recherches de diagnostic **génétique** et les manipulations sur embryons





qui «font apparaître le risque de voir se développer des pratiques de caractère eugénique... La tentation d'un choix de l'enfant à naître en fonction de ses qualités peut apparaître contraire à la dignité de la personne humaine....

Le Comité donne encore toute une liste de recherches qui devraient être interdites et qui recoupent en grande partie les recommandations du Conseil de l'Europe (chimbres, ectogénèse, grossesse masculine,...). Il estime aussi que la congélation des ovocytes (réalisée en Australie) comporte encore tellement d'inconnues qu'il vaut mieux s'en abstenir.

LE STOP DE JACQUESTESTART

Jacques Testart, biologiste français, l'un des meilleurs spécialistes mondiaux de la FIV, s'est déclaré publiquement inquiet de l'évolution des recherches en procréation humaine et propose un moratoire international (arrêt des recherches). «Mon dernier exploit, dit-il, aura été la congélation d'embryons humains. Je n'irai pas plus loin, je ne tenterai pas d'autres «premières».

J. Testart sait que «sa position est ultra-minoritaire dans le monde scientifique» mais il revendique une «logique de la non-découverte, une éthique de la non-recherche», car «c'est bien en amont de la découverte qu'il faut opérer les choix éthiques». Il ne veut pas participer à un changement radical de la personne humaine. Il demande une pause pour réfléchir aux graves conséquences sur l'homme que pourraient avoir les découvertes incessantes dans le domaine des manipulations génétiques.

A peu près au même moment, le physicien Peter Hagelstein annonçait qu'il abandonnait ses recherches liées à la «guerre des étoiles».

Ce n'est pas la première fois que des savants s'interrogent sur la finalité de leur travail, mais ce n'est ni courant ni très apprécié par la communauté scientifique qui a tendance à penser que la morale est une notion essentiellement variable dans le temps et dans l'espace. Tout le monde pense à Galilée, mais plus proche de nous J. Bernard, Président du Comité National d'Éthique, rappelle qu'en 1930 l'introduction d'un cathéter dans le cœur humain avait été prohibée par les milieux médicaux pour cause d'immoralité.

Toutefois il est déjà arrivé que la communauté scientifique donne son accord à un moratoire: en 1975, à Asilomar, un arrêt des recherches en manipulations génétiques a été décidé afin d'éviter que des bactéries ne s'échappent de façon incontrôlée des laboratoires. Après quelques mois, des règles très strictes de confinement physique et biologique des laboratoires ont été édictées et les recherches ont repris.

On pourrait continuer indéfiniment, citer nombre de prises de position, de réflexions sur la maternité, la famille, les nouveaux pères. Quand vous lirez ces lignes, le Pape aura défini la position officielle de l'Eglise Catholique sur les nouvelles procréations. Mais il faut bien s'arrêter quelque part si l'on veut que Chronique paraisse et prendre rendez-vous pour le prochain numéro.

G. SIMON

BIBLIOGRAPHIE (suite du n° 16)

A l'époque je recommandais et recommande toujours *LES ENFANTS DE LA SCIENCE*. Robert Clarke, Stock, 1984, 275 p. comme le plus clair et le plus complet pour aborder l'ensemble des problèmes.

Aujourd'hui je recommanderai *LES SORCIERS DE LA VIE*, Marie-Ange d'Adler et Marcel Teulade, Gallimard, 1986, 296 p. tout à fait différent, qui montre par le vécu ce que représentent dans la réalité pour les gens ces nouvelles techniques (ZAD, FIV, mères porteuses ~ diagnostics prénataux,...). Les enquêtes et reportages du livre ont fait l'objet d'une série de quatre émissions télévisées programmées en novembre 1985. Marie-Ange d'Adler a repris également les mêmes thèmes dans un dossier de *L'EVENEMENT DU JEUDI*, n° 103, 6-12 novembre 1985, 13 p.

MATERNITE EN MOUVEMENT, les femmes, la (re)production et les hommes de science, ouvrage collectif sous la direction d'Anne-Marie de Vilaine. L. Gavarini et M. Le Coadez, PUG-éd. St-Martin, 1986. 244 p.

LES PROCREATIONS ARTIFICIELLES, Rapport préliminaire, M.O. Alnot, C. Labruse-Riou. J. Mandelbaum-Bleibtren, Y. Peyrol, J.P. Rosenczweig, Documentation Française, 1986.

FECONDEMENT ET EMBRYOLOGIE HUMAINES, Rapport de la Commission d'Enquête présidée par Dame Mary Warnock, Documentation Française, 1985, 158 p.

ENGENDRES PAR LA SCIENCE, Enjeux éthiques des manipulations de la procréation, Edouard Bond et J. François Malherbe, Ed. du Cerf, 1985, 187 p.

MATRICE DE LA VIE, DOMINATION DES HOMMES, Michel Schoovans, Ed. Le Sycomore, 1986, 151 p.

L'IRRÉSISTIBLE DESIR DE NAISSANCE, René Frydman, PUF, 1986, 235 p.

L'OEUF TRANSPARENT, Jacques Testart, Ed. Flammarion, 1986, 203 p.

BONJOUR L'AUBRE, Chemins de la mise au monde, Bernard Fonty, Ed. Joseph Clims, diffusion Denoël, 1986, 230 p.

LE FRUIT DE VOS ENTRAILLES, Raymonde Girard, Ed. Sugar, 1985, 262 p.

LES TRAFIQUANTS DE BEBES A NAITRE, Claude Jacquinet et Jacques Delay, P.M. Favre, 1984, 158 p.

A noter dans «*FEMMES SUISSES*», janvier 87, un dossier «*La procréation nouvelle est arrivée avec un questionnaire d'enquête auprès de femmes*».

En Anglais

REPRODUCTIVE WRONGS, Male Power and the New Reproductive Technologies, coll. Finnet, Ed. Amazon Press, 1984, 36 p.

WOMEN'S STUDIES INTERNATIONAL FORUM. Volume 8, n° 6, 1985, Pergamon Press, Reproductive and Genetic Engineering, 43 p.

Histoire des larmes

Quand les historiens du **XXI^e siècle** se pencheront sur le **notre**, peut-être s'attarderont-ils sur la question **posée** par Norbert **Elias cité** par Anne Vincent-Buffault, dont j'ai lu le beau livre ***L'Histoire des Larmes***. La voici.

«**Au 17^eème** les hommes pouvaient pleurer en public, aujourd'hui la chose est devenue plus difficile et plus rare. Les femmes conservent seules ce droit. Pour combien de temps?..

Pour ma part et dans l'incertitude, je me demande **plutôt** si mes contemporains pleurent encore. Oui sans doute, mais il me semble que nous vivons quand **même** un temps de la rarefaction lacrymale. Par contre, si je refais plongée dans mes souvenirs d'enfance, j'y trouve beaucoup de larmes et de toutes sortes. Dans ma famille on pleurait. Mon **père**, ma **mbre** et d'abondance. Leurs amis aussi. L'émotion s'introduisait volontiers par l'humectation des yeux qui s'accordait avec de grandes embrassades; A la faveur du retour d'un ami cher après un long séjour A l'étranger, d'une réflexion d'enfant. La mienne par exemple, à la fin de la guerre, demandant ce que voulait dire le mot **côtelette**. Mes parents en **pleurèrent** tellement que j'en eus, **dès** le lendemain, une vraie sur mon assiette. J'avais une tante qui pleurait **très** volontiers de rire. Il suffisait de lui raconter une histoire **drôle**, mais à la condition que le **récit** soit **émaillé** de quelques expressions dialectales qu'elle trouvait savoureuses. Alors elle riait, elle riait, les larmes coulaient, coulaient. Et ses bras, croisés sur une poitrine qu'elle avait opulente, se secouaient d'aise. **J'étais** particulièrement orfbvre en cette matibre. Et je savais toujours quel moment exact de mon **réclt** allait **déclencher** les saccades **désirées**. Afin d'**éprouver** la **solidité** de mon pouvoir étrange, il m'arrivait de lui raconter une histoire qu'elle connaissait déjà, elle feignait l'oubli et une fois encore le scénario se **déroulait** sans faille.

Il y avait aussi une voisine, une jeune fille pâle à souhait, qui venait jouer chez moi l'**Appassionata** en fixant d'un œil révolté le petit buste de Beethoven posé sur notre piano. Elle jouait si mal, avec un **rubato** si insupportable, que ses pleurs me paraissaient inadéquats, voire



grotesques. Et je me souviens qu'à côté d'elle je me suis juré de ne jamais verser dans ce ridicule-la. **Poétisation** des souvenirs? Peut-être mais il n'empêche que les pleureurs et les pleureuses de mon enfance sont **plutôt associés** à des événements gais, **allègres** ou même pittoresques. Celui-ci par exemple. Mon grand-père avait une petite plume et un grand jardin. Dans ce jardin un superbe peuplier qui **déméritait** à ses yeux, noyant d'ombre ses salades. Il voulait l'abattre, grand-mère protestait. Passant outre, un jour il **exécuta** son projet. Le lendemain, et je le vois encore, tout en pleurs mais stoïque sous les quolibets, il écrivit un petit **poème** à la gloire de son arbre **défunt**.

Or, **à présent**, je suis assez en peine de relever ces petits traits-la. Je pleure certes moi-même, mais pas aussi souvent que je ne le souhaiterais. Mes enfants aussi, mais surtout de rage. Quant aux adolescents que je côtoie, ils pleurent peu. Et la **rareté** du fait entraîne à l'occasion un trouble collectif. Ainsi il y a quelques **années**, un petit garçon **s'écroulait** en larmes à la moindre remarque, si futile soit-elle. Je vous laisse à penser avec quelle **férocity** il fut **rejeté** de tous. Non pas tant parce qu'il était garçon (le **stéréotype** «tu ne dois pas pleurer parce que tu es un homme» a fait long **feu**, je pense) mais parce qu'il pleurait, si j'ose dire, à tort et à travers, sans observer la voie **hiérarchique** des Amotions. Il en paraissait quelque peu inconvenant. Quand on pleure il faut que ce soit pour de bonnes causes. Bousculer le code ne fait pas **sérieux**.

Et c'est peut-être la grande leçon de l'**Histoire** des larmes. Des peuples «primitifs» aux salons du **18^e** siècle ou aux boudoirs bourgeois du **19^e** siècle, les larmes sont **réglementées**, **obéissent** aux lois de systèmes qui selon les époques, les classes et surtout les sexes, **détiennent** leur **cohérence** interne. Souplesse **surveillée** du **18^e** siècle, grande **rigidité** du **19^e** qui, à mesure que le siècle avance, multiplie l'enserrement par des **chassés-croisés** d'obligations de plus en plus astreignantes qui finissent par ne laisser à l'abandon des larmes, que le petit îlot **féminin** de l'**hystérie**. Héritières de ce siècle, nous avons donc appris à mettre la barre de nos larmes **très haut**, trop haut; même les femmes, encore et toujours suspectes, d'abord à leurs

propres yeux, de comportements pathologiques, **désertent** le petit enclos **emmuré** qu'on leur avait chichement **concedé**. **Durété** des temps oblige: pleurer **à présent** est signe de faiblesse. Ce n'est permis qu'à la TV, mais la **médiatisation** des larmes ne va pas sans les **déprécier**. Ne voit-on pas en moins de cinq minutes Mac Enroe pleurant sur sa **défaite** et une Palestinienne **effondrée** sur le corps de son enfant?

Et puis, pour pleurer bien, ne faut-il pas du temps, se mettre à l'**écoute** de la **montée** de l'**émotion** qui se gonfle, se gonfle en une grosse bulle qui à l'**acmé** se **délivre** d'elle-même? Et c'est peut-être un reproche, bien que mineur, que j'adresserais à Anne Vincent, celui de n'avoir pas assez souligné la relation entre cette **épidémie** larmoyante du **18^e** et l'**oisiveté** d'une aristocratie qui peut se permettre toutes les **délicatesses** de l'attention à soi.

Et puisque j'en suis au registre des reproches, un autre plus grave peut-être, c'est de ne faire que quelques allusions aux pleurs populaires pourtant bien **réels** si j'en crois les beaux travaux d'**Arlette Farge**.

En **dépit** de ces critiques, on ne peut que prendre plaisir à la lecture des **méandres** que se **ménagent** les larmes au cours des deux **siècles** qui nous **précèdent**. Regardons-y de plus près. Savez-vous que **déjà** au **17^e** on pleurait beaucoup et que Racine s'en **réjouit**. Les femmes se munissent au **théâtre** d'une grande profusion de mouchoirs, les hommes sont un peu plus **réticents**. C'est la première **moitié** du **18^e** qui voit monter la valeur de la revendication lacrymale, à tel point qu'on juge la **qualité** d'une œuvre à la **quantité** de larmes **versées**.

Et pleurer est un plaisir qui «permet de recevoir agréablement un enseignement moral sans que la raison intervienne». En somme la larme est l'agent propagateur du **prosélytisme** moral si cher aux Lumibres. Alors on pleure ensemble lors de lectures communes. On lit des lettres puisque le genre du roman épistolaire leur fait occuper une fonction centrale. Et le coup de **génie** de ce **roué** de Jean-Jacques, dont la Nouvelle **Héloïse** fut un triomphe, n'est-il pas de s'être **présenté**, dans sa

préface, comme un simple **éditeur** de lettres qui lui étaient parvenues?

D'une pierre il atteint trois cibles au moins. On pleure ensemble à la lecture. A l'**intérieur** du livre, les **héros** pleurent en se lisant et, dans un mouvement d'identification, les lecteurs pleurent en écrivant leurs peines à Rousseau, **réel** inventeur de la rubrique Courrier du Cœur. On lui écrit tant et tant que même une fois disparu, on lui rendra visite pour prolonger ces délices **mouillées** sur sa tombe d'Ermenonville! La fiction rejoignant la **réalité**, le **modèle** atteint les correspondances amoureuses **réelles** et c'est ainsi que **Lucille Duplessis** écrit à **Camille Desmoulins** en prenant bien soin de laisser des traces sur le papier.

Mais qu'on y prenne garde, on ne pleure pas, par **Acril**, n'importe comment et des usages **métaphoriques** **réglementent** **sévèrement** les **sécrétions**. Selon l'**intensité** du sentiment on verse des torrents ou des ruisseaux, on arrose ou on mouille le papier.

En ce siècle de la **montée** du **libéralisme**, on lui emprunte son vocabulaire: «on paie son tribut de larmes, on **achète** avec des larmes». Le pire (à Aviter) c'est de **coûter** des larmes à quelqu'un. Pleurer certes mais pas en vain. En outre on ne pleure pas de la même manière dans n'importe quel lieu. Dans les salons semi-publics? Tant qu'on veut, sur des grands sentiments, sans d'ailleurs que cet exercice ne freine l'ardeur critique. Et c'est ainsi qu'une certaine Mme de Graffigny écrit qu'elle a **versé** des torrents de larmes à la lecture d'une **tragédie** de Voltaire, **Mérope**, œuvre par ailleurs qu'elle trouve passablement mauvaise.

Mais la même dame, se trouvant dans l'**intimité** d'un cercle d'amis qui lui demandent de raconter sa vie, n'y consent qu'avec **réticences**.

Et en famille? La **montée** de l'**intimité** bourgeoise se traduit par de grandes effusions au travers desquelles la figure paternelle se **rèveille** gagnante. Dans les romans, les enfants pleurent sur les revers de fortune du père. Quant à ses larmes, bien à lui, elles sont redoutables.

Julie, toujours dans la Nouvelle **Héloïse**, en sait quelque chose. Ce père **sévère** ne se jette-t-il

pas à ses pieds pour la contraindre à un mariage dont elle ne veut pas? «Oh, mon père! J'avais des armes contre vos menaces, je n'en ai point contre vos **pleurs**!». Et la mère? Plus discrète on la pleure beaucoup, morte. Bien vivante, elle pleure dans la passivité de la compassion indulgente pour les erreurs de ses enfants. Loin d'elle, on la pleure dans des **excess** d'attendrissement que l'on partage **délicatement** avec des âmes de choix. Quant à l'**amitié** qui est le refuge inconditionnel puisqu'on se pardonne tout, on **s'étreint**, on pleure sur l'**épaule**, mais en cas de rupture les larmes font objet de tractations inflexibles. Diderot et Rousseau furent sur ce terrain-là imbattables.

«Mes yeux sont tout secs en vous **écrivant**» (Jean-Jacques) «Oh, Rousseau vous devenez **méchamment**, cruel, injuste, **féroce** et j'en pleure de douleur» (Denis).

Quant aux amoureux et amoureuses ça pleure et, pour une femme, savoir bien **présenter** un visage en larmes, sied à la **beauté**. Dans la **comédie** larmoyante qui fit fureur dans la **deuxième moitié** du **18^e** siècle, le pleur a même une fonction sociale, celle de **réconcilier** les classes. On y convie le pauvre («n'a-t-il pas plus besoin qu'un autre de pleurer et de s'attendrir!~ pour y apprendre à **haïr** le vice et adorer la **vertu**»). Pour la bourgeoisie optimiste, ce consensus est le signe que **la nation s'éclaire** et se perfectionne».

Et de ce fait, la **Révolution** française va porter à son paroxysme ce **délire** lacrymal. Le **théâtre** larmoyant est à **présent** dans la rue ou on s'arrose littéralement. Même Louis XVI, paraissant au balcon, y va de sa petite larme. Mais pas assez. Ce gros lourdaud, à quelques mois du couperet, a comme une retenue qui ne **plaît** guère. Et Restif de la Bretonne note: «Je fus **Bmu**, **touché**. Je crois que l'**infortuné** Louis le fut aussi, je crus voir des larmes dans ses yeux. **Étaient-elles** d'attendrissement?~Dubitatif. **Par** contre, du **côté** des **révolutionnaires** les effusions prennent l'allure d'une **volonté** politique: celle de **créer** l'**unité** au-delà des conflits des classes.

Usage **réconciliateur**, mais aussi usage vengeur qui permet de **dénoncer** les agitateurs dont les «**hôtels** sont cimentés avec

les larmes du peuple... Le tout n'allant pas sans susciter d'incontournables contradictions. Le complot contre-révolutionnaire ne doit-il pas Bchapper à cette compassion généralisée? Oui, répond St-Just qui porte bien son nom: «on cherche à remuer la pitié, on achètera bientôt des larmes comme aux enterrements à Rome. Révolution française des larmes qui en fait un peu trop; et s'approche le moment de la bascule, celui des renversements d'attitudes.

Dans ses outrances, il est vrai trop complaisamment dénoncées ces derniers temps, elle fraye le passage à toutes sortes d'individualistes désenchantés ultérieurs. Et les voici: Chateaubriand, Germaine de Staël, Benjamin, Constant, Stendhal, etc... Non qu'ils soient tous réactionnaires loin s'en faut. Germaine de Staël par exemple ne s'est jamais cachée, aux pires moments, de ses sympathies révolutionnaires, mais enfin, tous à leur manière témoignent de la percée d'une nouvelle conception de soi, du rejet hautain de cette spontanéité révolutionnaire jugée à présent indécrite.

Joseph de Maistre, un vrai réac celui-là, introduira même le courant du dolorisme chrétien. Dominé par l'idée de la souffrance des larmes expiatoires.

Quant à Stendhal, puisque dorénavant les larmes ne peuvent plus se partager, se voir à visage ouvert, il va introduire ce qu'Anne Vincent appelle des «modifications microscopiques»). A présent, puisque les codes figent toute la circulation des attitudes, il faut observer passionnément la plus petite humidité furtive chez la femme aimée, l'interpréter comme un signe, celle de la promesse d'un bonheur, cette quête stendhalienne infatigable.

C'est la ténuité des messages qui à présent ouvre les voies royales du génie romanesque. Quant à Benjamin Constant penseur du libéralisme, il est déjà beaucoup plus inquiet, obsédé qu'il est par l'idée (fixe) que toutes les femmes ne cherchent qu'à réduire à leur merci la sacro-sainte liberté. Ainsi son Adolphe, âme sensible, pleure en secret les souffrances qu'il inflige, mais laisse mourir Eléonore, en larmes, la tête penchée sur son épaule.

Et pourtant Germaine de Staël, «sa» Germaine de beaucoup d'années, ne campait-elle pas dans son roman Corinne une

personnalité forte qui rebpugne à l'usage des stratégies de la faiblesse? Faut-il rappeler que ces deux-là ne goûtèrent que fort peu des charmes rares de la communication. Mais peu nous importe leurs orages; de fait, Benjamin est un des premiers à placer fermement les pions de toutes les méfiances.

Quand les romantiques viennent, ils repleurent à flots, et protestent ainsi d'une certaine manière contre la férocité arrogante et virile de l'affairisme. La bourgeoisie ne le leur pardonna pas et assimila névrosisme et passion romantique. Il y a de la femme chez ces jeunes hommes-là.

Et Flaubert de noter dans son dictionnaire des idées reçues: «Maladies des nerfs, toujours des grimaces... Dorénavant les femmes ne peuvent plus pleurer qu'en étouffant leurs larmes mais de manière diffidente selon les âges de la vie. Balzac décrit ainsi son héroïne dans Une femme de 30 ans: à 18 ans, elle souffre de la sensualité brutale de son mari, devore ses larmes jetées au hasard de la solitude». A 30 ans elle le trompe. Et, conclut Balzac «la première n'a que des larmes et des plaisirs. La seconde n'a que des voluptés et des remords». Dressage social tel qu'on ne peut plus se confier à personne: «une amie en eut joui, un homme en eut spéculé». Même à l'intérieur de sa prison dorée, elle se meurt sous le regard social de ses domestiques, hypocrites, dissimulateurs et roués. Ce peuple-là pleure aussi, certes, mais par définition il ne verse que des larmes de crocodile pour vous attendrir, pour mieux vous manger, mon enfant.

Et les hommes? Dorénavant ils auront l'œil tari. Mais attention, ce fruit sec est le résultat d'un long apprentissage. De nature sensible, ils apprennent entre hommes à se contrôler impitoyablement: «Je n'aime pas voir des larmes dans les yeux d'un sous-lieutenant» dit à Lucien Leuwen, son père. Si on s'adonne encore à ce doux plaisir c'est dans l'intimité quasi masturbatoire de la honte.

Les femmes, elles, font le chemin inverse: souvent perçues insensibles par le regard masculin, c'est en se liquéfiant qu'elles retrouvent leur féminité, c'est-à-dire leur vertu. Comme cette Musidora de Th. Gautier, courtisane impitoyable et

qui, dans l'attente d'un amant qui ne vient pas, pleure. Enfin. Mais un nouveau pas sera franchi avec celui du dégoût de l'humidité, des sanglots longs des romantiques dont Flaubert sera le grand pourfendeur: «la vérité réclame des males plus velus que Monsieur de Lamartine».

La condamnation esthétique du sentimentalisme est sous-tendue par une misogynie extrême qui accuse les femmes d'être génératrices de tous les relâchements: «malheur sur la famille qui ramollit le cœur des braves, qui pousse à toutes les lâchetés, à toutes les concessions et qui vous détrempe dans un océan de laitage et de larmes».

Dorénavant quelles sont les larmes masculines autorisées? En état d'ébriété, de deuil, au cimetière, ou, à Paris, les femmes ne sont pas autorisées à entrer lors des enterrements. Car, dit un traité de savoir vivre du temps, «elles ne peuvent en effet y porter le spectacle d'une vive douleur». Seule en cet endroit doit régner la souffrance hautement contrôlée, donc masculine. Mais à trop le brimer, le corps se venge. Dans la deuxième moitié du 19^e siècle, c'est fou ce que le corps suffoque, étouffe, râle dans ses sanglots. Mais les spasmes masculins sont liés à de profondes humiliations. Celles qui déstabilisent l'image virile: l'amoureux biconduit, l'amant bafoué, impuissant. La force brutale de ces accès souligne, plus encore, la turpitude des larmes féminines qui vous enferment dans les circuits pervers de leur liquidité. Ou bien alors, leurs larmes, à elles, sont perçues comme des riens sans importance. C'est le bavardage des larmes. Du haut en bas de l'échelle sociale, elles s'émouvent, toutes, de niaiseries, s'enflammant pour une littérature de pacotille, et cette évasion bovaryste est considérée dangereuse par les dangers qu'elle fait courir aux bonnes mœurs et à l'ordre des familles. Mais au sein même de toutes ces contradictions, s'avance à pas sûr la médicalisation féroce des larmes de femmes.

On en vient à se dire que leurs larmes sont, par nature, indispensables à leur économie nerveuse biologiquement déficitaire, et Darwin et ses commentateurs contribueront largement à vulgariser cette idée. Et c'est ainsi qu'un docte darwiniste observe que «l'homme et la

femme expriment différemment leurs douleurs et que les différences deviennent de plus en plus grandes A mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie individuelle et ethnique... Cette capacité qu'elles ont de se débarrasser ainsi de leurs souffrances est, somme toute, utile mais vide leurs chagrins de toute consistance.

Encore faut-il que leurs débordements n'excèdent pas un cadre convenu. Or malheureusement pour elles, elles ont cette fâcheuse tendance qui les fait tomber dans le pathologique. Et voici l'équation de l'hystérique qui se définit scientifiquement: hypersécrétion lacrymale - simulation hystérique. Et Flaubert, très au fait de la littérature médicale de son temps, fait apposer les mains de son Bouvard sur l'abdomen d'une jeune fille décidément trop nerveuse, à l'endroit des ovaires.

Pendant qu'à la Salpêtrière devant un auditoire nourri (tiens mais où se trouve le jeune Sigmond?), Charcot n'en finit pas d'analyser ces inquiétantes étrangetés féminines ni non plus de commenter ses expériences mutilantes: l'ablation de la glande lacrymale. Pour voir: «Il est probable», dit-il, «qu'un nombre de cas de larmoiements réflexaires ou l'on a enlevé la glande lacrymale ne sont que des cas de larmoiements hystériques». On y est. La suite des événements sera rondement conduite par le Docteur Freud qui est, comme vous le savez, dans la salle. Et cette suite vous la connaissez aussi bien que moi.

Mais à la lecture de ce livre, on comprend mieux ce que fut l'implacable redistribution émotionnelle des rôles. Et ne vivons-nous pas encore beaucoup de cette économie de larmes-là?

Françoise HECQ ■

13 DECEMBRE

Avec l'apparition du SIDA, la capote anglaise connaît une seconde jeunesse. Les fabricants se cassent la tête pour vendre leur produit dans l'emballage le plus séduisant possible. Pour le moment les photos restent banales: couples enlacés sur fond de plage ou de coucher de soleil. Un petit concours d'idées s'impose!

15 DECEMBRE

Christine Villemin inculpée du meurtre de son fils Gregory a tenté de mettre fin à ses jours par l'absorption de barbituriques.

18 DECEMBRE

Des femmes Sud-Africaines de l'ANC qui se trouvaient à Bruxelles ont proclamé le 25 décembre «Noël Noir». Elles espèrent que d'ici là, le gouvernement sud-africain aura réagi à leur appel de libérer les enfants qui se trouvent en prison.

19 DECEMBRE

Les hommes du CVP continuent à faire la loi dans leur parti. La fraction CVP du Sénat repousse la proposition de loi Michielsens-Lallemand. Laissez venir à eux les petits enfants.

22 DECEMBRE

Les Ecolos flamands, AGALEV, ont tenu un congrès présidé par des femmes et où il fut décidé de réserver aux femmes la moitié des places sur les listes pour les élections communales de 1988.

24 DECEMBRE

Depuis plusieurs décennies aucune femme n'avait plus travaillé & la mine en Espagne. Maria Teresa et Blanca Esther ont revendiqué et obtenu un travail extérieur dans une mine de charbon des Asturies. Des féministes ont salué l'événement comme une victoire.

29 DECEMBRE

Autour de l'Athénée d'Anvers, c'est la guerre ouverte entre certains habitants du quartier et les prostituées. Le bourgmestre oblige les femmes & signer qu'elles ne se prostituent

ront plus sinon elles risquent la prison. Les femmes dont beaucoup sont mères célibataires ne voient pas comment elles gagneront leur vie. Elles accusent les plaignants d'être des bourgeois qui ont acheté les belles maisons du quartier pour une bouchée de pain parce que le quartier avait mauvaise réputation et de les revaloriser par leur départ forcé. Les petits cafetiers et les petits hôteliers au contraire essaient de les retenir à tout prix.

31 DECEMBRE

Maj De Poorter, docteur en biologie, a fêté le Nouvel An sur le bateau de Greenpeace en route pour le pôle Sud avec les autres scientifiques qui l'accompagnaient.

1er JANVIER 1987

C'est Yehudi Menuhin, le fameux violoniste, âgé de 70 ans qui le conseille: les mères enceintes doivent chanter pour donner à l'enfant qu'elles portent un sentiment d'harmonie et de sécurité émotionnelle. D'ailleurs c'est qu'ont fait son papa et sa maman avant qu'il ne naisse. Je ne sais pas s'il s'en souvient positivement mais le résultat est là.

3 JANVIER

La bataille pour l'avortement continue à faire rage en Espagne. Le Tribunal suprême a suspendu l'application du décret, approuvé en novembre 86 par le gouvernement, qui assouplissait la loi.

6 JANVIER

Aux Etats-Unis, une mère porteuse Mary Beth Whitehead qui avait signé un contrat de 10.000 \$ ou elle s'engageait à remettre à son couple Stern l'enfant né suite & l'insémination par le sperme de Monsieur Stern, ne peut se résoudre à céder son enfant. Après la naissance, la petite fille avait été remise au couple Stern conformément au contrat. Mais très vite Mary Beth réclama sa fille qui lui fut refusée. Elle l'enleva mais fut retrouvée par un détective. L'affaire passa devant un juge qui confia provisoirement le bébé aux Stern avec droit de visite pour Mary Beth Whitehead. A présent un jugement doit décider si la signature d'un contrat prévaut sur le droit à l'enfant de la mère qui l'a portée.

7 JANVIER

En direct de la Libre Belgique du 7.1.87 qui signale la mort à l'âge de 60 ans de Margaret Laurence, écrivaine canadienne anglophone féministe et pacifiste. «Son œuvre a été traduite dans de très nombreuses langues, mais le caractère généralement contestataire de celle-ci avait amené, à une époque, certains responsables canadiens à demander, sans succès, le retrait de ses livres du programme des écoles canadiennes».

8 JANVIER

Le Ministre de la défense de Donnea est très soucieux de l'égalité entre les hommes et les femmes. On l'avait déjà constaté lorsqu'il avait refusé une charge d'enseignement à l'Ecole Militaire à Mieke Van Haegendoren. Il a l'intention d'instituer un service militaire facultatif pour les femmes qui se destinent à être volontaires de carrière. Pas de doute qu'elles vont se précipiter!

12 JANVIER

La plupart des journaux ont publié une photo où l'on voit des femmes en train de manifester. Elles font partie de la section belge de l'Association pour la protection des primates. Je ne peux m'empêcher de me faire la réflexion que les femmes manifestent plus facilement pour des singes que pour elles-mêmes.

13 JANVIER

Marion Hänsel a été désignée comme femme de l'année. Elle est réalisatrice de «Le lit», «Dust» et elle tourne en ce moment «Noces barbares». Elle ne fait pas de films de femme et se dit non féministe. Elle a d'ailleurs raison. Ce n'est généralement pas un avantage dans un métier difficile. Peut-être devrait-elle relire Simone de Beauvoir «On ne naît pas femme, on le devient». A moins évidemment qu'elle ait échappé au sort commun.

14 JANVIER

On savait que les Britanniques aimaient les animaux domestiques mais & ce point là? Une publication a mené une enquête et elle aboutit à des résultats assez surprenants. Dans un cas sur dix, un(e) conjoint(e) considère son animal plus important à son bonheur

que le(a) conjoint(e).

Une personne sur cinq le considère plus important que les enfants.

Pour une personne sur trois, l'animal est bien plus important qu'un emploi et pour une personne sur deux plus important que l'argent.

15 JANVIER

A Paris, à l'hôpital Laennec des médecins continuent à jouer avec des bébés. Une équipe a greffé un cœur à un nouveau-né d'un mois.

16 JANVIER

MS à New York a choisi Winnie Mandela comme Femme Internationale de l'année.

17 JANVIER

A Johannesburg les parents de la petite Nicole Hohowsky, âgée de 2 ans, ont refusé que les médecins lui greffent pour la deuxième fois un foie car ils ne veulent pas que leur enfant soit un cobaye. Elle est morte, mais sans souffrance.

18 JANVIER

La Chambre correctionnelle flamande de Bruxelles a condamné le Dr. Renaat Denolf à 7 mois de prison avec sursis pour avoir avorté deux femmes. Le juge a considéré que ces femmes avaient recouru à l'interruption de grossesse pour ne pas mettre en péril leur relation avec leur partenaire.

26 JANVIER

Papa Reagan a parachuté sa fille Maureen (45 ans) & la coprésidence du Parti républicain. Contrairement à son papa elle appuie l'ERA, l'amendement pour l'égalité des droits pour les femmes.

30 JANVIER

A Liège, le désir d'enfant a de nouveau frappé. Un couple voulant à tout prix un bébé a recouru à la méthode de fécondation in vitro. On peut dire qu'il a été comblé: Nicolas, Stéphanie et Mélanie se portent à merveille!

2 FEVRIER

L'anarchiste suisse Clara Thalman est décédée à l'âge de 79 ans. Elle avait combattu durant la guerre d'Espagne dans la colonne Durutti et contre le nazis.

me en France pendant la dernière guerre.

3 FEVRIER

Les organisations féministes israéliennes réclament la démission de deux rabbins de la petite ville de Migdal Ha'Amek parce qu'ils ont interdit aux femmes d'assister aux funérailles après un nombre anormal de décès. Ils ont expliqué qu'ils étaient arrivés à cette décision après avoir lu dans le Zohar, livre de la cabale, que la présence de femmes aux enterrements peut provoquer des catastrophes parce qu'elles pourraient justement être «impures». Les voies de la misogynie sont impénétrables.

10 FEVRIER

Melody Dermine a interviewé Rosemary Van Acker, la «secrétaire de l'année 86». Certaines choses bougent quand même. Aurait-on trouvé cette question il y a quelques années? «Question: Le harcèlement sexuel sur les lieux du travail, vous connaissez? Réponse: «Oui, cela m'est arrivé une fois mais j'ai quitté l'entreprise directement. Aujourd'hui cela ne se passerait plus comme ça... Je remettrais mon patron à sa place! J'étais très jeune à l'époque». Aurait-on trouvé cette réponse? «Question: Un métier féminin par excellence? Réponse: «Non, un homme pourrait aisément le faire, mais il n'accepterait jamais le même salaire*».

12 FEVRIER

Ça y est. Les femmes vont faire de l'Histoire avec un grand H. Grâce à l'évêque anglican Graham Leonard qui menace l'Eglise anglicane d'un schisme si elle admet l'ordination des femmes. Il irait rejoindre les catholiques ou les orthodoxes qui ne connaissent pas encore de telles hérésies et où les femmes restent gentiment à la place qui leur a été dévolue par la nature mais qui n'en pensent pas moins!

13 FEVRIER

Françoise Carton de Wiart (RTBF-TV) a été appelée à la présidence de l'Association des journalistes européens.

14 FEVRIER

La Secrétaire d'Etat britannique à la santé publique, Edwina Curie a invité les hommes d'af-

aires britanniques à emmener leur épouse lors de leurs déplacements à l'étranger pour éviter d'attraper le SIDA. On avait déjà mis les femmes mariées à toutes les sauces. Les voilà transformées en capote anglaise.

15 FEVRIER

Le nombre de césariennes dans le monde ne cesse d'augmenter. En Belgique il s'élève à 8 % soit deux fois autant qu'en 1970. Aux Etats-Unis ce taux s'élève à 23 %. Qu'est-il donc arrivé aux femmes? Probablement rien. Par contre l'emprise du pouvoir médical ne fait que se renforcer et la chasse au profit maximum se pratique directement par l'application du bistouri sur le corps des femmes.

16 FEVRIER

En Grande-Bretagne, des gynécologues s'inquiètent. Des femmes avortent parce que le sexe de l'enfant ne leur convient pas. Une controverse est née entre ceux qui estiment qu'il vaut mieux ne plus communiquer le sexe du fœtus et ceux qui ne s'arrogent pas ce droit.

17 FEVRIER

Attention SIDA? Attention inquisition et barbarie! Le Moyen-Age revient au galop. Les processions de pénitents sont pour demain et les autorités religieuses opposent l'abstinence ou la relation conjugale aux préservatifs prônés par les autorités civiles. «Scènes de chasse en Bavière»? Elles sont à nos portes. Et la Grande-Bretagne réinstitute la quarantaine en se repliant frileusement sur son île. Les magistrats britanniques se disputent pour réduire à néant la dénonciation des femmes contre la violence insupportable du viol, l'un plaçant que ce n'est pas si grave que cela, l'autre considérant que la gravité est liée à la possibilité d'attraper en même temps le SIDA.

Les médias à sensation agitent la peur de la peste noire, de ce virus venu, on ne sait d'où, faisant vibrer les réflexes de défense les plus individuels et les plus ignobles. Sauf qui peut!

18 FEVRIER

Le Centre d'étude de la population et de la famille néerlandophone a publié les résultats d'une nouvelle enquête: «steri-

lisatie in Vlaanderen» qui, vous l'aurez deviné, signifie stérilisation en Flandre. Quels sont les points saillants qui se dégagent. De plus en plus de gens choisissent la stérilisation et après 35 ans elle constitue la contraception la plus répandue. Mais, ... mais, 15 % des stérilisations seulement sont des vasectomies, intervention bénigne contre 85 % de stérilisations chez les femmes où il s'agit d'une véritable petite opération. Concluez vous-même.

19 FEVRIER

Le primat de l'Eglise catholique des Pays-Bas, Monseigneur Simonis, fait parler de lui. Par ses propos discriminatoires, il a provoqué l'ire des homosexuels et des féministes. En réalité, il ne fait que répercuter les enseignements de Rome. Déjà la hiérarchie catholique s'efforce de persuader ses ouailles que la vie fœtale est aussi, sinon plus sacrée que la vie elle-même. Mais à présent par la voix de Mgr Simonis l'Eglise entend démontrer la supériorité de l'homme: par la preuve évidente, aveuglante, immédiate, incontestable, irréfutable, incontournable, patente, indiscutable suivante: le gros ovule passif n'est amené à la vie que par un virevoltant petit spermatozoïde, dynamique. On ne me fera jamais croire qu'ils ajoutent foi à leurs propres salades!

20 FEVRIER

Les Femmes prévoyantes socialistes déplorent que les organisations de femmes n'aient pas été associées au colloque national concernant les problèmes bio-éthiques, mis sur pied par la secrétaire d'Etat Vivina Demeester. Elles ajoutent «Une fois de plus, sous le couvert de compétence, on dénie aux femmes le droit d'intervenir dans un sujet, qu'on dit scientifique mais qui en réalité a des conséquences profondes sur la vie des femmes*».

21 FEVRIER

Petit carnet mondain, Franca Rame a annoncé à dix millions de téléspectateur son intention de divorcer de Dario Fo. Elle en a marre de passer pour une femme qui ne se préoccupe que de théâtre, de politique ou de prisons sans qu'on s'aperçoive jamais que son mari est un vrai macho. Elle espère, à présent, monter son propre groupe théâtral.

23 FEVRIER

Une nouvelle perquisition a eu lieu à l'hôpital universitaire de Jette, dans le service gynécologique du Docteur Amy en vue de trouver deux dossiers d'avortement. Les recherches ont été négatives. Les policiers ont envisagé d'interroger l'ordinateur de l'hôpital, ce qui soulève toute une série de problèmes concernant le secret médical et les atteintes à la vie privée.

24 FEVRIER

Une Haute cour de justice britannique a décidé qu'un homme ne pouvait pas s'opposer à un avortement décidé par son épouse ou son amie. Ce jugement a été rendu par la juge Rose Heilbron. Le père, un étudiant de 23 ans s'opposait à ce que son amie (21 ans) avorte parce qu'elle était dans sa 18ème semaine de grossesse et qu'un fœtus de cet âge étant viable il s'agirait d'un meurtre. Le «père» est allé en appel.

25 FEVRIER

Dale Spender dans son livre «Women of ideas» nous explique comment le patriarcat s'arrange constamment pour disqualifier les femmes, surtout celles qui ne dansent pas comme il siffle. Voici un bel exemple, de la main d'une femme malheureusement, Anne VANDERDONCKT dans le Pourquoil Pas? du 18 février 1987.11 s'agit de l'élection au bureau du Parti socialiste: «Un bon score: celui d'Anne-Marie Lizin? Certains doivent lui être reconnaissants d'avoir longtemps été prêcheur la bonne parole à Tchernobyl sans y avoir déclenché une autre catastrophe.. La hargne de cet hebdomadaire débile contre la députée européenne est un phénomène constant et tout à fait conforme à la théorie de Dale Spender.

27 FEVRIER

La proposition de loi Michlielsen-Lallemand sur l'IVG est toujours en discussion dans les commissions de la Justice et de la Santé du Sénat. Si elle était mise au vote au Sénat aujourd'hui elle aurait toutes les chances d'être adoptée. Une porte-parole CVP a déjà déclaré très démocratiquement que si la proposition est adoptée, le gouvernement doit tomber.

27 FEVRIER

Le procès de Gand avec ses 60 **accusés** s'est **poursuivi** ce **vendredi 27 février** avec divers **témoignages** dont celui de notre amie **Renée** Coene. Elle a **décrit** le fonctionnement des centres contraception de Bruxelles. Plus de la **moitié** des Patientes se disent catholiques et estiment avoir moins de **problèmes** de conscience à se **faire** avorter qu'à mettre au monde un enfant non **désiré**. Elle a ajouté que la **moitié** des **généralistes** de Bruxelles devraient se trouver sur le banc des accusés puisqu'ils avaient commis les **mêmes** actes que ceux de Gand et il en **était** de **même** pour elle-même. **Renée**, tu es extra!

28 FEVRIER

Amnesty International a **adopté** pour la première fois depuis **1979** un prisonnier de conscience. aux Etats-Unis, Stacey Lynn Merkt. Cette **méthodiste** de 31 ans a **été** condamnée à une peine de 179 jours de prison pour violation des lois **américaines** sur l'**immigration**. Elle a **aidé** des **réfugiés illégaux** sauteurs de frontière qui risquaient la torture ou la mort s'ils **étaient** renvoyés dans leur pays.

28 FEVRIER

Le Peuple arrivera toujours à me surprendre! J'y lis: «Une **invitée** d'honneur attire notre attention, c'est Georgette Brenez, **députée** et **millitante féministe** de la première heure». Ouf, le mot **féministe** ne semble plus **être** une insulte dans la bouche d'un **socialiste**. Mon autre **étonnement**, c'est de voir Georgette Brenez **qualifiée** de **féministe**. Elle est probablement **bien** gentille mais comme je l'ai entendue **déclarer** très **sérieusement** qu'hommes et femmes **étaient** complémentaires, je connais peu de **féministes** de quelque bord qu'elles soient qui se **reconnaissent** dans cette **définition**.

28 FEVRIER

Le **Conseil** national des femmes flamandes s'est plaint auprès de **Fabrimétal** parce que les droits des femmes en matière d'embauche ne sont pas **respectés**. Cette protestation a **été** introduite après tous les problèmes qu'a connus et connaît encore Veerle Mabilde. Veerle Mabilde **s'était** inscrite dans une **école** de **restauration** de carrosserie, **malgré** l'**hostilité**

té de ses parents. Elle subit **également** les attaques de ses **coétudiants**, tous des garçons mais qui finirent par l'accepter quand ils virent qu'elle **était** à la hauteur. Une fois son **diplôme** en poche, elle se destina à l'**enseignement**. Comme il faut justifier de quelques **années** de pratique, elle se mit en **quête** d'un emploi dans une profession qui n'est d'ailleurs pas encore **bouchée** mais sans **résultat**. Comme les choses changent **lentement** pour les femmes.

1 MARS

N'importe quoi! Les avocats sont **prêts** à dire n'importe quoi! «Qu'il avait **commencé** à **éprouver** des **difficultés** **financières** lorsqu'il avait dû payer une pension **alimentaire** mensuelle de 2.000 frs & son ancienne **épouse**... Elles ont bon dos les femmes!

2 MARS

L'**archevêque** de Canterbury a **ordonné** les quinze premiers femmes diacres de l'Eglise anglicane. Les femmes devront attendre 1992 avant d'avoir une chance de voir une femme **élue** à la **prêtrise**. Ce long laps de temps sert à **amadouer** les **évêques** qui menacent de quitter l'Eglise d'Angleterre si des femmes **prêtres** la **déshonorent** par leur **présence** et qu'on a **assurés** qu'ils ne seraient jamais **forcés** de prendre ces diables dans leur **diocèse**.

8 MARS

Au resto du Botanique, une dame est venue s'asseoir & me table. Elle avait à peu **près** mon tige. Elle n'est pas vraiment **féministe** mais une **millitante socialiste**, qu'elle me dit. Un duel (courtois) fut **engagé** faisant ressurgir à la surface le vieux contentieux **socialiste-féministe** bourgeois. C'était fatale ment moi. En me quittant, elle se **présenta**, France Truffaut. Je reconnus alors une **sénatrice** **liégeoise** **PS** qui avait **déposé** une proposition de loi qui avait **attiré** mon attention, ou elle **réclamait** l'assimilation des frais de **crèches** et de garderies à des charges professionnelles donc **déductibles**. Le but poursuivi est un peu trop nataliste à mon goût mais c'est tout de **même** chouette. Elle m'a dit qu'elle ne croyait pas que ça allait passer. Il faudra qu'elle le **représente** quand les socialistes partageront de nouveau le pouvoir. Chiche!

10 MARS

Enquête du Soir sur les femmes. Certains **résultats**, s'ils sont vraiment significatifs, **dénotent** une grande **misère** des femmes! Quand on demande aux femmes de **désigner** une femme qu'elles admirent et que 50 % ne **répondent** rien et que 7 % (le chiffre le plus **élevé**) citent **Mère Thérèse** c'est qu'il y a un problème: les femmes sont **entièrement** **évacuées** du discours et que nous avons un mal fou à nous identifier à une femme.

10 MARS

Les femmes en URSS sont **obligées** de recourir à l'avortement comme moyen de contraception parce que les contraceptifs sont rares. Dans ce pays **socialiste** **avancé**, le bien-être des femmes ne semble pas avoir **constitué** la **préoccupation** principale de ses dirigeants. On les pousserait plutôt vers des avortements clandestins pour **éviter** les affiches **exposées** dans les cliniques d'**Etat** où elles peuvent lire comme dans une revue de Pro Vita: «**Mère**, ne tue pas ton bébé».

14 MARS

A l'**Université** d'Anvers, le **personnel féminin** a pris l'**initiative** de **créer** un cours libre «**Femme et Société**» qui **débute** en octobre de cette **année**. Le cours comportera 60 heures et traitera de la situation des femmes dans le domaine du droit, de l'**économie**, de la sociologie des sciences **politiques**, de l'**anthropologie**, de la **littérature** et des sciences **médicales**. Une recherche sera **également** entreprise. **Miet Smet**, **Secrétaire d'état** à l'**émancipation** a déjà **proposé** l'**étude** du problème du travail de nuit pour les femmes.

Voilà la **Communauté** Française à la traîne comme d'habitude!

11 MARS

Pour la première fois à la FGTB, une femme a **été élue** **secrétaire régionale**. **Mons-Bornage** est l'heureuse **régionale**. Il s'agit de **Claudine Goeminne**, **âgée** de 37 ans. Elle a **déjà** annoncé la couleur: «Il **existe** déjà à la FGTB un groupe **spécifique** «**Femmes**», elles ne doivent pas **nécessairement** avoir toujours la **priorité** partout. Il existe d'autres **priorités** tels les jeu-

nes, les **immigrés**... n (cité dans le Peuple du 18 mars 1987). **Décidément**, à la FGTB ne peuvent **être élues** que les femmes **frappées** de **cécité**! Mais où donc a-t-elle **déniché** un groupe **spécifique** «**Femmes**» là où je ne connais qu'un groupe «**Beni-oui, oui**», et pour les **priorités** qu'ont TOUJOURS les femmes je ne vois que le **privilège** d'**être frappées** **sélectivement** par l'**austérité**!

19 MARS

Big Brother, qui ne sera de toute façon pas **Big Sister**, se met en place à une allure **accélérée** sans rencontrer trop d'opposition.

La Cour d'appel d'Anvers a **confirmé** un jugement qui condamnait un homme à payer une pension alimentaire pour un enfant dont il **nialt être** le père. En première instance, un examen du sang avait conclu à la **compatibilité**. L'homme, dans ses fantasmes, **était** tellement convaincu de l'**infidélité** de la mère qu'il payait 50.000 frs pour obtenir son «**empreinte génétique**» qui est **considérée** comme fiable & quasi 100 % pour l'identification. Mal lui en prit: Il se **révèle être** le père sans doute aucun.

Ce qui est inquiétant c'est que l'**empreinte génétique** contrairement & l'**empreinte digitale** **révèle** bien d'autres **éléments** de l'**individu** et pourrait servir dans l'avenir à des **investigations** dangereuses dans une **démocratie**. ■

LES ETUDES FEMINISTES

Le dernier numéro (IX, 2, 1986) de **Women's Studies International Forum** est entièrement consacré aux études féministes. L'approche est intéressante: la revue a demandé à une série de responsables de départements d'études féministes (USA surtout) de s'exprimer sur leur expérience et sur l'interférence entre leur carrière professionnelle, leurs recherches et cette responsabilité. Evidemment comme le dit une des auteures: ce n'est pas a priori un projet de vie. On ne connaît pas d'enfant qui, à la question: «que veux-tu devenir plus tard?» ait répondu «Je veux devenir directrice d'études féministes!». Voilà qui en dit déjà long. ■

HISTOIRE EN ESCALIER



*C'est bien la Xème fois que le lis, que je l'entends.
Les psy de tous bords, hommes et femmes, l'affirment:
«Une femme qui oublie «sa» pilule a un rêve de grossesse
ou d'enfant».*

*Vous prenez la pilule?
Vous l'avez déjà oubliée?
Concluez.*

*Moi, je l'ai prise pendant longtemps et cherché, comme
vous sans doute, le lieu idéal où elle serait inoubliable. J'ai
opté en finale pour ma pochette de maquillage et j'ai ap-
pris, hier soir encore, que cet étui semble un endroit parti-
culièrement privilégié pour nos petits bonbons.
Et pourtant, il m'est arrivé de l'oublier...*

*Les jours de la semaine, pas de problème: je me lève aux
mêmes heures et termine inévitablement ma toilette par
une touche de bleu ou de brun encerclé de noir.
Mais le dimanche, quand je traîne en liquettes, remettant à
plus tard mes ébats sous la douche et ce travail autour des
yeux, je l'oublie.*

*Ce sont donc ces jours-là, diront les psy, en congé ou en
vacances, que j'ai un inconscient désir d'enfant.*

*Et moi qui croyais que c'était un conscient désir de flem-
mer... Voyez-vous ça!*

*Devant l'angoisse que provoquait la répétition de mes ou-
blis et aussi pour une pratique plus équitable de la contra-
ception nous avons décidé, mon partenaire-conjoint et
moi, d'utiliser, pour contracep-tuer nos amours, des présér-
vatifs.*

*Or, il arriva, et plus d'une fois, que le stock de préservatifs
se trouva épuisé et que le partenaire-conjoint oublia d'en
racheter.*

*Les psy en auraient-ils conclu que mon partenaire-conjoint
avait un inconscient désir d'enfant?*

*Mon histoire, je l'ai racontée, ma question, je l'ai posée à
la rencontre que les Ecolo's avaient organisée sur la fécon-
dation in vitro, après avoir une nouvelle fois entendu quel
était notre inconscient par rapport à l'oubli d'une pilule-
que-je-prends-tous-les-jours-sans-être-malade.*

*Elles ont provoqué des rires.
J'espère qu'elles ont bousculé aussi des idées toutes, vite,
et mal faites.*

*La même amie d'hier soir, à qui je racontais ceci, me fit re-
marquer que les diabétiques devaient, eux aussi, prendre
régulièrement une pilule.*

*Une autre bien sûr.
Quand ils l'oublient, ils risquent le coma diabétique.*

*Les psy diront-ils, dans ces cas-là, qu'il s'agit d'une tenta-
tive de suicide?*

Une ronde dans l'aquarium de nos «folies»

J'ai lu pour vous -et pour moi- **«L'intervention féministe, alternative des femmes au sexisme en thérapie»**. C'est l'occasion de vous **présenter** et le **prétexte**, puisque je ne suis pas tenue à la mesure et à l'**objectivité** d'une **étude**, pour lancer quelques-uns de nos griefs aux PDG du bonheur et autres technocrates en **santé** mentale.

Encore faut-il d'abord surmonter la **solidarité générale établie** contre nous et remettre en cause aussi bien le principe paternaliste et **inégalitaire** du rapport entre **psychothérapeute** et cliente que l'ensemble des structures d'exploitation et de domination.

Où en est l'action **féministe** en ce domaine? En pleine effervescence, mais pas vraiment loin, c'est vrai: on voit apparaître une mosaïque **éclatée** de groupes dont beaucoup ne s'attaquent que peu aux savoirs constitués et cherchent surtout l'**adaptation** de la personne à ce monde tel qu'il est, c'est-à-dire hostile et discriminatoire.

Ce travail de quatre enseignantes canadiennes en travail social (1) a le **mérite** de rassembler des informations **très dispersées**, puis d'**établir** les résultats acquis et les voies à prospecter plus loin. De plus, elles ont fondé un groupe de recherche en **santé** mentale. Une certitude se **dégage** de leurs efforts: des femmes ont porté un regard vraiment novateur sur la psychanalyse comme instrument de pouvoir et sur la notion même de maladie mentale, qui apparaît souvent **«comme une réaction saine en soi à des conditions de vie intolérables»**.

Idée-cadeau à toutes celles qui ont vu s'engloutir leur maigre salaire dans les tapis haute laine, les livres reliés et les collections rares des psychiatres, contre une heure de confort par semaine. Ou qui, comme moi, après d'interminables introspections, n'ont pu exhumer de leur enfance que des **décors** pourris, humiliations, coups, bois mort à blaguer et totalement inutilisable à la construction du lendemain. A qui bon **s'ériger** sur un tas de souvenirs **empoisonnés**, juste bons pour la voirie? L'important serait de pouvoir en descendre! Mais on vous dit: **«C'est votre tas à vous, il faut vous en arranger, en rogner les piquants, vous en faire un coin confortable pour dormir!** Brrr... Heureusement que mes Insomnies ont tenu bon!



Etais-je **névrosée** et **déprimée** ou bien objectivement **dégoûtée** et en colbre? Le tout sans doute, mais admettre la **première** po... c'était baliser et **aler** les bases de ce tas, c'était cautionner implicitement les principes qui avaient régi son Blabloration -sans même y reconnaître un objet personnel- et, finalement, participer **malgré moi** à sa consolidation. Docile, j'ai **essayé** de réaliser ma **solidarité** à ce monde **«femmes non admises»**, qui ne refusait, en plus, de me donner l'heure! **Coïncée** dans de nouvelles **dépendances**, avec plus de **responsabilités** et moins de moyens pour les endosser, **confinée** dans un isolement sans commune frontrière avec la **liberté**, j'ai **résolu** d'être en **colère**. Ça va bien mieux, merci.

Tout cela sous l'**œil** paternel et **théoriquement** bienveillant d'un **«psy» légitimiste** dont l'**impassibilité** prudente et la totale absence de conseils pratiques frblaient davantage la non-assistance à personne en danger que la technique psychanalytique. J'avais l'**impression** qu'il m'avait pris ma montre et refusait, en plus, de me donner l'heure! **Coïncée** dans de nouvelles **dépendances**, avec plus de **responsabilités** et moins de moyens pour les endosser, **confinée** dans un isolement sans commune frontrière avec la **liberté**, j'ai **résolu** d'être en **colère**. Ça va bien mieux, merci.

Tout entibre inscrite dans la marge, mon erreur **était** de m'y croire seule, alors que la **soi-disant normalité féminine** résidait justement dans l'exclusion, la **relégation**, la **désinsertion économique** et sociale. Rien dans notre vie, du premier cri au dernier, **n'échappe** au vice **rédhitoire d'être nées** citoyennes de second choix et **êtres** humains de valeur relative. Nous restons **définies** comme l'oppose du modble, **mesurées** au nombre, au **succès** des enfants ou à la **réussite** sociale du compagnon, toujours contraintes, **malgré** les apparences, à enfile des vêtements sociaux trop **étroits** de plusieurs tailles et **entraînées** à nous y mouvoir avec patience et douceur pour n'en pas faire craquer les coutures.

L'intervention **féministe** rejette le terme même de **«thérapie»**, **référence** à un modble médical contraignant et propose l'**action** à partir du besoin d'aide. Nos malaises psychologiques sont vus acomme résultant d'un processus de croissance et de **développement**, comme les signes **extérieurs** d'un bouillonnement de la conscience et le refus de se soumettre à un destin **privé** de choix. Re-

fus qui, **utilisé**, peut servir à mettre en œuvre un programme de réévaluation individuelle et collective.

Une santé lamentable

En **psychothérapie traditionnelle**, cette **révolte** participe sans doute de l'insupportable, puisque aussitôt **née**, elle sera **étouffée** et **isolée** pour éviter sa propagation. Si vous **êtes** rebelle au destin **«naturel» d'être mère** et disponible à merci, vous serez, en toute **sincérité**, **présommée** folle ou **hystérique** et **«soulagée»** de vos **déviances** par des traitements, drogues ou **électrochocs**, au risque d'aboutir, **médicalement** parlant, à l'**aliénation** complète.

Combien d'entre nous, **angoissées** ou **dépressives**, se sont **retrouvées bâillonnées** par la **surmédicalisation**? Non que les psychotropes nous fassent retrouver un pouvoir sur notre vie (au **réveil**, les matins sont affreusement semblables), mais parce que la **société** se rassure de nous voir longer à tout prix l'**étroite** corniche des attitudes **autorisées**.

Nous sommes plus gravement malades que les hommes, et plus nombreuses à l'être. Nous prenons quatre fois plus de tranquillisants qu'eux, surtout les femmes **mariées**, jeunes, avec enfants et sans emploi. Par ailleurs, **«en observant la répartition des détresses** psychiatriques selon le sexe, on s'aperçoit que la dichotomie entre les symptômes **reflète** la dichotomie entre les rôles sociaux **imposés**»: d'une part, la socialisation accorde aux femmes le droit d'être **dépressives**, alors que les hommes sont encouragés dans un comportement agressif, d'autre part, le rôle d'**épouse-mère-ménagère** assigné aux femmes dans nos **sociétés industrialisées** est incompatible avec le **développement** d'un individu en **santé** mentale..

Les hommes en effet sont valorisés par leur vie professionnelle comme par leur vie familiale, alors que les femmes ne peuvent sortir de leur vie unipolaire qu'en acceptant de supporter, au travail comme à la maison, le double sentiment de **culpabilité** dû à un ensemble de **préjugés** et de reproches, sans compter qu'elles **répondent** souvent seules à la plupart des questions **matérielles** et affectives.

De plus, en tant que support économique, le rôle **féminin** a

fortement rétréci, depuis qu'une grande partie des biens produits dans la maison sont disponibles sur le marché. La réduction du nombre d'enfants -et donc d'années à leur consacrer- augmente leur sentiment d'inutilité, d'autant que les médias répandent l'idée archi-fausse que les femmes d'aujourd'hui sont délinquantes des corvées ménagères.

Alors, comment échapper un instant à la succession ininterrompue des tâches monotones, sinon en se plaignant de fatigue chronique et en montrant des signes d'épuisement complet? (2).

La dépression s'apprend avant l'alphabet

Les attitudes encouragées chez les petites filles coïncident avec celles qui caractérisent les gens déprimés ou suicidaires: mésestime de soi, dépendance sur tous les plans et absence d'expression de la colère. L'adolescence marque un moment crucial dans cette évolution vers la conformité à des normes: de trop nombreuses jeunes filles renoncent encore à leurs ambitions pour «trouver leur contentement dans celui de l'homme».

L'idée même de santé mentale est en soi normative. La psychologie féminine étant définie par les hommes, les critères de santé seront différents selon le sexe et... défavorables aux femmes.

Elles sont censées être émotives, influençables, dépendantes, ce qui contredit absolument les normes acceptées pour un homme sain adulte, surtout au plan de l'estime de soi, définie aujourd'hui comme centrale. Situation conflictuelle là aussi, puisque nos comportements normaux seront perçus comme déviants.

Les lacunes du savoir au service d'un sexisme savant

Puisqu'on ne trouve en général que ce que l'on a cherché, il y a d'importantes lacunes dans les connaissances sur les femmes. Entre elles, la méconnaissance de la corrélation négative entre le mariage et la santé mentale féminine, ou celle des comportements non verbaux de domination et de soumission. L'on sait que Freud attribuait notre rôle diminué à des facteurs biologiques et que ces a priori l'ont empêché d'y voir le pro-

duit de la socialisation. Dans leur esprit du moins, la plupart des théories sont encore imprégnées de ces croyances: les femmes y sont par nature plus douces que les hommes et celles qui sont normalement agressives n'ont pas d'autre issue que de s'identifier à eux. Dans le genre tragi-comique, un certain Lidz prétend même qu'elles sont potentiellement dangereuses pour elles-mêmes et pour leur famille. C'est la cécité érigée en critère scientifique. D'autres, dans le style insidieux, assimilent nos efforts de libération à un phénomène d'adolescence. Qui oserait prétendre qu'un homme vivant une crise d'identité émerge à peine de l'enfance? Même les plus téméraires «nouveaux pys» nous servent de vieilles soupes discriminatoires sans bien réaliser dans quelle marmite elles ont mijoté et continuent de voir la femme comme le partenaire le plus apte à changer. Ce qui contredit même la réalité biologique puisque le sexe féminin est le premier sexe biologique et que le masculin s'en différencie ensuite.

Ainsi, dans un couple dont le mari est alcoolique, on insinuera souvent que c'est le comportement de la femme qui doit induire la réhabilitation de l'homme. Et après tout, c'est de sa faute si elle a voulu épouser un pareil individu!

Le sexisme ordinaire en thérapie

La majorité des thérapeutes sont des hommes et la majorité des patients sont des femmes, ce qui correspond à la fois aux souhaits des uns (bien sûr) et des autres (hélas).

Vu comme un «sauveur-parent-professeur-ami» et «méfiant envers tout ce qui implique distanciation ou critique de la tradition» (3), le thérapeute instaure forcément avec sa cliente des relations non-fiables, où elle retrouve passivité et dépendance qui gâchent déjà le reste de sa vie. Quant aux patients masculins, ils sont souvent invités à se trouver une femme pour se sentir plus virils!

Notons cependant, et ce n'est pas une décharge, que certains d'entre nous seront privilégiés. Avez-vous de l'argent ou présentez-vous le «syndrome YAVIS»? (jeune, attrayante, verbale, intelligente, ayant du succès): vous vous verrez accorder temps professionnel et traitement à long terme. Mais si vous n'êtes qu'une femme ordinaire,

mariée, dépressive, (et qui ne l'est ou ne l'a été un jour?), on vous refilera psychotropes, conseils de beauté pour (re)devenir sexy et thérapies de groupe pour un mariage harmonieux. Aux laissées pour compte, pauvres, moches, noires, indiennes et autres «sous-femmes», il ne restera que la chimiothérapie et un bref séjour dans les hôpitaux de l'Etat. Mais quel que soit votre sort, rassurez-vous: vous n'êtes pas opprimée, vous êtes seulement névrosée. C'est en vous que «quelque chose cloche»: à force de scruter votre désespoir et votre frustration, vous verrez qu'ils sont dus à votre «mauvaise attitude» et qu'il ne tient qu'à vous d'en émerger. Ainsi, votre perception de la réalité désormais niée, vous pourrez tranquillement étouffer votre colère et ravalier votre détresse.

Enseignement et recherche

Au Canada, la prépondérance des femmes dans le travail social rend ce phénomène moins criant. Les travailleuses sociales y insistent davantage sur une indépendance qu'elles tentent elles-mêmes d'atteindre. Mais l'ouverture est faible, d'autant plus que ces femmes y sont exclues de la direction des projets et que le prestige de la profession se réduit à mesure que les femmes y accèdent.

Les critères d'admission dans les écoles de ce pays sont révélateurs à cet égard. Dans les années 50, le modèle de maturité implique générosité, sens du sacrifice, don de sympathie et soumission en souplesse à l'autorité. On trouve les capacités intellectuelles en lanterne rouge. Dix ans plus tard, les efforts pour la déféminiser transforment la «vocation» sociale en véritable profession, exigeant conscience sociale, initiative, responsabilité et même disposition à la contestation. Normes d'une feinte innocence qui, dans la pratique, donnent deux fois plus de chances aux garçons d'être reçus.

Leurs cours consacrent dix-sept pages au développement de l'adolescent, un paragraphe à celui de l'adolescente. Les femmes n'y apparaissent, ici ou là, que pour éventuellement castrer leurs malheureux fils ou pour compléter, à titre gracieux, la vie privée et professionnelle d'un homme (je crains de voir les profils féminins qui se dégagent des cours belges!).

Tous leurs manuels sont d'accord pour affirmer que des rôles sexuels moins définis provoquent l'anxiété. Tiens, tiens! Pourquoi ne disent-ils pas que des rôles plus flexibles permettent une actualisation de soi?

En tant que sujets de recherche, les femmes sont totalement ignorées, en psychologie comme en sociologie: les données accessibles sur les femmes sont, paraît-il, incompatibles avec les théories résultant des données sur les hommes! De tels préjugés ne pourront disparaître que lorsque beaucoup d'impertinentes lèveront la main en exigeant d'en démontrer les mécanismes et enseigneront comment s'y prendre pour influencer son milieu.

Apports théoriques du féminisme

L'intervention féministe, née aux Etats-Unis il y a vingt ans, découvre et construit la première véritable articulation théorique entre douleur individuelle et oppression collective, ce qui conduira les praticiennes à redéfinir complètement leurs buts et leurs techniques en fonction de ces deux niveaux. D'abord, l'urgence impérieuse porte l'action sur le vécu psychologique personnel, au moyen d'un programme par étapes: déculpabilisation, foi en soi-même, expression des lassitudes, des besoins et des désirs, décisions autonomes et réappropriation d'un corps soumis, lui aussi, à une socialisation contradictoire. Mais l'implication sociale et politique est indispensable à l'accomplissement total de la démarche, qui inclut le militantisme. Sur base des valeurs communes découvertes dans l'action collective, les femmes élaborent une nouvelle personnalité, appelée androgyne ou féministe, à laquelle tous les rôles sont ouverts. Dans le groupe, l'animatrice, en s'effaçant progressivement, restitue aux femmes leur autonomie; elles peuvent y développer sentiments d'appartenance et de solidarité.

Le refus délibéré des hiérarchies, à tous les niveaux, leur fait découvrir le premier des pouvoirs dans sa forme la plus déterminante: celui qu'on exerce sur sa propre vie. Bien sûr, l'égalité, comme l'assiette du jongleur tournant au bout d'une tige, est toujours à réajuster. Mais l'intervenante qui évite le jargon professionnel et expose sans détour la nature, le but de son aide et ses propres convictions, se donne les

moyens de respecter autrui. La meilleure garantie en est qu'elle se rend vulnérable en apportant d'abord son expérience de femme: elle peut donner des exemples personnels, exprimer ses sentiments ou évoquer ses conflits intérieurs. Elle offre ainsi à sa cliente l'occasion de juger la démarche et de rejeter tout ou partie de son système de valeurs, au lieu de l'intégrer passivement. Un contrat clair et toujours modifiable remplace le traitement.

A partir de cette dénonciation d'un problème humain collectif éclate une gerbe de recherches parfois contradictoires qui se répartissent en approches humanistes (ou non sexistes), fortement majoritaires, et, loin à l'avant-garde, en un petit nombre d'approches structurelles (ou féministes).

Chez les premières, la solution dépasse rarement le cadre d'un changement personnel. Avec la même faiblesse théorique, beaucoup croient qu'un homme peut suffisamment se défaire de ses comportements de privilégié pour se mettre avec adéquation à la place d'une femme, sans en avoir éprouvé toutes les amertumes.

Formées à des techniques traditionnelles, elles leur font un tas d'emprunts souvent incompatibles avec le féminisme, en ce qu'ils ont de néo-freudien et d'a-historique.

Qu'il s'agisse de la Gestalt, dont le «si tu veux, tu peux» justifie l'économie capitaliste et explique le succès, des approches corporelles qui oublient totalement l'analyse sociale, des approches humanistes dont le souci d'intégration se limite à un contexte statique très réducteur de la croissance ou des approches behaviorales qui nous bornent un peu à des comportements d'évitement et de récompense (alors que nos activités essentielles comme penser, analyser, faire des hypothèses y échappent justement), toutes ces techniques négligent les facteurs structurels. Classe sociale et sexe n'y sont que des variables externes, sans qu'apparaissent jamais les rapports de pouvoir politique qui leur sont si manifestement inhérents.

Seules les approches structurelles voient une société composée d'intérêts divergents dont chaque élément cherche le changement du tout plutôt que son maintien. Les systèmes de valeurs y alternent et

celui du groupe dominant est imposé aux autres par la coercition.

Dès lors, les situations d'aide, en tant que courroies de transmission, deviennent aliénantes pour leurs usagers.

Les applications pratiques

Elles seront très variables selon le type de militantisme endossé, car seule la frange radicale y inclut l'engagement politique. Mais, même limités au social, les changements personnel et collectif restent en rapport dialectique, nécessairement complémentaires et, tels quels, exigent déjà une

contradictions centrales, malgré la puissance des systèmes établis, n'est pas forcément générateur de souffrance: l'être humain normal vit en état perpétuel de rupture et sa douleur provient de ne pas pouvoir résoudre ses conflits internes. Seul le féminisme a rencontré ce double besoin de transformation. Il a inspiré de nombreuses actions collectives, particulièrement les groupes d'entraide et les groupes de conscientisation. Les uns réunissent des femmes exaspérées par le pouvoir hégémonique et le monopole scientifique des professionnels de tous ordres. Elles ont mis sur pied des services alternatifs où le savoir est démystifié et diffusé. Centres d'autosanté, elles ont organisé notamment la cothérapie à travers des jeux de rôles. Malheureusement, bon nombre cou-

bon outil en santé mentale et de nombreuses pratiques en ont repris la démarche.

On voit dès l'abord l'énorme distance qui sépare la volonté théorique d'un changement social de la mise en action sur le terrain.

Tant d'efforts et de travail pour aussi peu d'emprise sur les structures!

Sans compter que, s'il manque d'ampleur, le discours sur l'oppression risque d'être récupéré en un «féminisme» d'Etat, sous le couvert de commissions officielles, avec quelques dames pour faire joli.

Sans compter que beaucoup d'entre nous ont une terrible extinction de voix...

Sans compter que l'éclatement de la famille n'est pas un gage de libération et que les femmes continuent, malgré la solitude, la pauvreté et les ghettos d'emplois, à transmettre à leurs enfants les valeurs dominantes.

Que, si elles ne le font pas, elles se font rappeler à leurs devoirs par tous les corps professionnels au service de l'Etat et qu'elles risquent, ainsi encadrées, de devenir elles-mêmes, avec leur force de travail et de reproduction, propriété des pouvoirs au lieu d'être propriétaires d'elles-mêmes.

Et, si nous ne trouvons pas une plate-forme d'action commune, je vais me sentir bientôt très fatiguée et très déprimée. A moins que, séduite par ces inquiétantes déviations, je ne sois justiciable du traitement adéquat? Serai-je réduite alors à l'ultime évasion, comme cette vieille parente qui, - en une nouvelle version du refus, - est morte il y a peu dans un célèbre asile bruxellois en s'étouffant avec son énième médicament?

Je ne parlerai plus qu'en présence de mon intervenante radicale!

Ch. SEGUIN ■



Ch. Seguin

complète refonte intérieure. Se définir comme sujet est révolutionnaire en soi quand l'«humain» est égal au «masculin» par un privilège mystérieux et immémorial et qu'à partir de cette définition, les femmes doivent s'inscrire forcément dans la sphère du «moins qu'humain».

L'action féministe en ce domaine est remarquable par ses pratiques matérialistes, dynamiques et ouvertes sur le monde: importance accordée aux conditions objectives de vie, même les plus banales, aux joies et aux peines traversées par un individu dont la mutation est un processus naturel et bénéfique, à la nécessité de comprendre la nature globale des problèmes, au militantisme comme levier essentiel du changement. S'attaquer aux

rent le risque de se limiter au partage du vécu. D'autres, mobilisées par le service offert, laissent peu de place à l'idéologie.

Plus novateurs, les groupes de conscientisation ont pour but de réfléchir aux mécanismes de l'oppression pour développer les stratégies adéquates. Mais ils sont très hétérogènes, marquent des besoins divers et manquent de structures. Par ailleurs, les femmes qui appliquent de nouveaux comportements se heurtent à l'intolérance ouverte de leur entourage et en retirent un vif sentiment d'échec: le groupe doit alors, par souci de réalisme, planifier des actions concrètes sur le plan socio-politique. Davantage tournés vers le féminisme militant et moins centrés sur la thérapie, ils restent cependant un

- (1) CHRISTINE CORBEIL, ANN PÂQUET-DEEHY, CAROLE LAZURE, GISELE LEGAULT. Editions St. Martin, Montréal.
(2) PHYLLIS CHESLER: «Le syndrome de l'esclave».
(3) LEVINE, Kamin, 1974.

SIDA ET MUTILATIONS SEXUELLES

IL FAUT ROMPRE LE SILENCE!

Nous avons reçu une longue lettre du Women's Centre d'Eket, Nigéria. Il s'agit d'un appel concernant le Sida. Nous en publions de très larges extraits. Après un bref historique de la question, la lettre poursuit avec un chapitre intitulé: **Porteurs du Sida.**

«Dans le cas des victimes occidentales, une écrasante majorité des victimes provient de deux groupes spécifiques: les homosexuels et des drogués qui s'échangent des aiguilles sales pour leurs intraveineuses, mais ce qui se passe en Afrique offre une description très différente et alarmante. Certains scientifiques estiment à cinq millions le nombre de porteurs en Afrique centrale. D'après le Dr Jonathan Mann de l'Organisation Mondiale de la Santé, l'Afrique est le continent le plus atteint par le Sida et la maladie prend des proportions d'épidémie en Afrique orientale, centrale et australe et tend à se disséminer dans d'autres régions d'Afrique.

Quels sont les facteurs culturels responsables de la transmission du Sida en Afrique? Uli Linke, anthropologiste et chercheur à l'Université de Californie, Berkeley, USA donne la réponse suivante: «J'ai constaté que l'hypothèse la plus répandue était que les mêmes facteurs culturels étaient responsables du Sida en Afrique qu'en Europe ou aux Etats-Unis, à savoir la promiscuité sexuelle, l'usage d'aiguilles hypodermiques souillées et l'homosexualité. Aucune de ces causes n'explique le pourcentage égal d'hommes et de femmes qui contractent la maladie en Afrique centrale. L'origine de la transmission du Sida est l'échange de fluides corporels, en particulier le sang, ce qui m'a donné l'idée qu'elle pourrait être mise en rapport avec la circoncision féminine».

La forme la plus extrême de circoncision féminine en Afrique, l'infibulation, est obtenue par le retrait total du tissu de la vulve y compris le clitoris et les lèvres. Une fois les tissus retirés, les bords de la blessure sont cousus ensemble laissant une ouverture minuscule de la dimension, peut-être, d'une allumette. L'opération est pratiquée sans anesthésie et les instruments ne sont pas stérilisés. Surtout les relations sexuelles sont alors impossibles à moins de réouvrir le vagin d'une manière ou d'une autre. Ceci est généralement réalisé par le mari par pénétration violente ce qui entraîne souvent des saignements. Linke dit encore: «chez les femmes l'infibulation est non seulement associée à une douleur chronique mais aussi à des lésions du tissu vaginal et des saignements qui entraînent la présence de sang pendant les relations sexuelles. Dans certains cas, une pénétration totale peut requérir neuf mois, durant lesquels des relations sexuelles par voie anale constituent une alternative courante».

Dans une lettre envoyée au journal professionnel «Science» en janvier 1986, Linke souligne: «Il convient de noter que la manifestation récente du Sida en Afrique correspond géographiquement aux régions où les mutilations sexuelles des femmes sont encore pratiquées».

Ce que nous faisons.

Nous, de ce centre de femmes avons confirmé les conclusions de cette recherche. Des 98.000 cas de Sida répertoriés en Afrique depuis 1984, les trois quarts sont des femmes et se situent dans les régions où les mutilations sexuelles de femmes sont largement pratiquées. Nous avons fait appel de manière insistante auprès de différents gouvernements africains afin qu'ils légifèrent contre les mutilations sexuelles mais seul le Soudan a légiféré dans ce sens, sans toutefois que ce gouvernement n'agisse en vue de faire respecter la loi».

(la lettre énumère des pays d'Europe qui ont pris des mesures financières pour lutter contre le Sida).

«Mais ici en Afrique, les autorités traitent le problème du Sida avec beaucoup de légèreté comme si elles ne savaient pas que la prévention est plus utile que la guérison. Les gouvernements africains ont imprudemment préféré attendre et payer leur inaction d'un prix extravagant.

Etant donné la nature du Sida et son rapport avec les mutilations sexuelles féminines nous ne pouvons pas nous permettre de prendre des risques. Nous avons lancé une campagne massive d'éducation par des visites à domicile, des circuits d'informations dans les campagnes où nous nous adressons aux femmes sur les places publiques ou les marchés, des campagnes dans les journaux, la radio et la télévision contre les mutilations sexuelles féminines et contre l'extension du Sida, et la campagne prend encore de l'ampleur. Nous croyons que l'intervention d'un vaccin contre le Sida ne peut arrêter seule cette maladie mortelle sans une meilleure éducation du public. Mais en qualité d'organisation non gouvernementale autofinancée et fonctionnant sur une base volontaire, sans solide assise financière, notre plus grand problème est le manque de fonds pour alimenter la campagne. C'est pourquoi nous lançons un appel par l'intermédiaire de votre journal à toutes les femmes, à toutes les organisations de femmes ou toute autre personne intéressée afin de nous venir en aide par des dons pour notre campagne, car le manque d'argent peut avoir des conséquences dramatiques sur la continuation de la campagne.

Aidez-nous, nous vous en prions, à supprimer les mutilations sexuelles féminines et l'extension du Sida parmi les femmes africaines. «Ensemble nous réussirons!» En toute sororité,

Hannah Edemikpong

Nous acceptons des dons en liquide (billets de banque), des chèques, des mandats internationaux en toutes devises. Nous acceptons aussi de l'aide matérielle comme des projecteurs, des films, des haut-parleurs, des cassettes, des livres et de la documentation. Pour l'envoi de fonds, de donations, de collaboration à l'enquête, écrivez (en anglais) à:

Mrs Hannah Edemikpong, Women's Center, Box 185, Eket, Cross River State, Nigeria, West Africa.

Femmes: l'âge de la retraite

Nulle n'ignore que dans les décisions gouvernementales de Val-Duchesse figure celle de porter l'âge légal de la retraite des travailleuses salariées et indépendantes à 65 ans, en calculant progressivement leur carrière en 45èmes comme on le fait pour les hommes. Le Ministre Mainil qui a emballé cette décision dans le papier-cadeau de l'égalité en escompte une solide économie. Economie immédiate: le paiement des pensions des travailleuses arrivant à l'âge de la retraite peut être reculé de cinq ans. Economie à long terme: puisque les femmes ont dans l'immense majorité des cas des carrières incomplètes, le calcul en 45èmes diminuera le montant moyen de leurs pensions. Dès à présent le Ministre a supprimé pour les femmes la possibilité de prendre une retraite anticipée avant 60 ans. Il réalise donc à présent une économie de plus de 370 à plus de 840 millions selon les années. Devant les protestations venues de tous bords, il a demandé l'avis du Conseil National du Travail sur cette question. L'avis de la Commission du Travail des Femmes n'a pas été sollicité, alors que cela s'imposait. Le Comité de Liaison des Femmes après avoir demandé aux Ministres ad hoc que la Commission du Travail des Femmes soit consultée a décidé de donner un avis qui reflète celui des femmes, principales concernées.

Que retenir de cet avis? Il commence par décrire la situation actuelle. Il se méfie des déclarations du Ministre qui prétend devoir faire des économies. En effet, au moment où celui-ci décide de réduire les prestations des femmes il veut améliorer les conditions de retraite anticipée des hommes. Il a en effet décidé de supprimer les coefficients de réduction pour anticipation pour les hommes, ce qui rapporterait à ceux-ci un supplément global allant de 156 millions la première année à plus de trois milliards en l'an 2000....!

Le Comité de Liaison veut évidemment que s'instaure l'égalité entre hommes et femmes. Mais il ne peut accepter que sous prétexte d'améliorer l'égalité en termes d'âge, on accroisse les inégalités en termes de revenus.

Il propose qu'un nouveau mode de calcul de la pension réduise les écarts de pensions entre les

hommes et les femmes. Il estime préférable de prendre la durée de la carrière comme référence pour le droit à la retraite. Il pense que la durée d'une carrière complète pourrait être fixée à quarante ans pour tous. Elle devrait être moins longue pour les personnes exerçant des métiers pénibles.

L'avis du Comité de Liaison a été envoyé aux Ministres et responsables qui sont concernés par le problème.

Miet Smet, secrétaire d'Etat à l'Emancipation en a fait le premier document de travail mis à la disposition du Conseil de l'Emancipation à qui elle a demandé un avis sur la question.

Pierre Mainil, secrétaire d'Etat aux Pensions, attire l'attention du Comité «sur le devoir qui nous incombe d'assurer face au vieillissement de la population, le paiement des pensions légales pour les années à venir. A cet égard, dit-il, votre suggestion tendant à généraliser le calcul des pensions en 40èmes avec prise en compte des vingt années les plus favorables engendrerait une telle croissance des dépenses qu'elle me paraît peu susceptible de pouvoir être retenue même si elle est parfaitement défendable d'un point de vue social»...

Le Ministre est moins regardant, nous l'avons vu, quand il s'agit d'améliorer les prestations des hommes qui demandent une pension anticipée. D'autre part, le Comité de Liaison lui a déjà fait part de l'intérêt et de la justice qu'il y aurait à procéder à l'individualisation des droits en sécurité sociale ce qui devrait lui amener des ressources nouvelles pour financer les droits (actuellement) dérivés et notamment les pensions de survie qui ne sont pas contributives.

De son côté le Conseil National du Travail a rendu un avis intéressant dans lequel il marque son opposition aux propositions gouvernementales et annonce un avis définitif avant les vacances de 1987. Il faut dire que les considérations du CNT proviennent surtout de l'analyse de l'impact budgétaire (en ce qui concerne les syndicats) global pour la sécurité sociale et (en ce qui concerne les patrons) des suppléments qu'ils auraient eux-mêmes à payer (salaires plus élevés en fin de carrière et prépensions conventionnelles).

Le dossier établi par le CNT permet de mieux saisir la grande misère de la carrière professionnelle des femmes. Il y avait (janvier 85) 290.462 femmes qui bénéficiaient d'une pension de retraite, parmi elles quelque 10 % seulement ont effectué une carrière complète. En 1986 l'ONPIS a effectué un sondage dans les dossiers de femmes qui prenaient leur pension à ce moment. Il s'agit donc de femmes qui sont nées en 1926. Ici 14 % des pensionnées ont une carrière complète. Si on ajoute à celles-ci celles qui ont une carrière presque complète (de 36 à 40 années de carrière) on obtient 25 % des pensionnées.

Mais il y en a encore malgré tout près de 30 % qui ont moins de vingt années de travail professionnel ce qui ne leur laisse que quelques centaines de francs de pension chaque mois.

Parmi les pensionnées de 1986, 84 % sont des mariées (selon le sondage). Et on constate aussi que parmi celles qui ont une carrière complète le nombre de femmes mariées augmente sensiblement. Elles représenteraient aujourd'hui plus de 44 % de celles-ci...

H.P.P. ■

Epargne-pension: discrimination

Le gouvernement est en train de pousser la population, d'un système de protection sociale qui se fonde sur la répartition (système des pensions légales) vers un système de capitalisation (épargne-pension). Depuis peu nous sommes invités à souscrire à des fonds d'épargne. L'encouragement fiscal est important et socialement injuste. De plus les travailleuses sont encore une fois discriminées dans ce système. Premièrement dans les polices d'assurances tout en payant les mêmes montants que les hommes, elle ne recevront que des rentes mensuelles inférieures à celles des hommes. Motif invoqué: la différence de longévité entre hommes et femmes. Tiens! Mais il y a des différences de longévité entre hommes (par exemple entre un manoeuvre agricole et un instituteur) qui sont beaucoup plus importantes que celle qui existe entre hommes et femmes et celles-ci ne donnent pas lieu à des différences dans les prestations des assurances! Notez que le Bureau des plaintes du Comité de Liaison des Femmes cherche à entamer une action dans cette matière. Des plaignantes éventuelles peuvent s'adresser à lui (1).

Autre discrimination: les couples de travailleurs sont mis sur le même pied que le couple

avec un salaire et une femme au foyer. Les uns et les autres ont droit au même volume d'épargne et aux mêmes avantages fiscaux. Conséquences: plus tard, le titulaire d'une «pension-ménage» qui bénéficie déjà d'une pension plus élevée parce que sa femme est sans revenu professionnel ou de remplacement bénéficiera d'une rente plus importante que celle du titulaire d'une pension dont le conjoint travaille!!! Et voilà ce qu'on appelle récompenser la valeur du travail... Ah! Sacrés libéraux, si votre ravage n'était semblable à votre langage...

Ceci nous amène à évoquer la question des pensions-groupe. Elles sont presque toutes discriminatoires pour les femmes. Elles se basent sur cette même différence de longévité pour établir cette discrimination.

Sur la base de ce raisonnement si on proposait que les PDG et cadres supérieurs de toutes les entreprises perçoivent eux aussi des avantages diminués parce que leur espérance-vie est nettement supérieure à celle des ouvriers?

H.P.P. ■

(1) Bureau des plaintes
Place Quetelet 1a
1030 Bruxelles
tél. 02/219.28.02.

Les vertus érotiques de la qualification professionnelle du conjoint

Ce titre est celui d'un article du numéro de Dialogue (2ème trimestre 83) consacré à «**Couple et Emploi**». L'auteur Micheline Colin commence par nous rappeler que certains métiers ont toujours eu le pouvoir de renforcer l'identité sexuelle de ceux qui l'exercent et sont ainsi des stimulations de désir sexuel. Plombier ou médecin, moniteur de ski ou pilote soulignent la virilité de l'homme tandis qu'hôtesse de l'air ou serveuse, infirmière ou puéricultrice renforcent la féminité des femmes. Mélangeant malheureusement un peu le «niveau» et le «métier», l'auteur rappelle aussi l'attraction puissante exercée sur les femmes par ces PDG ou patrons de toutes sortes qui apparaissent comme d'inépuisables pourvoyeurs des besoins. Elle remarque que malgré les exigences d'égalité et le développement du féminisme, il ne semble s'installer aucune réciprocité égale au sein des couples. Au contraire, elle pense que ce qui structure le pouvoir érotique de la profession, c'est aujourd'hui, plus que jamais, la disparité manifestée de l'importance accordée à la profession de l'homme et à celle de la femme. Autrement dit, le couple s'entend et se désire réciproquement si l'un et l'autre conviennent que la réussite professionnelle, l'engagement dans la vie professionnelle, est plus importante pour l'homme que pour la femme.

Elle en vient finalement à supposer (ce que je «professe» si souvent) que le discours sur le «travail d'appoint» ou «le travail à temps partiel» apparaît comme une déclaration de féminité. J'ajouterai que la nécessité de cet aveu est chez certaines femmes peut-être plus impérieuse que le sentiment de l'identité sexuelle est faible. Pourquoi ne pas relier ceci au fait que ce discours est parfois si prononcé chez les femmes de quarante ans?

L'auteur s'arrête malheureusement au seuil du sujet. Pourquoi? Parce que sa réflexion «part du divan», c'est-à-dire des couples qui viennent en consultation parce que quelque chose ne va pas. Tous ceux dont elle parle ont précisément un engagement dissymétrique dans leur vie professionnelle. Presque tous à l'avantage de l'homme évidemment. Un seul cas est à l'avantage de la fem-

me mais dans celui-ci l'homme est d'un milieu social (familial) nettement supérieur à celui de sa femme.

Ainsi notre auteure fait-elle une théorie sur les vertus érotiques de la dissymétrie dans la qualification professionnelle à partir de personnes qui en sont malades. Tant mieux. Mais qu'elle ne nous fasse pas croire que ce modèle a de l'avenir.

N'existe-t-il toujours pas (même si ce n'est pas plus indicatif qu'une hirondelle pour le printemps) de couples qui ont un engagement symétrique dans leur vie professionnelle? N'y a-t-il pas d'avenir de «couple» pour ces hommes et ces femmes?

Un peu court tout de même, malgré l'intérêt de l'approche...

H.P.P. ■

Au Théâtre-Poème

George Sand aujourd'hui

Reprise exceptionnelle d'un spectacle créé en novembre 85 et qui a tellement impressionné un professeur de Français américain qu'une tournée dans sept universités américaines a été organisée.

«George Sand Aujourd'hui» c'est la réhabilitation d'une femme qui préfigurait notre XXème siècle et que l'Histoire a souvent défigurée. Sur des projections de diapos d'après des documents d'époque et le décor sonore des musiques de Chopin et de Liszt, Uta Wagner dans le rôle de George Sand, Vincent Libon dans celui de Musset et Jean-Marc Valmont dans celui de Flaubert révèlent des aspects mal connus de ces écrivains célèbres.

Au Théâtre-Poème, rue d'Ecosse 30, 1060 Bruxelles
A 20 h 30 en avril, les mercredi 22, jeudi 23, lundi 27, mardi 28, mercredi 29 et jeudi 30. ■

Conseil de l'Emancipation

La Secrétaire d'Etat à l'Emancipation Sociale, Miet Smet, a mis sur pied un *Conseil de l'Emancipation* composé exclusivement d'organisations de femmes. Sa mission est définie par l'arrêté qui le crée: «*Le Conseil de l'Emancipation est chargé d'émettre des avis, de faire des recherches ou de proposer des mesures légales ou réglementaires sur toutes les matières directement ou indirectement liées à l'émancipation sociale des femmes, de sa propre initiative ou à la demande du Ministère ou du Secrétariat d'Etat qui a l'émancipation sociale dans ses attributions*».

Le Conseil a été saisi par Miet Smet d'une demande d'avis sur l'âge de la retraite des femmes.

Adresse:

Conseil de l'Emancipation Sociale
Secrétariat d'Etat à l'Emancipation Sociale
rue de la Loi 56
1040 Bruxelles
tél. 02/230.49.25 ■

Egalité Hommes/Femmes

L'égalité de rémunération, l'égalité de traitement dans tous les aspects de la vie professionnelle sont inscrits dans nos lois. Mais ces lois-là sont peu vivantes. Peu utilisées. Peu connues. En 1985, la Commission du Travail des Femmes a donc organisé un colloque pour sensibiliser le monde juridique. Aujourd'hui elle publie l'essentiel du contenu de ce colloque. On y découvre l'immense pesanteur belge sur cette question qui ne passionne vraiment personne...

Egalité de rémunération et de traitement entre hommes et femmes (journée d'information du monde juridique 12.3.1985), Cahiers de la Commission du Travail des Femmes n° 8, mars-avril 1986, disponible gratuitement auprès de la **Commission du Travail des Femmes**, Ministère de l'Emploi et du Travail, rue Belliard 53, 1040 Bruxelles ■

Aimer à l'ULB peut vous former

Aimer à l'ULB (asbl) se lance dans des cycles de formation composés de sessions de courte durée: 8 ou 9 séances de 3 heures

Au programme:

- formation à la relation médicale au planning familial

Première année: Formation médicale au planning familial. Thèmes des séances: la contraception, l'avortement, les maladies sexuellement transmises, les difficultés sexuellement transmises, les difficultés sexuelles.

Deuxième année: Approfondissement des aspects relationnels de la consultation médicale.

Thèmes des séances: le couple-la famille, les jeunes, la ménopause, psychosomatique-psychiatrie, homme/femme-amour/sexualité.

Troisième année: Analyse et supervision de cas.

- formation à la relation d'accueil de qualité

Première année: Connaissance et accueil courant. Thèmes des séances: la contraception, l'interruption volontaire de grossesse, les difficultés sexuelles.

Deuxième année: Approfondissement des aspects relationnels de l'accueil.

Thèmes des séances: désir/refus d'enfant, le couple, les crises, homme/femme-amour/sexualité.

Troisième année: Analyse et supervision de cas.

- formation à l'accompagnement de l'avortement

Thèmes des séances: Accueil au téléphone, premier accueil, tests de grossesses, entretien d'accompagnement, l'interruption de grossesse, réorientation-alternatives, contraception. ■



1932: dans l'almanach de la Jeunesse Ouvrière **Féminine** (de France) on trouve cette **petite** page sur les sports **qui** conviennent **spécifiquement** aux femmes...

«Nul ne songe à nier l'utilité du sport pour le **développement** du corps. A notre époque, l'usage du sport a certainement **contribué** à raffermir bien des **santés**. Mais, en cela comme en tout, il faut **éviter** les abus. Combien de jeunes, de Jeunes filles surtout, ont **abrégé** leur vie, en faisant du sport à outrance! Chez les Jeunes filles, la pratique **immodérée** des exercices physiques aboutirait beaucoup plus **rapidement** à des **conséquences** facheuses pour leur organisme. Qu'elles ne se **laissent** surtout pas entraîner à vouloir devenir championnes, battre des records ou gagner des coupes! Si l'usage raisonnable de la gymnastique, de la course, de la **nage**, du basket, du tennis et **même**, pour employer les termes anglais à la mode, du camping, du footing, du dancing, du yachting... peut être **conseillé**, nous attirons l'attention de nos jeunes lectrices, sur d'autres sports bien **oubliés**, mais sans danger, parce qu'elles risquent peu d'en abuser et qui auraient cet heureux effet de les **préparer** à leur taches de demain qui sont **déjà** celles d'aujourd'hui.

Nous leur signalons entre autres ceux-ci:

Le baiayling

Ce sport se pratique à l'aide d'un instrument en forme de T dont la traverse est munie de longs poils. On frotte **énergiquement** le parquet avec cette partie velue **jusqu'à** ce que la poussière qui s'y trouvait se soit envolée sur les meubles, les **cheminées** et les **étagères**.

Le pluming

Ce sport fait **suite** au précédent. Il se pratique à l'aide d'un instrument fait d'un manche et d'un bouquet de plumes. On promène cet instrument sur les meubles, les cheminées et les **étagères** pour faire retomber sur le sol la poussière qu'on y avait envoyée.

Le cliring

Les deux premiers sports ont **exercé** les bras. **Celui-ci** s'adresse aux Jambes. Il con-

siste à **se** fixer aux pieds de fortes broches et à **exécuter** à travers la chambre de vigoureux mouvements de patinage, **jusqu'à** ce que le parquet ait **acquis** un beau **poli**. Cet exercice a l'avantage de **développer** tous les muscles des membres **inférieurs**.

Le lavling

Ce sport se pratique avec une sorte de raquette de bois plein. Après avoir **trempe** dans l'eau et assoupli avec de la mousse de savon le linge de la maison, on le frappe vigoureusement avec la raquette. Quand le linge est rincé et bien tordu, la gracieuse sportive, en levant bien les bras, **l'étend** sur les cordes. Ce sport a l'avantage de **développer** les muscles des membres **supérieurs**.

Le repassing

Ce sport est destiné à **développer** l'**agilité**. Pour s'y livrer, il faut se procurer un morceau de fer ayant vaguement la forme d'une main, **très** lisse d'un **côté** et **surmonté** d'une **poignée**. On faut chauffer ce fer le plus possible, sans le porter au rouge. On le **promène** ensuite sur des **étoffes chiffonnées** et humides, assez pour les **sécher** et pas assez pour les **brûler**.

Le cuisining

Ce sport demande un **matériel** plus **varié**: fourneau, casseroles, couteaux, etc... Il comprend divers exercices: l'**épluching** qui consiste à **dépouiller**, à l'aide d'un couteau, les **légumes** de leur peau sans leur arracher leur **chair**; le **cuirling** qui a pour but de chauffer sur un feu ou dans un four les divers **légumes** et viandes, de manbre à les attendrir. Exercice **difficile**, car ces aliments restent durs s'ils ne sont pas assez **cuits** et ils redevennent durs et noirs s'ils le sont trop.

AVIS

1. Les sports que nous venons d'indiquer et d'autres du **même** genre, comme le coudring, le tricoting, etc, peuvent être **très économiques** pour les bonnes **ménagères**.
2. Ils n'exigent aucun uniforme. Le costume le plus simple est le **meilleur**.
3. Ils seront fort **appréciés** des jeunes gens **sérieux** qui cherchent à se marier et **désirent** trouver dans leur **épouse** une compagne capable de leur faire **apprécier** les **joies** du foyer.

Pierre Leroux et l'égalité des sexes

Armelle
Le Bras-Chopard

DE L'ÉGALITÉ
DANS LA DIFFÉRENCE
LE SOCIALISME
DE PIERRE LEROUX



PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

Le socialisme utopique et le féminisme font-ils bon ménage?

Toutes connaissent la férocité de Proudhon. Mais les plus offensants ne sont pas nécessairement les plus néfastes. Beaucoup de féministes se sont réclamées de Saint-Simon. Saint-Simon n'a cependant pas dit grand chose et les femmes ont comblé son silence de présupposés flatteurs. Avec Enfantin, les choses se corsent.

Enfantin, c'est le «Père». Il écarte la femme en l'idéalisant, en lui assignant un rôle salvateur, la Femme-Messie. C'est le «Père» qui l'appelle et qui prépare son avènement. Il veut abattre les obstacles pour que les femmes osent parler librement mais une disciple, Suzanne Voilquin observe que les femmes n'ont rien à dire dans sa communauté et elle les invite à se regrouper entre elles pour pouvoir s'exprimer. Cette Femme-Messie, qui est par vocation introuvable, sera pour finir le prétexte de beaux voyages en Orient... Fourier s'assurera une plus longue postérité par sa critique de la famille et du mariage. Il préconise de rationaliser le travail ménager par une concentration des tâches dans les mains de quelques femmes. Au sujet des relations homme/femme, il est libéralien ce qui inquiétait bon nombre de ses concitoyens et particulièrement des femmes (Clarisse Vigoureux).

Un point crucial reste à ce moment la question des droits politiques. Cabet, qui dans son

Voyage en Icarie, se montre théoriquement assez favorable à l'égalité, semble écarter les femmes de toute la vie publique: elles ne bénéficient pas de la citoyenneté et n'ont, dans les assemblées, qu'une voix consultative (sur les sujets qui les concernent!) alors que les hommes âgés de 21 ans ont une voix délibérative...

Ce rapide éventail permet de mieux situer la pensée de Pierre Leroux.

Pierre Leroux est peu connu aujourd'hui. Il est cependant l'inventeur du mot «socialisme». Il a été la coqueluche de certains, de George Sand notamment, qui s'en détournera, à cause de ses demandes d'argent... Leroux indispose les intellectuels car il critique Fourier, les Saint-Simoniens, Proudhon. Il s'en prend même à Victor Hugo. Les Marxistes d'après Marx auront pour Leroux le plus grand mépris. Marx cependant l'avait trouvé «génial» mais Engels, le trouvait «totalement fou». Leroux a le succès facile auprès du peuple. Il est à la fois intellectuel et populaire ce qui suscite bien des jalousies chez ses pairs. En 1840, il part fonder une communauté à Bous-sac. Il crée d'abord une imprimerie. Il sera ensuite élu maire de Bous-sac, puis député à l'Assemblée Constituante, puis réélu à l'Assemblée Nationale. C'est là que, seul contre tous (droite et gauche confondus), il défend le droit de vote municipal pour les femmes. Cette revendication provoque l'hilarité...

Les historiens des idées considèrent que le thème mobilisateur et central de Leroux est celui de l'égalité alors que chez d'autres, c'est tantôt la confiance dans le progrès des sciences et des techniques ou la liberté ou la fraternité ou encore la nécessité économique voire la doctrine sociale.

En ce qui concerne les femmes, Leroux reprend à son compte les idées de Fourier sur le mariage comme prostitution officialisée. Il s'en prend à tout ce qui fait de la femme une «entretueuse». Avec Pauline Roland il affirme que les femmes ont droit à un travail productif qui les affranchisse de toute tutelle. Leroux est peut-être plus radical que les autres utopistes dans cette matière mais pas réellement original car tous ou presque réclament l'autonomie économique des femmes.

En ce qui concerne les droits politiques pour les femmes il est tout à fait d'avant garde (on se souviendra que George Sand considérait les droits politiques comme incompatibles avec les devoirs de la maternité!) mais assez modéré puisqu'il revendique seulement, pour les femmes, les droits politiques au niveau communal.

En 1858, en souvenir de Pauline Roland, il se met à réfuter systématiquement les idées sexistes de Proudhon. L'infériorité intellectuelle de la femme? Proudhon l'attribue à la nature de la femme mais Leroux montre que c'est le résultat de la condition sociale qui est faite aux femmes. En leur réservant le ménage et la religion, on asphyxie leur esprit. En ce qui concerne l'infériorité morale des femmes, mise en avant par Proudhon, Leroux s'en prend à la tradition chrétienne qui en faisant de la femme une Eve, en fait un être faible, sot, dangereux. Le christianisme fait de la femme un être pernicieux. Pour Leroux le mariage chrétien est à remettre en cause. Après que la femme ait été considérée comme une proie, une chose matérielle, voilà qu'avec le mariage chrétien on lui enseigne le dévouement, l'abnégation, l'obéissance. S'il critique le mariage tel qu'il se présente à son époque, Leroux ne pense pas que la suppression du mariage résoudrait les problèmes d'infériorité des femmes pas plus que l'anarchie ne peut résoudre

les criantes imperfections de l'Etat. Leroux critique le libéralisme amoureux de Fourier, qui selon lui veut en revenir à la polygamie. Il dit que Fourier en réhabilitant la chair croit réhabiliter la femme. La femme n'est pas seulement un être de sensation comme le pense Fourier, elle est aussi «sentiment» et «connaissance». C'est d'ailleurs sur cette question que Leroux entre en conflit avec Enfantin et quitte l'Eglise suivi par d'autres. Il reproche à Enfantin de vouloir instaurer une promiscuité qui a été réprouvée par la majorité et qui méconnaît la préférence des femmes pour l'amour, sentiment et constance.

Leroux analyse aussi le rapport entre différences ou spécificité et égalité. Dans le couple, la femme doit revendiquer l'égalité comme épouse, hors du couple elle revendique l'égalité comme être humain. Si des caractères sont plus spécifiques aux femmes comme le senti-

ment, rien ne permet d'en faire une infériorité sociale. Pour Leroux, le sentiment est un révélateur privilégié et il est donc à la base de tout changement ou progrès. D'une certaine façon, comme Enfantin donc, il investit la femme d'une mission supérieure à celle de l'homme.

Les femmes en se libérant libèrent toute l'humanité. La cause des femmes se confond avec la cause du peuple. Les femmes ne doivent pas perdre de vue leur vocation universelle. Manifestement Leroux craint que les féministes ne s'occupent que de leur propre émancipation et... ne s'ingurgent contre les hommes. Pour la libération de l'humanité, Leroux fait donc appel à la collaboration entre hommes et femmes. En réalité pour la libération du prolétariat, il fait appel, là aussi, à la collaboration entre les classes. Il croit que les privilégiés peuvent vouloir l'égalité. Plus même: il pense que les privilégiés peuvent «donner» l'égalité, l'émancipation. Il semblerait que Leroux ait très peur des femmes, d'une insurrection contre le sexe masculin. Il préfère donc que les hommes prennent les devants.

Sa biographe, Armelle Le Bras-Chopard, en vient même à considérer que Leroux est atteint de la même angoisse que ceux qu'il critique. La femme peut-elle user sans danger de sa liberté? Est-ce qu'il ne préconise pas la fidélité de l'amour et la spécificité de la femme épouse parce qu'il craint l'immoralité de la femme? Quoi qu'il en soit, Leroux va très loin dans la réflexion sur l'égalité sociale, et sur les rapports que cette égalité entretient et doit entretenir avec d'autres facteurs sociaux comme la liberté ou la solidarité et avec des caractères personnels comme la différence ou la spécificité...

Hedwige PEEMANS-POULLET

Cette analyse est inspirée par l'excellent ouvrage de Armelle Le Bras-Chopard, *De l'égalité dans la différence. Le socialisme de Pierre Leroux*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris 1986.

Les conséquences économiques du divorce

Stupéfaction: dans un article récent sur le divorce (1) la journaliste de **service** reprend les propos de l'avocat qu'elle interroge et qui affirme qu'en cas de divorce, la pension alimentaire d'un enfant peut atteindre entre 3.000 et 6.000 francs... **Voilà** une bien curieuse **interprétation** de l'obligation alimentaire! En **réalité** la pension alimentaire doit être proportionnelle aux revenus du **débiteur**. On n'imagine tout de **même** pas un **père** qui gagnerait 200.000 francs par mois et qui serait tenu à ne payer que 6.000 francs pour son enfant! En ce qui concerne la pension **éventuellement** due à l'**ex-épouse**, il est bon de se rappeler que **malgré** l'évolution des conceptions en matière de divorce, elle demeure **marquée à la fois** par l'**«état de besoin»** et par la **«culpabilité»**. Si le divorce est prononcé aux torts de la femme, si c'est elle qui demande le divorce et qu'il n'est pas prononcé aux torts de son conjoint, elle n'aura pas droit à une pension alimentaire pour elle-même (2). Enfin, si la femme exerce une **activité** professionnelle qui lui permet de subvenir à ses besoins, elle a peu de chances d'obtenir quelque chose pour elle-même. En ce qui concerne le montant de cette pension, on fait de plus en plus souvent **référence**, en **théorie**, à l'**idée** que le nouveau **ménage** constitue de la mère et des enfants doit pouvoir maintenir un standing comparable à celui qui avait **été** atteint **antérieurement**.

Or **précisément**, la comparaison entre la situation **antérieure** du couple et la nouvelle situation des deux **ménages** de divorces commence à faire l'objet d'**études** dans divers pays. Aux Etats-Unis, on constate que le statut social des femmes **divorcées** et des enfants des premiers mariages est nettement **inférieur** à celui que conserve ou qu'atteint l'homme divorce. Souvent les enfants sont obligés de changer de quartier, d'école, de milieu social, d'amis. Au cours de ses divers mariages, l'homme, **particulièrement** celui des milieux aisés produit des enfants de milieux sociaux **différents**, les derniers **étant** les plus avancés.

Au Canada, on constate également que parmi les **ménages** qui ont besoin d'aide sociale, figurent un grand nombre de familles dont le chef de ménage est une femme seule, souvent **divorcée**. Même lorsque les femmes exercent une **activité** professionnelle, elles n'arrivent pas à nouer les deux bouts si elles ont les enfants à charge. Cette situation traduit à la fois ce que représente le **«salaire d'appoint»** des femmes (c'est en **réalité** un salaire **inférieur** au revenu minimum) et les **conséquences** de la tactique **«d'abandon de famille»** que mettent au point les hommes **divorcés**.

En Suisse (3) s'instaure une coutume en cas de divorce qui partage en deux les revenus **antérieurement** gagnés par les conjoints. Supposons qu'avant le divorce l'homme Bt ait le seul gagne pain et qu'il gagnait l'équivalent de 50.000 frs par mois, on attribue à l'**épouse** une pension de 25.000 frs. Si les deux conjoints avaient une **activité** professionnelle, on additionne les deux revenus et on divise par deux. Mettons, l'homme avait un revenu de 50.000 frs et la femme de 30.000 frs. On considère que chacun des deux devra avoir 40.000 frs et l'homme sera tenu de payer une pension alimentaire de 10.000 frs. A première vue cette solution paraissait la plus juste. Mais... on constate que dans ces conditions, la charge **spécifique** des enfants n'est pas mise en compte. Il arrive donc très souvent que lorsque les tribunaux appliquent une telle forme de partage, l'homme ne revendique pas la garde des enfants et que le **ménage** de la femme soit **malgré** tout plus pauvre que celui de l'homme, parce que dans son **ménage**, par suite de la **présence** des enfants, le revenu par tête est beaucoup plus bas. De plus on constate que le travail professionnel de la femme rend le divorce beaucoup plus avantageux... pour l'homme! En effet, supposons que les deux conjoints aient eu les mêmes revenus professionnels, il n'y aurait pas de transfert de pension alimentaire. La charge des en-

fants ne serait pas prise en compte et, dans les faits, incomberait **à la** femme. Quand une femme se rend compte que son mari la pousse à exercer une **activité** professionnelle ou à **améliorer** son statut professionnel, elle doit se **méfier**, une **idée** de divorce doit être en train de germer dans l'esprit de son mari!

Ainsi, on peut considérer que, d'une **manière** ou d'une autre, le divorce rend l'homme plus riche et la femme plus pauvre. Lorsque la femme n'a pas d'**activité** professionnelle ou une **activité** mineure, elle-même et ses enfants tombent dans la pauvreté et sont **amenés** à recourir soit à l'assistance publique ou à d'autres formes de protection sociale.

Les pouvoirs publics ont ainsi une extraordinaire **complicité** avec les maris **défaillants**. L'abandon de famille (ne pas payer la pension alimentaire due) n'est pas sanctionné. La justice accepte que ses jugements demeurent lettre morte. Les ressources publiques ou sociales servent à pallier aux **défaillances** de la **paternité**. Les partis sociaux **chrétiens** qui prétendent être tellement soucieux de la famille sont parfaitement complices de cette situation. Il y a plusieurs **années déjà** (1981) Huberte Hanquet, **sénateur** PSC a déposé une proposition de loi visant à créer un Office National des Créances Alimentaires et à permettre à celui-ci de **recupérer** auprès du **débiteur** d'aliments la somme en question. En 1983, le Comité directeur du PSC a estimé qu'il était **«prioritaire»** de créer de **«toute urgence»** un tel office... Or actuellement, suite à une **décision** du Ministre Dehaene (CVP) seules les femmes **«qui sont en état de besoin»** peuvent se faire avancer par le CPAS une partie de la pension alimentaire due pour leurs enfants (et non celle qui est due pour elles-mêmes...). Le CPAS se retourne ensuite contre le **débiteur** d'aliments.

Ainsi voilà que les pères **défaillants** et les ex-conjoints indi-

gnes ne sont tenus d'exécuter les **décisions** judiciaires que pour autant que les **créancières** des aliments soient dans l'**état** de besoin! Justice de classe s'il en est! Il est probable en effet, qu'ainsi l'application des **décisions** des tribunaux ne se fera que dans des milieux **défavorisés**. D'autre part, cette décision du Ministre Dehaene fournit une sorte d'**interprétation** de la loi. En effet, une mère **divorcée** qui exerce une **activité** professionnelle ne pourra pas recourir au CPAS. Il est donc sous-entendu qu'elle peut moins que d'autres encore **bénéficier** de la justice et du droit.

N'oublions pas pour terminer que l'argent des CPAS c'est celui qui vient des **impôts** et donc des contribuables... Nous sommes tous (y compris les **mères divorcées** qui exercent elles, une **activité** professionnelle pour subvenir à l'entretien de leurs enfants!) invités à financer l'abandon de famille des **pères indignes**! Pendant ce même temps ces pères qui cherchent à **échapper** à la justice, se rendent souvent insolvable et ne paient donc plus d'**impôts**...!

La **réalité** de l'Etat patriarcal dépasse la fiction...

H.P.P.

(1) Divorce. L'argent de la haine, dans *Le Vif/L'Express* du 20 au 26 février 1987.

(2) Hormis dans le cas de la **«séparation de fait** depuis 5 ans et dans d'autres cas particuliers.

(3) On lira les textes du colloque **«Famille, Etat et Sécurité économique d'existence»** tenu à Louvain-la-Neuve, les 8-14 juillet 1985 (Association Internationale du Droit de la famille).

Rapports intra-familiaux et rapports sociaux de sexe, Cahiers n° 5 de APRE (Atelier/Production/Reproduction), Paris, mai 1986.

Et le n° 35/36 (1982) de ACTES (Les Cahiers de l'Action Juridique).

Enfants et divorce

Il nous savons toutes que lorsque survient le problème de la garde dans le divorce, le juge décide en fonction de l'intérêt de l'enfant.

De leur côté, les parents qui demandent la garde avancent aussi l'intérêt de l'enfant. Pas question pour un «nouveau père» de dire tout simplement: «je veux garder l'enfant parce que je ne veux pas payer de pension alimentaire». Pas question pour la mère de dire: «je veux garder l'enfant parce que c'est moi qui ai fait tout le boulot de l'éduquer jusqu'à présent». Donc l'enfant, l'intérêt de l'enfant, c'est la parole magique qui devrait mettre tout le monde d'accord. Mais «il ne reste finalement de l'intérêt de l'enfant que l'équivalent général du discours» dit Chauvière (1). A supposer que l'intérêt de l'enfant doive primer celui des autres, comment apprécier cet intérêt de l'enfant? Lui demander à lui ce qu'il préfère? A partir d'un certain âge ça se fait et cependant les psy considèrent qu'il est inhumain de demander à un enfant d'énoncer publiquement une préférence pour l'un de ses deux parents. En outre, il n'est pas évident que sa préférence corresponde à son «bien». Ce sera donc toute la smala qui entoure le juge qui va émettre des avis. Chacun en fonction de ses propres préjugés. Bref, les deux parents sont alors livrés à l'arbitrage du regard des voyeurs et du jugement des censeurs.

On se préoccupe très peu de savoir s'il existe des critères plus ou moins objectifs pour évaluer ce qui convient aux enfants. Et de fait, on découvre avec stupéfaction que jusqu'il y a une bonne vingtaine d'années, il n'existait guère de recherches sur les enfants de divorcés. Les premières études ont, bien sûr, attribué à ces enfants tous les troubles psychologiques et sociaux possibles et imaginables. Il faut dire que ces premières recherches portaient précisément sur des enfants qui n'avaient pas supporté le divorce de leurs parents et se retrouvaient en traitement chez

des psy. Depuis quelques années les choses changent. Les analyses sur les effets du divorce, à court et à long terme, sur les enfants, deviennent plus positives, plus créatrices même. Une publication de l'INED est venue (1985) fort à point pour présenter un peu l'état de la question et le résultat de plusieurs enquêtes auprès des intéressés (2).

Dans un bref article, A. Chahnazarian fait le bilan des recherches aux Etats-Unis (3). Puis dans un récent numéro de Dialogue (4ème trim. 1986), nous retrouvons à nouveau les enfants de divorcés à partir du divan des psy. Mais cette fois le discours est nouveau. Ce qui est dit des enfants renvoie immédiatement à ce que sont les parents indépendamment de leur divorce. Celui-ci leur permet parfois de donner libre cours à des penchants cachés au cours du mariage. Il y a des passages excellents comme ceux où l'on évoque le renversement de la position de l'enfant par rapport au couple. Autrefois l'enfant était le produit du couple, aujourd'hui il arrive que le couple soit le produit de l'enfant. Preuve ces divorcés qui se cherchent un conjoint parce que: pour l'enfant «il faut un couple». Ou encore cette évocation du fantasme si répandu que c'est aux parents que revient de «combler» leurs enfants. D'où cette réflexion: «Parents, ne rendez pas trop heureux vos enfants: ils ne s'en remettraient pas».

H.P.P.

(1) M. Chauvière, *L'introuvable intérêt de l'enfance, dans Le droit face aux politiques familiales, Actes du Colloque du 30 janvier 1982, réf. citée dans*

(2) O. Bourguignon, J.L. Rallu, et I. Théry, *Du divorce et des enfants, coll. Travaux et Documents, Cahier n° 111, INED, PUF, Paris, 1985.*

(3) dans *Les familles d'aujourd'hui, Actes du Colloque de Genève (17-20 sept. 1984), Assoc. Internationale des Démographes de Langue Française, n° 2, Paris, 1986.*

(4) *Dialogue, AFCCC, Paris, 4ème trim. 1986.*

Pauvreté: les femmes d'abord

La pauvreté, on en parle partout. A droite, à gauche et... au milieu. Les néo-libéraux comme les anciens libéraux se proposent comme «défenseurs» des plus démunis. Cela fait partie de leur conception sociale. Pour eux, il ne faut instaurer qu'une protection sociale minimale au bénéfice de ceux qui en ont «réellement besoin», c'est-à-dire après enquête sur les ressources. En conséquence, ils proposent et disposent de réduire les droits sociaux ce qui accroît le nombre de pauvres.

A gauche, l'accroissement du nombre de pauvres est un argument utilisé pour démontrer les mauvais résultats de la politique néo-libérale. On y analyse les processus d'exclusion sociale, la dualisation de la société...

Puis, il y a encore toutes les personnes de bonne volonté qui ne discutent pas, mais renouent avec les institutions caritatives...

Ce que personne ne dit... c'est que tout cela concerne essentiellement des femmes. On se demande même parfois pourquoi on s'occupe tant de pauvreté alors que précisément... ce ne sont que des femmes... On peut donc craindre que les belles recherches et les hautes considérations sur ce qu'il faudrait faire n'aboutiront à rien. A commencer par le fait qu'en Belgique nous n'avons pas encore de recherches explicites sur la spécificité féminine de la pauvreté. Les pauvres de chez nous ont le sexe des anges... Ailleurs, ce n'est pas le cas.

Dans un récent article sur la féminisation de la pauvreté au Canada (1), Deborah A. Abowitz montre la corrélation qui existe entre les discriminations salariales dont les femmes sont victimes, l'insuffisance de leurs salaires et la pauvreté qui les frappe lorsqu'à la suite d'un di-

vorcé elles deviennent chef de ménage. Elle considère que l'assistance sociale intervient au Canada mieux qu'elle ne le fait aux Etats-Unis, mais s'inquiète malgré tout, avec les autorités canadiennes, du nombre croissant d'enfants qui vivent dans la pauvreté au cours de leur éducation et de leur scolarité... Moi qui croyais qu'on s'inquiéterait du sort de ces pauvres femmes qui travaillent pour un salaire de misère et effectuent une double journée de travail tout en étant obligées de recourir à l'assistance publique...

En 1984 tout un numéro spécial de la revue «SIGNS» (2) a été consacré à «Femmes et pauvreté». Il s'agit principalement d'analyses portant sur les Etats-Unis. Au-delà de l'analyse des faits et des causes, divers articles abordent également les effets de la paupérisation des femmes par exemple sur leur comportement politique. Les femmes bénéficient beaucoup moins que les hommes des programmes sociaux et les auteurs poussent donc l'analyse jusqu'au caractère proprement phallogratique de la redistribution sociale particulièrement à l'époque Reaganienne.

Ce numéro vient d'être réédité en livre accompagné de deux articles supplémentaires auparavant publiés dans d'autres numéros de Signs (3).

H.P.P.

(1) D.A. Abowitz, *Data indicate the feminization of poverty in Canada too, dans Sociology and Social Research, 70, 3, 1986.*

(2) *Women and Poverty, SIGNS, X, 2, hiver 1984.*

(3) *Women and Poverty, éd. sous la dir. de B.C. Gelpi et a., University of Chicago Press, 1986.*

Die Familie

Ingeborg Weber-Kellermann: **«Die Familie»**, Insel Verlag, Francfort, Main, 1977.

Ce livre a paru, dans sa **deuxième** édition, il y a dix ans déjà, la première date de **1976**. Mais je ne crois pas qu'il soit **suranné**, que son contenu ait perdu un iota de son **actualité**. Il s'agit de l'histoire de la famille en tant qu'**unité** sociale, en premier lieu de la famille allemande il est vrai, mais l'extension sur d'autres pays européens est facile.

Disons d'emblée qu'il est écrit dans un esprit humaniste et progressiste et que le rôle des femmes est **traité** au premier plan. L'auteur fait surtout table rase de beaucoup d'**idées** reçues et de **préjugés**, entre autres de celui de la famille **idéale** chaleureuse. A grand nombre d'enfants qui aurait **été** celle des **siècles** passés, famille dans laquelle chacun **était** conscient de sa place et la remplissait au meilleur de ses **capacités** à la satisfaction de tous.

Ingeborg Weber-Kellermann commence par donner les définitions des différents types de famille:

1. le noyau familial A deux **générations**; aux temps **préhistoriques**, avant qu'on ait compris le rôle du **père**, ce noyau consistait probablement de la mère et de ses enfants, dont la protection Btait **assurée** par le **frère** aîné de la mère;

2. ce type de famille fut suivi, encore dans les **époques** **préhistoriques**, par la **«grande famille»**, où plusieurs **générations** vivaient ensemble sous un toit, **dirigées** par un chef; les membres travaillaient et exploitaient en commun les biens familiaux. Cette forme a existé encore longtemps dans les civilisations slaves;

3. dans le monde germanique, il y avait une autre forme, celle du **«clan»** (Sippe), une association de petites familles de deux ou **éventuellement** de trois **générations** qui ne vivaient ni ne travaillaient ensemble, mais qui **étaient liées** entre elles par les liens du sang;

4. le Moyen-Age voyait l'**avènement** de la **«famille à grand ménage»**, une unité familiale et

économique, A laquelle appartenaient aussi des personnes non **apparentées**, des valets, des bonnes, des apprentis et des compagnons. Tous les droits et toutes les responsabilités, par exemple pour l'**exploitation** des biens familiaux, des terres, du **bétail**, des ateliers artisanaux ou d'une entreprise commerciale, se trouvaient **concentrés** chez le **père** de famille. Ce genre de famille a existé jusqu'au **XIXème** siècle et plus, mais ce même siècle a vu un retour A la

5. **«petite famille»** ou **«famille des époux»** consistant de parents et enfants pour laquelle domicile et lieu du travail sont **séparés** et où d'autre part le **père**, pour ne parler que de lui, n'a dans la plupart des cas plus aucune participation dans les affaires de la cité.

Parallèlement A ces modifications, se déroulait une **évolution** du **caractère** du mariage et du rôle des femmes. Dans la **«Sippe»** germanique, le mariage Btait un acte juridique entre deux clans: la **fiancée** Btait remise au clan du futur Bpoux contre un prix d'achat; la jeune femme restait sous une certaine protection de sa famille paternelle, mais pratiquement elle n'avait aucun droit, surtout pas celui à la **fidélité** de son époux: l'**adultère** Btait uniquement possible dans le chef des hommes, ils pouvaient avoir autant de concubines qu'il leur plaisait; si la femme principale ne produisait pas d'enfants ou uniquement des filles, l'homme concluait des **«Friedelehen»** (mariage d'amour) ou **«Kebsehehn** (concubinage avec des esclaves), et les fils de telles liaisons avaient les mêmes droits qu'un fils de la première épouse. Les filles étaient souvent **abandonnées**. Certains de ces us et coutumes se **réflètent** encore dans les vieux contes populaires: dans les contes de Grimm par exemple, on assiste souvent à un abandon d'enfant, et la marâtre, qui soumet les enfants du premier mariage de son mari A tous les abus, est A l'origine probablement une femme provenant d'un clan socialement **inférieur** et qui **était** jalouse des **privileges** de ses beaux-enfants.



Au Moyen-Age chrétien, le **caractère** du mariage changea: il n'**était** plus un acte juridique, mais un sacrement **basé** sur la même foi des deux Bpoux. La monogamie fut **exigée**, et c'est surtout cette **règle** qui fut **très** dure A s'imposer. D'autre part, la **«famille à grand ménage»** ne pouvait **évidemment** exister que dans les couches **aisées**, la vie familiale des classes laborieuses Btait tout autre. A la campagne par exemple, les serfs **dépendaient** des décisions du suzerain: puisque c'**était** dans son **intérêt** d'augmenter la population dans ses propriétés, il pouvait obliger ses sous-ordres à se marier, les garçons A partir de **18** ans, les filles A partir de **14** ans. Il avait le **«droit de cuissage»**, c'est-à-dire de **déflorer** la **mariée** dans la nuit de noces avant son mari. La monogamie **imposée** provoqua et favorisa l'institution de la prostitution, toutes les villes, même les plus petites, avaient leurs bordels, et les femmes qui y vivaient **étaient organisées** en corporations. Ceci **dénote** **évidemment** aussi un grand **excédent** de femmes, et pour y pallier, il y avait d'autres solutions: des couvents de femmes, des **béguinages** et

autres maisons d'hébergement qui avaient aussi leurs avantages: souvent, les femmes y **acquerraient** des connaissances et une culture **dépassant** de loin celle des hommes, et elles avaient un sort enviable **comparé** A celui des femmes **mariées**, dont la vie Btait une **chaîne** presqu'ininterrompue d'accouchements. La plupart des enfants mouraient en bas âge.

Pour revenir A la **«famille à grand ménage»**, Ingeborg Weber-Kellermann **décrit** la vie dans une ferme en Westphalie au **XVIIIème** siècle. N'oublions pas que jusqu'au **XXème**, 90 % environ de la population tirait sa subsistance des campagnes. Dans les anciennes fermes, nous avons le **modèle** d'une organisation qui se basait sur le partage du travail entre le père et la mère de famille, tous deux assistés par de nombreux domestiques. Mais la vie et le travail **étaient** strictement structurés selon les **nécessités** économiques, ce qui se voit clairement dans la **répartition** des **sièges** lors des repas: **père** et mère avaient leurs places A un des petits **côtés** de la table **dressée** devant la **fenê-**

tre, les hommes dans l'ordre hiérarchique sur un banc relativement confortable en-dessous de cette dernière, tandis que les servantes et les enfants occupaient le côté en face, ou debout ou sur un banc sans dossier. Uniquement les nourrissons et les grands vieillards étaient dispensés de fournir du travail pour mériter leur subsistance.

Au XIX^{ème}, le caractère du mariage changea encore une fois et devint de nouveau un contrat juridique, plus entre deux clans, mais entre deux individus. Comme conséquence du droit naturel proné par la Révolution Française, le mariage obtint un statut civil, en Belgique déjà par la Constitution en 1831; en Allemagne, le mariage civil ne devint obligatoire qu'en 1875/76, après la fondation du Reich. Ingeborg Weber-Kellerman développe en détail les différentes influences qui ont façonné la famille bourgeoise du siècle passé: les conditions économiques, créées par la révolution industrielle, le climat social modifié, les points de vue philosophiques et politiques. Disons ici uniquement que la famille bourgeoise cessa être une unité de production, pour se limiter strictement à la consommation que la mère de famille avait à organiser. La tâche de l'instruction des enfants incombait maintenant aux écoles, de sorte que la famille perdait aussi une partie de ses fonctions sociales. Dans les couches aisées de la noblesse et de la bourgeoisie, il devint impensable pour la dame de maison de se salir les mains au moindre travail et de se fatiguer par les soins des enfants. L'auteur consacre tout un chapitre aux conditions de vie des gens de maison qui n'avaient que des devoirs et pratiquement aucun droit, à part d'être payés et nourris, mais pour leur logement par exemple n'importe quel débaras devait suffire.

Mais ce ne furent que les femmes et jeunes filles de la «bonne société» à qui fut épargnée de l'obligation d'un travail utile. Dans les classes laborieuses, la vie était tout autre: non seulement les femmes mais aussi les enfants devaient contribuer, dès leur bas âge, à gagner le pain quotidien. Si, dans la bourgeoisie, les enfants commençaient à avoir leur monde à eux, avec des vêtements pratiques et confortables qui n'étaient plus des copies de ceux des adultes, des chambres à eux et une abondance de jouets, rien de tout cela ne par-

venait jusqu'aux familles ouvrières, et la misère la plus noire régnait dans les taudis des ouvriers à domicile qui fabriquaient par exemple ces jouets.

Mais le siècle passé voyait aussi le début de l'émancipation des femmes, et Ingeborg Weber-Kellerman ne manque pas de parler d'Hélène Lange et de Luise Otto, deux grands noms dans l'histoire féminine allemande; la dernière fut, en 1865, la première femme à présider une réunion publique pour l'égalité des droits des sexes.

Encore beaucoup d'autres points de la vie familiale du passé sont évoqués, par exemple les coutumes de mariage, l'équipement des ménages, la grande lessive, l'éducation des enfants etc. Comparé à ces chapitres extrêmement riches et denses, la description des familles de la première moitié de ce siècle, réservant une large part au III^{ème} Reich, et celle des tendances depuis la II^{ème} guerre sont nécessairement plus faibles, même si l'analyse de la célébration dite «traditionnelle» de la moisson, célébration élevée au rang d'une fête nationale par Hitler et qui en réalité était le début d'un mouvement social des ouvriers agricoles au XIX^{ème}, revêt un intérêt particulier.

Ajoutons finalement que la documentation présentée, aussi bien en illustrations qu'en textes originaux, est particulièrement riche et complète. Cet ouvrage mériterait certainement d'être traduit, même s'il se base essentiellement sur les conditions allemandes.

Annie KESTELYN ■

Les origines de Vie Féminine

Annie De Decker vient de publier (en flamand) une excellente introduction à l'histoire des origines de Vie Féminine (KAV en flamand) dont on sait qu'elle est une transformation des **Ligues Ouvrières Féminines Chrétiennes**. C'est un des premiers travaux critiques en cette matière. L'auteur montre quelles sont au XIX^{ème} siècle les diverses formes d'organisations ouvrières chrétiennes pour les femmes. Les unes sont de tendances plus syndicales, les autres plus mutualistes, d'autres enfin visent plus le «relèvement moral» de la classe ouvrière et confient aux femmes une sorte de mission salvatrice. Les **Ligues des Femmes Chrétiennes** et les **Vrouwengilden** sont des associations nées dans le cadre paroissial. Elles sont dans les mains de femmes des milieux supérieurs. On a parfois, comme à Bruxelles, beaucoup de difficultés à obtenir que les ouvrières s'intéressent à ces organisations que l'on crée pour elles. La philosophie de ces organisations est, comme on dit alors, corporatiste, c'est-à-dire que l'on s'efforce de réunir dans une même organisation les patrons et les travailleurs d'une même profession. En fait, pour les femmes, et Annie De Decker ne le souligne pas assez, ce projet corporatiste sera très différent de ce qu'il est pour les hommes, puisqu'au lieu de réunir les patrons (les employeurs) et les travailleuses, il ne réunira le plus souvent que des «dames patronnesses» (c'est-à-dire des femmes n'ayant précisément pas de responsabilité directe dans l'organisation du travail) et des travailleuses, ou plus largement des femmes de milieu ouvrier.

Après la première guerre mondiale, il y aura une volonté de réunir (et donc d'unifier) toutes les organisations ouvrières féminines chrétiennes. Sont alors créées les **Ligues Ouvrières Féminines Chrétiennes** et ce **Nationaal Verbond van Christelijke Vrouwengilden**. Bien qu'elles se constituent plutôt sur le modèle (ou à partir) des structures qui étaient plus syn-

dicalisantes, on ne peut en déduire qu'elles proviennent du mouvement syndical féminin (A. De Decker, p. 144). En effet, ce regroupement au niveau national s'affirme nettement comme un mouvement d'éducation permanente. Cette éducation est prioritairement centrée sur la famille encore qu'après la guerre de 1914, elle s'attache aussi aux questions sociales et politiques qui ont une incidence directe ou indirecte sur la famille. Peu après cette opération de recentrage, la défense des intérêts professionnels des travailleuses sera confiée à la CSC qui absorbera les syndicats féminins.

A. De Decker décrit ceci comme une «évolution» presque spontanée. Il reste à pousser un peu l'analyse, pour montrer à quel point les responsables masculins des mouvements mutualiste et syndical ont voulu supprimer l'autonomie que se créaient les femmes avec leurs propres organisations sociales.

Quant à la volonté masculine de transformer le mouvement social féminin chrétien (et c'est vrai chez les socialistes également) en un mouvement d'éducation permanente, il faut en rechercher la cause me semblait-il (comme je l'ai exposé dans «familialisation et crise économique») dans cette volonté des patrons d'interpréter l'insuffisance des salaires du XIX^{ème} en termes d'incapacité ménagère des femmes de la classe ouvrière: la KAV et les LOFC... (Vie Féminine) sont tout «encombrées», voire lourdes d'avoir accepté de baser leur action sociale sur cette explication fautive et anti-sociale du paupérisme du XIX^{ème} siècle.

H.P.P. ■

A lire donc
A. De Decker, **VORMINGSWERK IN VROUWENHANDEN**
De voorgeschiedenis van de KAV (1892-1924)
(Onderzoekscentrum Vrouw en Opvoeding, KUL), éd. Acco, Leuven, 1986.
(prix: 440 FB).

Rosa Luxemburg



Rosa Luxemburg était connue comme théoricienne marxiste, comme révolutionnaire. Aujourd'hui on découvre qu'elle est une femme et que ses positions théoriques traduisent une pensée féministe. Son premier biographe a consacré sept pages (sur 350) au passage «La femme». Il affirme qu'elle était «tout à fait femme» mais pas du tout «bas bleu». Au cours d'un récent colloque qui a été consacré à Rosa Luxemburg, Christel Neusüss, spécialiste du sujet, explique honnêtement, qu'il a fallu qu'elle découvre elle-même qu'elle était une femme avant de découvrir que Rosa Luxemburg l'était aussi: «Depuis que, grâce au mouvement des femmes et contrainte par mes propres expériences, c'est-à-dire par le fait d'avoir pâti du comportement masculin politique et privé, je me suis rendu compte que je suis une femme, je lis Rosa Luxemburg avec de tout autres yeux».

Jusqu'à présent la pensée de Rosa Luxemburg a été analysée dans ses différences et ressemblances avec celle des grands, Lénine et autres. L'inverse n'a jamais été pensable. Cependant avec l'introduction du point de vue «femme», quelque chose cesse de tourner autour de ces piliers. On découvre ce qui dans le marxisme n'a pu être pensé que parce que Rosa Luxemburg était une femme.

A l'entendre, on se demande s'il est possible d'être un hom-

me révolutionnaire sans se désincarner complètement. Ecoutez comment elle s'adresse à L. Jogiches qu'elle a tant aimé (et réciproquement): «*Je me rends compte que chaque mot de l'affaire la plus bête t'intéresse deux fois, que dis-je, dix et cent fois plus que mes épanchements personnels. Surtout dès qu'il s'agit du PPS, alors tes yeux brillent tout de suite, au contraire de ce qui se passe quand je t'écris d mon sujet que je suis fatiguée ou que je languis, etc... Que je ne possède aucun coin d moi, que je n'existe nulle part et que je ne vis par en tant que moi... ce qui me fatigue et me lasse, c'est d'entendrepourtout de quelque côté que je me tourne, un seul et même mot: «la cause»...* Tout ceci serait parfait si, à côté de cela, en dépit de cela, l'homme perceait au moins un peu, l'âme, l'individu. Mais chez toi rien, rien d part ça... Je te terroriserai maintenant sans la moindre pitié jusqu'à ce que tu t'adoucisses et que tu commences d avoir des sentiments et d te comporter envers les gens comme un homme simple et bon».

Merveilleuse Rosa Luxemburg qui avec la même simplicité, fougueuse, réfute certains aspects des théories de Lénine puis, tendre, parle de son chat ou de son amour de la nature.

H.P.P. ■

«Rosa Luxemburg aujourd'hui», textes réunis et présentés par Cl. Weill et G. Badia, P. Vincennes, 1986 (livre disponible d l'Université des Femmes).

Suzanne Voilquin

C'est un vieux livre déjà, 1978. Je ne l'avais pas lu lors de sa parution. Il faut dire que je n'attends pas grand chose des fouriéristes, Saint-simoniens, etc... quant au féminisme! Cependant toutes les discussions que nous avons à l'université des Femmes sur «l'éventail des possibles» m'a incitée à le lire. A diverses reprises j'ai essayé de montrer dans mes exposés ou en recueillant certains témoignages (Georgette Ciselet, par ex.) que des femmes avaient fait preuve d'une autonomie d'existence ou de pensée qui n'avait pas été utilisée par d'autres, et qui n'avait, en général, pas fait école. Jusqu'à présent ces femmes nous les trouvons plutôt dans les milieux privilégiés de la fortune (voir mes exposés sur les femmes philanthropes du XIX^e siècle) ou de la vie intellectuelle (le cas de Georgette Ciselet et des fbministes d'entre les deux guerres). Suzanne Voilquin se situe à l'autre extrémité de l'échelle sociale. C'est une fille de chapelier, elle-même est brodeuse, plus tard sage-femme. Elle a moins de trente ans quand elle entre dans la mouvance Saint-simonienne. On y mène une vie qui ressemble à celle de nos «sectes». Cependant Suzanne Voilquin trouve vite que les femmes n'ont rien à y dire. Elle les invite à s'exprimer séparément. A la suite d'un procès, la famille Saint-simonienne se disperse. Suzanne Voilquin reprend la direction d'une petite publication prolétaire «La Femme libre» qui est abandonnée par ses fondatrices passées au fouriérisme.

En 1834, elle part rejoindre le «Père Enfantin» en Egypte. Elle raconte longuement toutes les étapes et découvertes de son voyage. Elle revient et suit les cours pour devenir sage-femme. Elle s'installe dans un quartier populaire où elle découvre la misère des conceptions non désirées. En 1839, elle s'embarque pour aller exercer sa profession en Russie. Elle a écrit ses souvenirs jusqu'à ce départ (1). Suzanne Voilquin n'est pas une personnalité très attachante. On ne sait jamais très bien où en sont ses convictions personnelles. Quel but poursuit-elle? Pourquoi finalement va-t-elle en Egypte et en Russie? Pourquoi ne reste-t-elle pas là où elle voit qu'elle est indispensable? Mais ce qui

est fascinant chez Suzanne Voilquin, c'est cette liberté qu'elle prend par rapport à sa condition, à son destin. Cette ((pauvre fille, peu formée, comment est-elle à l'aise dans ces milieux d'intellectuels de gauche? Comment se débrouille-t-elle pour trouver l'argent pour voyager des mois en Egypte? Quelle audace, pour une femme de ce milieu, de faire ce voyage!

Ainsi nous voilà de nouveau confrontées à ce problème: cherchant à mesurer l'état d'oppression, de dépendance, d'exploitation des femmes nous devons pour être honnêtes ouvrir l'éventail de ce qu'il est possible de faire pour échapper à cette condition. Et ici nous voyons en plein milieu populaire du XIX^e siècle, une «fille du peuple» qui a des audaces qui paraissent impensables aujourd'hui. Il est vrai qu'elle n'a pas d'enfant, ce qui rend sans doute possible une certaine forme d'autonomie, mais ne l'explique nullement...

H.P.P. ■

Suzanne Voilquin, *Souvenirs d'une fille du peuple ou la Saint-Simonienne en Egypte*, coll. «Actes et mémoires du peuple», éd. François Maspéro, Paris 1978. (livre disponible à l'Université des Femmes).

La bibliothèque est accessible à toutes et à tous sans condition préalable (financière ou autre).

Elle offre une large gamme de documents sur le féminisme, la condition féminine et féministe. Vous pourrez y consulter les ouvrages de références, les revues féministes d'ici et d'ailleurs, des dossiers thématiques, etc.

Elle est ouverte du lundi au vendredi de 10 h à 17 h. Le mardi de 10 h à 19 h et sur rendez-vous.

Dans chaque numéro de CHRONIQUE sont reprises toutes les nouveautés reçues en service de presse (SP) ou achetées par l'Université des Femmes (acq).

- A propos des rapports sociaux de sexe: parcours épistémologiques, CNRS, 1986, ATP «Recherches féministes et recherches sur les femmes», Introduction 6 (XVII p.) p., SP.

- V 1. De l'origine de l'oppression des femmes aux fondements des rapports sociaux de sexe, Michèle FERRAND et Annette LANGEVIN, 78 p.

- V 2. Historicité et dynamique des rapports sociaux de sexe... vers un effort de périodisation, Françoise et Daniele COMBES, 52 p.

- V 3. La reproduction des rapports sociaux de sexe, Anne-Marie DAUNE-RICHARD et Anne-Marie DEVREUX, 100 p.

SOCIOLOGIE - POLITIQUE - ECONOMIE

- Gezinswetenschappelijke documentatie 11, Jaarboek 1986, W.A. DUMON, G. DENEFFE, P. GOOSSENS, Sociologisch Onderzoeksinstituut KUL, 1986, 790 p., Acq.

FAMILLE - COUPLE

- La famille instable: parentalités, conjugalités, sociabilités familiales d'aujourd'hui, Eres, 1986, Actions et recherches sociales n° 1 (nouvelle série vol. 22), 95 p., SP.

- Les nouveaux pères, Jacqueline KELEN, Flammarion, 1986, 269 p., SP.

- Couple, famille et société, XIème Congrès de l'ANS Paris-Sorbonne 1985, ESF, 1986, (coll. Association Nationale des Assistants de Service Social), 95 p., SP.

- Couples, ouvrage dirigé par Michèle DECOUST et Arlette NAMIAND, Autrement, 1986, (coll. Points Actuels, 72), 250 p., Acq.

- Couscous pommes frites: le couple franco-maghrébin d'hier à aujourd'hui, Martine MULDER, Ramsay, 1987, (coll. «Rebours»), 255 p., Acq.

- Les familles d'aujourd'hui: démographie et évolution récente des comportements familiaux, colloque de Genève 17-20 sept. 1984, Association internationale des démographes de langue française (AIDELF; 2), 1986, 600 p., Acq.

VIOL - VIOLENCE

- L'enfant violenté: des mauvais traitements à l'inceste, Michel ROUYER et Marie DROUET, Paidos/Le Centurion, 1986, (coll. Paidos), 248 p., SP.

- Boeken en tijdschriften, artikelen i.v.m. Prostitutie, Rosa-Rol & Samenleving, 1986, 22 p.

- Boeken en tijdschriften, artikelen i.v.m. Pornografie, Rosa-Rol & Samenleving, 1986, 18 p.

- Le harcèlement sexuel: scandales et réalité, Anne ZELENSKY et Mireille GAUSSOT, éd. Garancière, 1986, 201 p., Acq.

TEMOIGNAGES

- Vie de paysanne, Gérard HAYART, éd. Horvath, 1986, 183 p., SP.

FEMINISME

- Oeuvres, Olympe de Gouges, présentation de Benoîte GROULT, Mercure de France, 1986, (coll. Mille et une femmes), 238 p., SP.

- Union ouvrière, suivie des lettres de Flora Tristan, des femmes, 1986, 366 p., Acq.

TRAVAIL PROFESSIONNEL - TRAVAIL DOMESTIQUE

- La ré-insertion professionnelle des femmes: initiatives et problématique, Monique CHALUDE, av. la coll. Margaretha Lisein-Norman, CEE, 1986, (doc. V/781/86-Fr), 55 p.

- Beleidsalternatieven inzake gezinsarbeid: opinies en voorstellen van 17 Vlaamse organisaties, L. DESCHAMPS, W. VAN DONGEN, K. PAUWELS et M. DE WACHTER, Centrum voor Bevolkings- en Gezinsstudies (CBGS), 1986, (CBGS - Werkdocumenten), 80 p., SP.

- Etude d'ensemble des rapports concernant la convention (n° 100) et la recommandation (n° 90) sur l'égalité de rémunération, 1951, Etude d'ensemble de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations, BIT,

1986, (conférence internationale du Travail, 72è session 1986, Rapport III (partie 4B), 227 p., SP.

- Travail et maternité, Femmes CSC, 1986, 67 p.

EDUCATION

- Colloque sur la «prolongation de la scolarité obligatoire», Commission Egalisation des chances des filles et des garçons, Ministère de l'Education Nationale DGOE, 1984, (pag. multiple)

- Avis de la Commission pour l'égalisation des chances des garçons et des filles dans l'enseignement pour la période 1980-1986, Ministère de l'Education Nationale, DGOE, 1986, 29 p.

- Lire et écrire: méthode pour les femmes, L'harmattan, 1986, (coll. «A l'école des Femmes»), 95 p., SP.

- Des femmes pour l'an 2000: une enquête sur les choix d'études des jeunes filles, Emilienne BRUNFAUT, Fondation André Renard, 1986, (bulletin de la FAR n° 161), 132 p.

- L'art d'accueillir les bébés: 100 ans de recettes françaises de puériculture, Geneviève DELAISI DE PARSEVAL et Suzanne LALLEMAND, Seuil, 1980, 275 p., Acq.

- Enseignement... Des choix, Centre d'information et de documentation (CID), 1986, (document n° 50), 29 p.

- Enseignement... (suite), (CID), 1986, (document n° 51), 26 p.

CORPS - SANTE - SEXUALITE

- Les maladies sexuellement transmissibles, Jean-Claude BOURRET, Presses-Pocket, 1986, (Presses-Pocket, 2635), 175 p., SP.

- La femme et son plaisir, Gilbert TORDJMAN, Londeys, 1986, 395 p., SP.

PLANNING FAMILIAL

- Le désir... La mère... L'enfant, Jean REBOUL, Privat, 1986, 245 p., SP.

MEDIAS

- Powerful images: a women's guide to audiovisual resources, Isis, 1986, 210 p., SP.

MORALE

- Le dégoût, Centre Georges Pompidou, 1986, 144 p., (Traverses; 37).

PSYCHOLOGIE - PSYCHANALYSE

- Le suicide: psychothérapies et conduites suicidaires, G. WILMOTTE, J.M. BASTYNS, G. DEMARET et M. DUVIVIER, P. Mardaga, 1986, (coll. Université, et sciences humaines, 159), 307 p., SP.

- Femmes efficaces: apprendre à être soi-même, Linda ADAMS et Elinor LENZ, Belfond, 1986, 237 p., SP.

- Le temps des copines, Marie-Françoise HANS, Seuil, 1986, 218 p., Acq.

- Du deuil à la réparation: Anna restituée à Bertha Pappenheim: naissance d'une vocation sociale, Yolande TISSERON, des Femmes, 1986, 147 p., SP.

- Les femmes et l'argent, actes du colloque organisé en novembre 1985 par le Centre d'Etudes féminines de l'Université de Provence, CEFUP, 1986, 354 p., Acq.

• L'interruption **volontaire** de grossesse (1), **Bérangère** MARQUES-PEREIRA, CRISP, 1986, (CH n° 1127), 41 p.

• Le **désir** d'enfant, **l'irruption** d'un **bébé** dans la vie du couple, Roberta ISRAELOFF, R. Laffont, 1986, (coll. **Réponses**), 233 p., SP.

EXPRESSION ARTISTIQUE · SPORT

• Françoise Hardy **«Superstar & Ermite»**, Etienne DAHO et Jérôme SOLIGNY, G. Grancher, 1986, 126 p., SP.

LITTÉRATURE

• La **cit**é des dames, Christine DE PIZAN, Stock, 1986, (coll. Moyen-Age), 291 p., SP.

• **Trav-aïe**; les haricots de la **faïm**; ce n'est pas du **défilium**; Nous sommes toutes des **corps-nichons**, quatre ateliers du théâtre des rues, Bd. du Cerisier, 1985, 218 p., SP.

• Sabrlna, ils t'ont volé ta **vie**, Myriam BEN, L'Harmattan, 1986, (Ecritures arabes), 217 p., SP.

• Le berceau mandchou, Noemi SINCLAIR-KARBINE, Balland, 1986, 323 p., SP.

• **Voici** Lou, Marie-Aude MURAIL, P.M. Favre, 1986, 126 p., SP.

• La nuit d'autun, Gabrielle FAURE, L'Aire, 1986, 119 p., SP.

• Les sept vies de Louise Crozier **hée** Moray, Suzanne DERIES, L'Aire, 1986, 329 p., SP.

• Les routes blanches, Sylviane CHATELAIN, L'Aire, 1986, (coll. Le Coup de **Dés**), 104 p., SP.

• L'Arrosoir Rouge, Monique SAINT-HELIER, L'Aire, 1986, (coll. Lettres Universelles), 226 p., SP.

• La **foire** aux mules, Michelle LEMENT-MAINARD, Mazari-ne, 1986, 379 p., SP.

• Mon ennemi mortel, Willa CATHER, Ramsay, 1986, 102 p., SP.

• Agatha Christie: **biographie**, Janet MORGAN, Luneau-Ascot, 1986, 351 p., SP.

• Yasmina... et autres nouvelles **algériennes**, Isabelle EBERHARDT, Liana Levi, 1986, 265 p., SP.

• Le feu sur la montagne, Anita DESAI, Stock, 1986, 223 p., SP.

• La **ville** du non, Jacqueline MERVILLE, des femmes, 1986, 81 p., SP.

• Entre **l'écriture**, Hélène CIXOUS, des femmes, 1986, 203 p., SP.

• Amour. Giorgio MANGANELLI, Denoël, 1986, 136 p., SP.

• Les pieds **bandés**: nouvelles, Emily PRAEGRER, Denpël, 1986, 215 p., SP.

HISTOIRE

• Le mal de Naples: **histoire** de la syphilis, Claude QUETEL, Seghers, 1986, (coll. Médecine et histoire), 348 p., SP.

• Femmes et samouraï, Hideko FUKUMOTO et Catherine PIGEARE, des femmes, 1986, 279 p., Acq.

• La ronde des folles, Yannick RIPA, Femme, folie en enfermement au **XIX^{ème} siècle** 1938-1870, Aubier, 216 p., Acq.

• La **châir** de l'autre: le crime passionnel au **XIX^{ème} siècle**, Joëlle GUILLAIS, O. Orban, 1986, 346 p., Acq.

• La vie **fragile**: violences, pouvoirs et **solidarité** à Paris au **18^{ème} siècle**, Hachette, 1986, 354 p., Acq.

• La femme au temps des Pharaons, Christiane DESROCHES-NOBLECOURT, Stock, 1986, 343 p., SP.

BIOGRAPHIES

• Jenny la Rouge, Madame Karl Marx, **née** baronne von Westphalen, H.F. PETERS, Mercure de France, 1986, 331 p., SP.

• Jeanne d'Arc **princesse** royale, Jean BANCAL, R. Laffont, 1971, (Bd. Les Ombres de l'histoire), 373 p., Don.

• **Milena**, Margarete RUBER-NEUMANN, Seuil, 1986, (coll. Fiction 8 cie), 276 p., SP.

• Les Trois **Grâces** de Courland, Rosalyn PFLAUM, Albin Michel, 1986, 317 p., SP.

• Moi, la duchesse de Berry, Pierre SERVAL, Albin Michel, 1986, 313 p., SP.

REVUES

REVUES

Voici la **liste** des revues qui nous parviennent **régulière-**ment et que vous pouvez consulter à l'**Université** des Femmes.

Note:

A = abonnement

E = Bchange

G = gratuit

REVUES FÉMININES ET/OU FÉMINISTES

G · Artemys

E · Association contre les violences faites aux femmes au travail

E · Atlantis

E · Bolletim (Commissao da Condicao feminina)

G · Breaking Chains · ALRA

E · Broadside

E · Broomstick

E · CRIF (Centre de Recherche et d'Information Féministe · Bulletin)

E · Cahiers de la Femme / Canadian Woman Studies

E · Cahiers du GRIF

E · Choisir

Chronique féministe

E · CODIF (bulletin du Centre d'orientation, de Documentation et d'Information pour les femmes)

E · Comunidad

E · Communiqu'elles

E · Connexions

E · Crew Reports

E · Décennie des Nations-Unies pour la Femme

E · Donne e Politica

E · Dulle Griet-krant

E · Emma

E · Equality Now

E · FFQ · Petite Presse

E · Fémin' autres

E · Feminist Library and Information Centre

E · Feminist Review

E · Femme Prévoyante

A · Femmes au travail

E · Femmes d'Europe

A · Femmes et Monde

E · Femmes, féminisme et recherche (Bulletin de l'association...)

E · Femmes suisses et le mouvement féministe

E · Fireweed

E · Frauenfragen / Questions au féminin

E · Hysteria

E · Inform'elles

E · IAV (Internationaal archief voor de vrouwenbeweging · Overzicht van nieuwe aanwinsten in de bibliotheek)

E · ISIS

E · Kalliope (a journal of women's art)

G · L'Alliance (internationale Jeanne d'Arc)

E · La Gazette des Femmes

G · La lettre du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (Spécial Information Femmes)

E · Lesbia

E · Libre PFU (Parti Féministe Unifié)

A · Lilith

A · Lover

E · Mujer feminista

E · M/F a feminist journal

E · Nationale Vrouwenraad

A · Nouvelles Questions Féministes

E · «Objectif +» (bulletin du CNFB)

E · Off our Backs

E · Paris Féministes

E · Pénélope

E · Poder y Libertad

G · Quehacere-Cipaf (Centre de Investigación para la Accion Feminina)

E · Réseau Femmes · Informatisation · Bureaux

E · Réelles

E · Resources for feminist Research / Documentation pour la Recherche féministe

E · Revolutionnary & Radical feminist newsletter

A · Spare Rib

A · Séminaire Limites-Frontières (Bulletin)

E · Telewoman

G · The Tribune / La Tribune

E · La Vie en Rose

E · Vie Féminine

A · Voix des femmes (Organe de l'ANC · section femmes)

G · Womanews

E · Women 8 Performance

G · Wires

E · Woman and Revolution

E · Womenews

E · WOE (Women's Organization for Equality)

E · Women's Review of Books

A · Women's Studies International Forum

E · Nouvelles (Coordination européenne des femmes)

E · Tijdschrift voor Vrouwenstudies

E · Win (Women's International Network) News

E · Women in Libraries

E · Women of Power

AUTRES REVUES (sociales, spécialisées...)

E · AR-Infos (Antenne Rose)

E · Alternative Libertaire

E · Cahiers Marxistes (CM)

E · Droits de l'Homme

E · EUR-Info

E · FAR (Bulletin de la Fondation André Renard)

E · GERM · Actualité Santé

E · GERM (Cahiers du)

E · International Health Foundation

G · JEB (Cahiers)

G · Le journal des procès

E · Nouvelles Feuilles Familiales

E · Nouvelles du Mouvement du Nid

E · Virages

CHRONIQUE FEMINISTE

CHRONIQUE N° 1 - NOVEMBRE/DECEMBRE 82

- Emilienne Brunfaut
- Finlandaises
- Le pouvoir

CHRONIQUE N° 2 - JANVIER/FEVRIER 83

- Les travailleuses de Bekaert
- Les hommes se déshabillent
- Viol

CHRONIQUE N° 3 - MARS/AVRIL 83

- Des hommes à l'Université des femmes
- Sommes-nous tous des Baruyas?
- Procès CVO

CHRONIQUE N° 4 - MAI/JUIN 83

- Greenham Common
- Travail ménager
- Femmes soviétiques

CHRONIQUE N° 5 - JUILLET/AOUT 83

- Ce que parler veut dire
- Sexisme Bigouden

CHRONIQUE N° 6 - SEPTEMBRE/OCTOBRE 83

- Regard sur la pornographie
- Les femmes en ISRAEL
- L'histoire des Femmes est-elle possible?

CHRONIQUE N° 7 - NOVEMBRE/DECEMBRE 83

- L'Energie et la Frustration
- Avortements, Femmes et tribunaux
- Les droits de l'homme contre le droit des Femmes

CHRONIQUE N° 8 - JANVIER/FEVRIER/MARS 84

- Vers un office national des créances alimentaires
- Moi, délinquante?
- Recherches Féministes en Afrique

CHRONIQUE N° 9 - AVRIL/MAI 84

- Etudes Féministes: principes et méthodologie
- Femmes et Syndicats
- Les prépensionnées des Galeries Anspach
- Coopératives de Femmes

CHRONIQUE N° 10 - JUIN/JUILLET 84

- Le savoir et le faire
- Loisirs des Femmes
- Pensionnées et veuves
- Femmes et développement

CHRONIQUE N° 11 - OCTOBRE/NOVEMBRE 84

- Evolution conceptuelle de la physique
- Partage des responsabilités
- Pacifisme et Féminisme

CHRONIQUE N° 12 - DECEMBRE 84/JANVIER 85

- Rester une égérie ou devenir soi-même
- Nicaraguayennes
- Sciences et Femmes: pas de recettes

CHRONIQUE N° 13 - AVRIL/MAI 85

- Anarcha-féminisme
- Séminaire Sociologie: analyse d'une enquête
- Marie Andrée, vidéaste

CHRONIQUE N° 14 - JUILLET/AOUT 85

- Le pouvoir de la mère
- Les femmes et l'innovation technologique
- Le sexe du travail

CHRONIQUE N° 15 - SEPTEMBRE/OCTOBRE 85

- Nairobi
- Les femmes du divorce
- Crise de l'Etat Keyneysien: questions aux femmes

CHRONIQUE N° 16 - DECEMBRE/JANVIER 85

- DOSSIER: Nouvelles Maternités

CHRONIQUE N° 17 - MARS/AVRIL 86

- Jésus et le Mythe D'Oedipe
- Emilie Claeys: Féministe Socialiste rayée de l'histoire

CHRONIQUE N° 18 - JUIN/JUILLET 86

- Val Duchesse
- et pour les femmes c'est encore pire

CHRONIQUE N° 19 - SEPTEMBRE/OCTOBRE 86

- Politique familiale et politique de l'emploi
- Les femmes au Sri Lanka
- «Cohabitanes de tout le pays, séparez-vous»

CHRONIQUE N° 20 - JANVIER/FEVRIER 87

- Des idées pour l'école
- Tiers-Monde

«Pour les éditions épuisées les articles peuvent être obtenus sous forme de photocopie».